



La Vie de quartier à la Goutte d'Or.

Perceptions et représentations des habitants.

Auteurs:

Associations Coordination Toxicomanies, Salle Saint-Bruno avec la participation de l'association MUSOJ

Novembre 2006

Contact : Fabienne Cossin, Coordonnatrice de l'Observatoire de la Vie Locale de la Goutte d'Or, Association Salle Saint-Bruno, 9 rue Saint-Bruno, 75018, Paris. Tel : 01 53 09 99 56. Fcossin@sallesaintbruno.org

Remerciements

Nos remerciements vont tout d'abord, aux habitants du quartier de la Goutte d'Or qui ont été nombreux (plus de 250) à participer à cette étude.

Nous tenons à remercier Maud Berthier, Céline Benzadon et Bérengère Tranakidis, étudiantes en Sciences Sociales qui dans le cadre d'un stage au sein de nos structures nous ont apporté leur soutien sur ce projet. Sans elles et leur investissement sur la passation et la saisie des questionnaires, notre projet n'aurait pu aboutir.

Merci à Audry Jean-Marie et Damien Valdant de l'Atelier Parisien d'Urbanisme qui dans le cadre d'un partenariat entre l'Observatoire de la Vie Locale de la Goutte d'Or nous ont fournis des données nous permettant de construire notre échantillon.

Nous remercions également l'ensemble de nos partenaires financiers et plus particulièrement la Délégation de la Politique de la Ville et de l'Intégration.

L'Etat : DASS, Préfecture de Paris (politique de la ville), Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT), mairie de Paris (DASES), financeurs de la coordination toxicomanies.

C'est également à la Mission Toxicomanie de la Préfecture de Paris que nous adressons nos remerciements.

Un merci tout particulier au troisième partenaire du projet, Stéphanie Rubi, qui s'est impliquée bénévolement sur cette étude.

Sommaire

Le projet d'étude	p 5
Le quartier de la Goutte d'Or	p 10
I – Le quartier de la Goutte d'Or : aspects urbains	p 10
II – Les habitants de la Goutte d'Or	p 14
Ce qu'il faut retenir Références bibliographiques	p 33 p 34
Description de notre échantillon	р 38
Perceptions et représentations des habitants sur la vie dans le quartier de la Goutte d'Or	р 38
I – Attachement au quartier	р 38
II – La vie associative à la Goutte d'Or	p 42
III – Evolution et problèmes du quartier	p 45
Ce qu'il faut retenir	p 52
Sentiment d'insécurité, victimations et délinquance	p 53
I – La délinquance	p 53
II – Les lieux évités	p 57
III – Le sentiment d'insécurité	p 60
Ce qu'il faut retenir Références bibliographiques	p 65 p 66
Vie de quartier et toxicomanie	р 67
I –Les situations liées aux phénomènes de toxicomanie	p 67
II – La mobilité territoriale des usagers de drogue	p 71

III - Représentations et action habitante	p 73
Ce qu'il faut retenir Références bibliographiques	p 80 p 80
Préconisations et pistes d'action	p 81

Le projet d'étude

Le rapport présenté dans ce document est le fruit d'un travail partenarial entre la Coordination Toxicomanies et la Salle Saint-Bruno, qui s'est déroulé sur le quartier de la Goutte d'Or (Paris, 18ème arrondissement) de septembre 2004 à septembre 2006. Cette étude est le compte rendu d'une recherche appliquée s'inscrivant dans le champ de l'anthropologie urbaine et de la sociologie.

Nous avons fait le choix d'employer une méthodologie reposant sur plusieurs techniques d'enquêtes afin de croiser les représentations et de confronter les points de vue à travers : des observations participantes, des entretiens avec des habitants et d'un sondage auprès d'un échantillon représentatif d'habitants du quartier permettant de recueillir des éléments sur la vie de quartier à la Goutte d'Or (les perceptions et les représentations des habitants, les facteurs de bien être et de nuisances du quartier en général, parmi eux les phénomènes de la toxicomanie, le sentiment d'insécurité, les victimations et la délinquance, ainsi que les propositions des habitants pour améliorer la vie du quartier).

L'objectif de cette étude est de décrypter les systèmes de relation entre la vie de quartier, la toxicomanie, le sentiment d'insécurité, les victimations et la délinquance afin de proposer des pistes d'actions concrètes aux acteurs locaux, aux pouvoirs publics, en tenant compte des besoins et des attentes des habitants.

Le projet d'étude tel qu'il est présenté dans ce rapport a fait l'objet d'une redéfinition par rapport au projet initial.

Rappel sur le projet initial

Au départ, il s'agissait de reconduire l'étude menée en 2002-2003 « Drogues et Environnement Social Urbain : Analyse de l'impact d'une expérience de réduction des risques sur la population locale. L'exemple de la Goutte d'Or » (Partenariat Salle Saint-Bruno, Espoir Goutte d'Or et Coordination Toxicomanies 18)². Les objectifs de ce projet initial étaient de contribuer à :

- Une meilleure connaissance du phénomène de la toxicomanie à la Goutte d'Or en général;
- Une meilleure connaissance des interactions usagers de drogues/habitants;
- Mesurer l' « impact » du local d'échange de seringues sur la vie quotidienne des habitants;
- Une amélioration de l'intervention des acteurs autour de ces problématiques ;

1

¹ une victimation est un acte dont a été victime une personne ou un groupe

² demande de subvention-crédit 2004

De façon transversale, le projet visait l'objectif éducatif d'expliquer à la population du quartier un aspect de la politique de santé publique de réduction des risques par une étude ciblée de l'inscription dans le paysage social d'un programme d'échange de seringues.

Ce projet initial comportait plusieurs volets, le premier s'intéressant aux habitants de la Goutte d'Or, le second aux usagers et le troisième au programme d'échange de seringues. Il s'agissait de connaître :

- Les points de vue des habitants sur leur quartier: Quelles perceptions et représentations? De travailler sur la qualité de vie dans les espaces publics et privés: Quelles perceptions et quels vécus des problèmes liés aux drogues?

 Pour y répondre: Passation d'un questionnaire auprès d'un échantillon mesuré de 40 habitants situés dans un périmètre proche de STEP;
- Les usages des espaces publics par les usagers de drogue dans l'environnement de STEP: Quelles circulations? Quelle occupation des espaces? Quelles étaient les motivations à venir dans le quartier?

 Pour y répondre: Passation d'un questionnaire auprès d'un échantillon aléatoire de 40 usagers de drogues fréquentant STEP;
- Les liens entre le Programme d'Echange de Seringues (STEP) situé boulevard de la Chapelle et les nuisances liées aux usages de drogues dans l'environnement de STEP. Pour y répondre : Traitement cartographique et analyse croisée des deux séries de résultats obtenus.

Plusieurs évènements ont contribué au cours de l'année 2004 à faire évoluer le projet d'étude :

- Un changement au niveau de la coordination de l'Observatoire de la Vie Locale, porteur avec la Coordination Toxicomanies du projet qui a permis de faire évoluer la méthodologie mise en oeuvre ;
- Il nous est apparu difficilement envisageable de faire passer le questionnaire « usagers de drogue » en raison de facteurs directement ou indirectement liés à la fermeture de plusieurs squats : ils ont engendré une augmentation très importante du nombre d'usagers fréquentant STEP ne permettant pas, aux salariés de l'association EGO de s'investir sur le projet.

Nous avons donc logiquement été amenés à redéfinir en accord avec la Coordination Toxicomanies et Espoir Goutte d'Or, une problématique et une méthodologie d'étude qui n'entravent pas le travail de réduction des risques mené par l'association EGO et qui soient situées dans un autre espace que celui du local d'échange de seringues. Nous avons choisi de nous centrer sur le premier volet du projet initial qui concerne l'étude des perceptions et des représentations des habitants de la Goutte d'Or face au phénomène de la toxicomanie dans le quartier en ouvrant la problématique à une étude plus large sur la Vie de quartier à la Goutte d'Or.

Les partenaires concernés

Les partenaires concernés par le projet qui s'est déroulé de 2004 à 2006 sont donc:

- la Salle Saint-Bruno (cf annexe) au travers de l'Observatoire de la Vie Locale de la Goutte d'Or coordonné par Fabienne Cossin, sociologue;
- la Coordination Toxicomanie (cf annexe) à travers l'implication de Jean-François Bowen, coordinateur du quartier de la Goutte d'Or puis en septembre 2005 de Franck Lescroel, Chargé de Recherche.

Ce travail n'aurait pu avoir lieu sans l'implication à partir d'août 2005 à titre « volontaire » :

• de l'association MUSOJ (cf annexe) avec la participation de Stéphanie Rubi Maître de Conférence en Sciences de l'Education (Université de Nancy II).

La problématique

Cette recherche appliquée s'inscrit dans le champ de l'anthropologie urbaine (Ecole de Chicago) et de la sociologie de la déviance. Cette étude s'intéresse à la vie de quartier à la Goutte d'Or ainsi qu'à l'analyse des représentations et des perceptions des habitants du quartier de la Goutte d'Or face au phénomène de la toxicomanie dans le quartier. Les questions de départ qui ont guidé notre analyse portent sur :

- La nouvelle visibilité des usagers sur le quartier de la Goutte d'Or, suite à la fermeture des squats. Nous chercherons à savoir quel est l'impact sur les représentations des habitants?
- D'autre part nous nous intéresserons aux perceptions et aux représentations des habitants sur le phénomène de la toxicomanie (par rapport au public) ?
- Il s'agira également de comprendre quels sont les processus de construction des représentations chez les habitants.
- L'ensemble des facteurs qui construisent la qualité de vie d'un quartier, ainsi que les relations entre ces facteurs et la toxicomanie.

Les objectifs

Les objectifs communs aux deux structures partenaires sur ce projet sont les suivants :

- Recueillir le point de vue des habitants sur la vie de quartier ;
- Favoriser dans le cadre d'une recherche appliquée : une meilleure connaissance du phénomène d'usage de drogue dans le quartier de la Goutte d'Or ; les réponses publiques développées au niveau local.

Les objectifs opérationnels de l'étude :

Connaître le point de vue des habitants sur leur quartier :

- Quelles perceptions et représentations ?
- Quelle qualité de vie dans les espaces publics et privés ?
- Quelles perceptions et quels vécus des problèmes liés aux drogues ?

La finalité de cette étude est de développer des actions pouvant impliquer les partenaires institutionnels, associatifs de la Goutte d'Or en répondant de manière appropriée aux problématiques soulevées par les habitants, à leurs perceptions et préoccupations vis-à-vis du phénomène de la toxicomanie.

Le terrain d'enquête

Le terrain d'enquête est défini par le périmètre politique de la ville du quartier de la Goutte d'Or, délimité par la rue Ordener au Nord, les rues Stephenson et de Tombouctou à l'est, le boulevard de la Chapelle au sud, et le boulevard Barbès à l'ouest³.

Méthodologie d'enquête et outils

Notre méthodologie repose sur des techniques d'enquête issues des courants de l'anthropologie urbaine et de la sociologie. Elle est à la fois qualitative et quantitative. Nous avons fait le choix de croiser les méthodes afin de confronter les informations et les points de vues recueillis.

Au niveau qualitatif, nous avons réalisé:

- Des observations participantes de type anthropologique ;
- Des entretiens⁴ avec des acteurs locaux et des habitants portant sur la vie de quartier à la Goutte d'Or, leurs perceptions des problèmes de toxicomanie dans le quartier.

Au niveau quantitatif, nous avons réalisé:

Suite à cette première étape, à partir des premières hypothèses de recherche nous avons procédé à la construction d'un questionnaire d'enquête spécifique sur la Goutte d'Or en nous appuyant sur le questionnaire « La vie de quartier. Points de vue des habitants» créé en 1998 par Fabienne Cossin et Stéphanie Rubi (Université Bordeaux 2) utilisé dans plusieurs autres enquêtes dans les quartiers populaires⁵.

Le questionnaire repose sur une série d'indicateurs de perception et d'appréciation du quartier, de fréquentation des lieux du quartier, d'implication dans la vie du quartier, de victimations, du sentiment d'insécurité. 200 personnes ont répondu au questionnaire « La vie de quartier à la Goutte d'Or »⁶. Ces questionnaires, d'une durée de 30 à 45 minutes ont été administrés en face à face, dans des espaces publics (sortie des écoles ou de la poste, au marché, etc.)

8

³ Voir le plan du quartier en annexe

⁴ Voir liste des entretiens en annexe

⁵ L'oppression quotidienne. Recherches sur une délinquance des mineurs, Sous la Direction de Eric Debarbieux, La documentation Française, Paris, 2002

⁶ Voir questionnaire en annexe

Calendrier de mise en œuvre :

- Observation participante : septembre 2004 septembre 2006 (Observatoire de la Vie Locale) et de août à octobre 2005 (association MUSOJ)
- Entretiens avec les habitants : août octobre 2005 (Observatoire de la Vie Locale, association MUSOJ)
- Elaboration du questionnaire : octobre janvier 2006 (Observatoire de la Vie Locale et Coordination Toxicomanies avec la participation de l'association MUSOJ)
- Passation des questionnaires: février juillet 2006 (Observatoire de la Vie Locale et Coordination Toxicomanies)⁷
- Saisie des données sur le logiciel Sphinx Plus 2 : juin août 2006 (Observatoire de la Vie Locale et Coordination Toxicomanies)⁸
- Analyse des données et rédaction du rapport d'étude : août octobre 2006 (Observatoire de la Vie Locale, Coordination Toxicomanies et MUSOJ)

Après une présentation du quartier de la Goutte d'Or, nous décrirons notre échantillon avant de passer à l'analyse :

- Des perceptions et des représentations des habitants sur la vie dans le quartier de la Goutte d'Or;
- Du sentiment d'insécurité, des victimations et de la délinquance ;
- De la vie de quartier et de la toxicomanie.

-

⁷ La passation a été effectuée principalement par Céline Benzadon et Bérengère Tranakidis, respectivement étudiantes en Master de Sociologie et en Master de santé publique.

⁸ La saisie a été effectuée par Maud Berthier, étudiante en master II COSS à l'Université Paris I Panthéon La Sorbonne, stagiaire à la Salle Saint-Bruno et certains médiateurs de la Coordination Toxicomanies : Mamadou Diagana, Clémence Field et Catherine Henry.

Le quartier de la Goutte d'Or

Fabienne Cossin, Observatoire de la Vie Locale de la Goutte d'Or

La « Goutte d'Or » tient son nom d'un vin blanc aux reflets dorés cultivé du Moyen-âge jusqu'au $18^{\text{ème}}$ siècle sur les flancs de la colline, à l'extérieur des limites actuelles de Paris. Cette terre agricole, où l'on trouve également des moulins servant à extraire du gypse des carrières afin de fabriquer du plâtre, va connaître une profonde mutation, à la fin du $18^{\text{ème}}$ siècle et lors de la première moitié du $19^{\text{ème}}$ siècle, avec le développement d'une importante activité commerciale échappant à la taxation des marchandises à leur entrée dans Paris, tandis que des promoteurs privés commencent à la lotir pour faire face à l'afflux de main d'œuvre - exode rural et immigration étrangère - provoqué par la révolution industrielle. En 1860, lorsque la commune de la Chapelle est rattachée à la ville de Paris dans ses contours actuels, la Goutte d'Or est devenu un faubourg populaire – décrit par Zola dans *L'Assommoir* (1877) - qui conservera jusqu'à nos jours son caractère ouvrier, l'importance de ses activités commerciales, mais aussi sa morphologie urbaine particulière (sur le flanc sud de la colline, en particulier, un labyrinthe de petites rues étroites, qui épouse les contours des lotissements privés antérieurs) et sa « vocation » première d'accueil de populations migrantes. La Goutte d'Or est donc à la fois définie par son histoire, ses caractéristiques humaines mais aussi urbaines que nous allons présenter.

I - Le quartier de la Goutte d'Or : aspects urbains

Périmètres et territoire⁹

Sur le plan administratif, la Goutte d'Or est le 71ème quartier de Paris (partie du 18ème arrondissement créé en 1860), qui s'étend du boulevard de la Chapelle au sud jusqu'au boulevard périphérique au nord, mais la partie nord est faiblement habitée car essentiellement occupée par les emprises de la SNCF (Cf carte en annexe). Le périmètre « Politique de la Ville » est plus pertinent sur le plan socio-urbain. Il dessine une zone relativement enclavée par quatre ruptures urbaines franches : au sud, le boulevard de la Chapelle, dont le terre plein central est surmonté par le métro aérien (ligne 2), et le mur d'enceinte de l'hôpital Lariboisière ; à l'ouest, le boulevard Barbès, réalisation haussmannienne qui n'a pas de grande incidence sur la morphologie du quartier sauf qu'il renforce fortement une frontière ouest marquée par les contreforts de la butte Montmartre ; à l'est, les voies de chemin de fer de la gare du Nord, « frontière » qui, ne peut être franchie que par quatre rues (Jessaint, Jean-François Lépine, Doudeauville, Ordener) ; au nord, la rue Ordener borde les emprises SNCF sans voie de sortie vers la périphérie. Classée au rang des zones urbaines sensibles depuis 1996, la zone de 38 hectares compte un peu plus de 22.000

-

⁹ Cette partie s'appuie sur le travail de synthèse de Maud Berthier, stagiaire à la Salle Saint-Bruno de juin à septembre 2006.

habitants, chiffre qui s'est stabilisé depuis 1982 après une forte décrue (le quartier comptait 31.000 habitants en 1968), ce qui, rapporté à sa superficie, en fait l'une des zones les plus denses de la capitale.

Ce relatif enclavement concentre en fait des réalités distinctes du point de vue géomorphologique, historique, commercial et humain.

La partie sud, la première à être investie par les travailleurs migrants, construite à flan de colline, qui connaît des dénivelés importants et des rues abruptes, est marquée depuis les années 1920, et surtout après 1945, par l'installation d'une importante communauté originaire du Maghreb, et notamment d'Algérie, par le développement d'une activité commerciale répondant aux besoins spécifiques (notamment alimentaire) de cette population, et par une taille importante des ménages (les ménages de plus de 5 personnes sont deux fois plus nombreux que la moyenne de l'arrondissement). Traversée d'est en ouest par la rue de la Goutte d'Or, c'est cette partie du quartier qui est généralement désignée sous l'appellation « Goutte d'Or ». Cette identité spécifique a été renforcée par la première opération de rénovation urbaine qu'a connu le quartier au milieu des années 1980, qui a notamment permis d'accueillir dans de meilleures conditions les familles nombreuses. Ce secteur de 6 hectares, délimité par le boulevard de la Chapelle au sud, le boulevard Barbès et la rue des Poissonniers à l'ouest, les rues Polonceau et de Jessaint au nord et la rue Tombouctou à l'est, a bénéficié d'une opération de rénovation urbaine importante depuis les années 90 (deux écoles, le square Léon, un bureau de poste, une crèche, une bibliothèque municipale, un centre de santé ...).

De l'autre côté de la ligne de crête, au nord, se situe une autre entité du quartier appelée « **Château rouge** », construite plus tardivement et aux contours plus flous, elle a été occupée à l'origine par une population issue pour partie de la petite bourgeoisie, mais est marquée depuis les années 1970 par une double mutation : arrivée d'une population originaire d'Afrique subsaharienne et développement d'une activité commerciale spécifique de « produits exotiques » (fruits et légumes, poissons, mais aussi produits de beauté). « Château rouge » désigne en fait aujourd'hui une zone de grande activité commerciale qui se déploie autour de la station de métro du même nom et du marché Dejean. Le secteur dénommé par la mairie de Paris est délimité par le boulevard Barbès à l'ouest, les rues Doudeauville au nord, Stephenson à l'est et Cavé, des Gardes et Polonceau au sud ; il couvre un périmètre de 11,4 hectares. Même si les problèmes de vétusté étaient moins alarmants que dans la partie sud de la Goutte d'Or, « Château Rouge » a bénéficié aussi d'une opération d'amélioration de l'habitat depuis les années 2000.

Au nord-est du quartier se trouve le secteur dénommé par la mairie de Paris « Emile Duployé ». Délimité par les rues Marcadet au nord, Stephenson à l'est, Doudeauville au sud et Ernestine à l'ouest, il couvre un périmètre de 6500 m². La rue Emile Duployé, qui le traverse, a gardé de son origine de lotissement enclavé le caractère d'une rue résidentielle même si quelques rez-de-chaussée ont été, il y a longtemps, investis par des commerces qui ont aujourd'hui fermé leurs portes. Le déclin de ces activités et la faible fréquentation de la rue, accompagne une dégradation importante du bâti de facture médiocre. La progression de l'insalubrité a décidé la municipalité, dans les années 90, à y entreprendre une intervention dans la continuité de celles déjà lancées sur les secteurs « Goutte d'Or » et « Château Rouge ».

D'autres axes structurent l'ensemble de la zone. L'activité commerciale (où le textile a un poids très important comme l'alimentation), qui donne une identité forte au quartier (ne serait-ce qu'à travers l'animation importante qu'elle entraîne mais également, car l'une ne va pas sans l'autre ici, à travers une série de dysfonctionnements en terme de circulation, de stationnement et de qualité d'usage pour les piétons), se déploie ainsi principalement sur les axes transversaux est-ouest et nord-sud, sauf ponctuellement autour de la rue Dejean.

L'habitat et le logement¹⁰

L'habitat, jusqu'à une période récente, est constitué d'immeubles relativement anciens (80,6% des logements recensés en 1999 ont été construits avant 1948), de facture modeste, composés de petits logements destinés à accueillir des familles à faible revenu ou des travailleurs migrants célibataires, et de nombreux « hôtels meublés » destinés également à cette population migrante ; au nord du quartier, le long du boulevard Barbès, de la rue Doudeauville ou autour de l'église Saint-Bernard, on trouve cependant des immeubles plus cossus, avec façades en pierre de taille, qui datent de la fin du 19ème siècle. Dans l'ensemble les appartements sont majoritairement de petite taille (67% des logements ont une ou deux pièces en 1921). En raison de sa topographie mais sans doute en raison de la présence d'anciennes carrières de gypse, facteurs auxquels s'est ajoutée la carence d'entretiens des immeubles, les îlots les plus proches de la rue de la Goutte d'Or se sont dégradés les premiers et cela de manière importante. Ces différents éléments ont conduit à mettre en place à partir des années 1980 sur le territoire plusieurs opérations de rénovation de l'habitat qui se sont traduites par la de démolition de nombreux petits logements remplacés par des logements plus grands mieux adaptés à l'accueil des familles :

Les opérations portant sur le sud de la Goutte d'Or

En 1983, l'état préoccupant de bon nombre d'immeubles a conduit la ville de Paris à engager une opération importante dans la partie sud du quartier. En effet au moment du lancement de cette opération, 87% des logements ne bénéficiaient pas du confort suffisant et dans certains îlots 80% étaient insalubres.

L'opération a porté au total sur :

- 850 logements sociaux neufs dont 50% de quatre pièces et plus
- 1800 logements mis aux normes de confort répartis sur 92 immeubles réhabilités
- 112 immeubles ont été démolis représentant 1600 logements et 500 chambres
- 12000m2 d'équipements publics (écoles, crèche, gymnase, bibliothèque, un jardin, un centre de santé, une poste...)
- 1200 places de stationnement

_

¹⁰ Cette partie s'appuie sur le dossier ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), mise à jour en avril 2005 et le TBVS (Tableau de Bord de la Vie Sociale) à la Goutte d'Or 7^{ème} édition

En 1986, une convention d'OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) d'une durée de 6 ans, prolongée jusqu'en 1993, a été signée sur un périmètre qui comprend 470 immeubles (représentant 1300 logements)

Les opérations portant sur le secteur de Château Rouge

En 1995, la ville de Paris a mis en place une autre OPAH sur un périmètre de 22 hectares couvrant partiellement celui de la Goutte d'Or (1995-1997 et 1998-2001). Cette OPAH a concerné 400 immeubles représentants plus de 8300 logements.

De 2002 à 2007, le secteur de Château Rouge a par ailleurs fait l'objet d'une opération de restructuration urbaine qui porte sur :

- Plus de 400 relogements ont eu lieu dont près de la moitié ont été réalisés fin 2005 (60 en 2003, 70 en 2004);
- 442 logements sociaux dont 82 étudiants (10 en copropriété, 37 par appropriation publique) vont être livrés (25 000 m2);
- 32 locaux d'activités : 3 324 m2 shon (surface hors d'œuvre nette);
- 35 opérations de construction ou réhabilitation respectant la trame parcellaire et les gabarits existants.

Les opérations portant sur la partie Nord du quartier

Dans les années 1990, la municipalité a décidé d'entreprendre une intervention dans la continuité de celles déjà lancées sur la Goutte d'Or sud et Château rouge. En 1998, le projet d'aménagement urbain prévoit :

• la création de 145 logements, dont 122 neufs avec un parc de stationnement et une école.

Une première opération est achevée au 14-16 rue Emile Duployé, comprenant 8 logements. De même, la Ville de Paris a réalisé une école élémentaire d'une dizaine de classes entre la rue Ernestine et la rue Emile Duployé et a réhabilité l'immeuble au 9, rue Emile Duployé.

Une deuxième opération est achevée au 5/7, rue Emile Duployé comprenant 5 logements réhabilités.

L'ensemble des autres parcelles a été démoli. Les constructions devraient démarrer en 2007 : logement social dont 12 logements pour l'Association nationale pour l'intégration des personnes handicapées moteurs et une halte-garderie.

Les éléments liés à l'habitat, aux différentes opérations de rénovation vont avoir une influence sur l'installation des différentes catégories d'habitants du quartier, comme nous le verrons ci-après.

II - Les habitants de la Goutte d'Or

Appréhender le quartier de la Goutte d'Or c'est aussi connaître les caractéristiques de sa population qui tiennent à l'histoire des migrations dans le quartier et définissent différents profils d'habitants en fonction de leurs modes de vie.

Histoire et Migration à la Goutte d'Or¹¹

La Goutte d'Or est depuis longtemps un quartier de forte immigration. Cet espace érigé en lieu ressource pour les nouveaux migrants fait office de « sas » d'accueil, de « centralité immigrée » ¹². Les premières vagues de non francophones remontent au milieu du XIXème siècle. Des paysans « pauvres » (très souvent originaires du Nord et de l'Est de la France) parlant patois se sont alors installés à la Goutte d'Or pour travailler dans les usines de construction de chemin de fer, les ateliers de roulage situés à proximité de la Gare du Nord. Par la suite, avec l'arrivée de flux migratoires (composés de ruraux soumis à l'exode par l'industrialisation) en provenance de Belgique et du Luxembourg, le quartier s'est alors imposé pour Jean-Claude Toubon et Khelifa Messamah comme espace « multi ethnique européen ». Les siècles suivants, l'installation à la Goutte d'Or d'habitants originaires d'autres pays Européens se poursuivra.

Ainsi, tout au long du 20^{ème} siècle s'installeront à la Goutte d'Or des migrants d'Europe de l'Est. Si ce courant migratoire s'est intensifié à partir des années 1960, beaucoup de yougoslaves sont arrivés dans le quartier dans les années 70. Les raisons de ces migrations résultent principalement des conséquences des crises économiques et des conflits armés (entre Serbes et Albanais, la guerre de Bosnie, conflits dans les Balkans...). Des Tchèques, Hongrois, Polonais, Bulgares, arrivent à partir des années 80, et de façon beaucoup plus massive à partir de 1990. Souvent entrés sur le sol français avec des visas de touristes, leurs demandes d'asiles sont de plus en plus difficiles à obtenir et ils se retrouvent dans la clandestinité sur le sol français.

En 1975 et 1982, on note la pénétration sur le territoire de la Goutte d'Or d'autres groupes en provenance du sud de l'Europe comme les Espagnols (représentant 2% de la population en 1982), les Portugais (3%) et les Italiens (1%)). Malgré cette percée, les itinéraires de ces habitants sont assez proches, de ceux réalisés par la population française du quartier : une ascension sociale va permettre à nombre d'entre eux de quitter le quartier pour s'installer en banlieue dans des logements plus grands et plus confortables (Jean-Claude Toubon et Khelifa Messamah, montrent qu'entre 1975 et 1982, la population de « français » a été réduite de 22%). Bien qu'une forte diminution de cette population (qui va laisser des logements vacants pour de nouveaux migrants) affecte notamment la partie sud du quartier, la population d'origine européenne va continuer de se renouveler. Et, depuis quelques années en raison d'une inflation du coût de l'immobilier à Paris, on note de manière significative, l'installation d'une population d'origine européenne de milieu plus favorisé issue des couches moyenne et supérieure.

¹¹ Cette analyse s'appuie partiellement sur le travail d'Amandine Payen, Association Anthropologie Hors les Murs.

¹² Toubon, J.C. - Messamah, M., Centralité immigrée, le quartier de la Goutte d'Or , Tome 1 et Tome 2, 1990 Edition L'Harmattan / C.I.E.M.

Mais si la Goutte d'Or est un quartier de forte immigration son identité actuelle résulte de l'implantation - et cela dès la fin du 19ème siècle - d'une population originaire du Nord de l'Afrique, qui est venue travailler dans les usines françaises. (Entre 1914 et 1918, près de 100 000 individus ont travaillé dans les usines françaises). La guerre terminée, l'Etat français s'empressera d'organiser le rapatriement massif de ses travailleurs coloniaux. Les retours vont, à partir de 1920, croiser de nouvelles arrivées qui correspondent aux besoins de l'industrie française, tout autant qu'au développement d'une industrie plus spontanée. Cette implantation sera d'autant plus facilitée que les hôtels garnis y seront plus nombreux. En 1954 à la fin de la Guerre d'Algérie, la Goutte d'Or devient un véritable « territoire algérien » : on appelle l'espace occupé par les alentours de la station de métro Barbès à la rue de la Goutte d'Or « la petite Algérie ». Suivront les arrivées de Marocains, Tunisiens, formant sur la partie sud du quartier une «enclave maghrébine ». De nombreux commerces et restaurants aux produits et aux plats originaires d'Afrique du Nord s'ouvriront dans ce secteur. Nous sommes aujourd'hui à la cinquième génération d'habitants originaires d'Afrique du Nord.

Mais la Goutte d'Or, est aussi un quartier de forte immigration Africaine qui commence à s'implanter à partir des années 1960 et s'intensifie à partir des années 1970. Sénégalais, Maliens, Mauritaniens, Ivoiriens, personnes des autres pays d'Afrique de l'ouest arriveront les premiers. Les années qui suivront, des migrants d'Afrique centrale (Cameroun, Congo, Zaïre, etc.) s'installeront sur le périmètre de la Goutte d'Or. La fin des années 1990 est marquée par une nouvelle vague d'immigration, constituée de Ghanéens, et personnes d'autres pays Africains anglophones. Comoriens et Malgaches seront également amenés à s'installer à la Goutte d'Or. Les raisons qui poussent ces familles à l'exode sont multiples : guerre civile, famine, grande pauvreté, coup d'Etat... Château Rouge avec ses commerces spécialisés, ses vendeurs ambulants, ses magasins de tissus etc. est en quelque sorte le « coeur africain » de Paris.

Si l'identité de la Goutte d'Or est marquée par la présence « massive » sur le territoire de migrants originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest, la présence d'habitants originaires d'autres régions du globe est à signaler : Guadeloupe, Martinique, Haïti, Jamaïque, Cuba, Saint-Domingue, des gens des caraïbes habitent dans le quartier.

La migration Antillaise a pour origine principale la décolonisation et le besoin de main-d'œuvre de la France industrialisée. C'est à partir des années 1960 que l'immigration « de masse » débute, facilitée par la liberté de circulation de certaines nationalités protégées par des accords institutionnels (pays du Commonwealth). Beaucoup de martiniquais et de guadeloupéens arriveront dans le quartier entre 1960 et 1970. Les vagues de migration vers la métropole resteront une pratique courante jusque dans les années 90. Ces migrations seront favorisées par le développement considérable des transports aériens et l'attrait de niveaux de vie – réels ou mythiques - supérieurs. Le mythe de la réussite et du progrès dans et par la France attire.

Puis, au fur et à mesure de l'actualité géopolitique, le quartier connaît d'autres vagues de migration. L'immigration Turque, qui débute à partir des années 50 de façon assez significative, s'intensifie à partir de 1960 et devenant plus massive jusqu'au milieu des années 1970. Elle connaîtra un nouveau sursaut à partir des années 1980; beaucoup de kurdes vont fuir le régime autoritaire.

Et, c'est à partir du début des années 1980 que viendront s'installer de façon significative des migrants originaires d'Asie. Chinois, Laotiens, Vietnamiens, Cambodgiens, Sri Lankais et Indiens, mais aussi en moins grand nombre Thaïlandais, Philippins, etc. Des Pakistanais s'installeront également dans le quartier à partir des années 1970.

La composition « humaine » du quartier de la Goutte d'Or est le fruit d'une histoire riche qui donne au quartier ses traits caractéristiques. Et c'est à travers une lecture plus précise d'indicateurs socio démographiques sur le quartier de la Goutte d'Or que nous allons essayer de décrire la population de la Goutte d'Or.

Quelques données chiffrées sur la population actuelle¹³

Le quartier de la Goutte d'Or compte 22017 habitants (recensement de 1999), qui composent 12% de la population du 18^{ème} arrondissement. Il fait partie d'un des arrondissements les plus peuplés de Paris. On y compte de nombreux étrangers. La population étrangère est de 32.7%.

La population de la Goutte d'Or est d'abord caractérisée par sa jeunesse. 24,6% des habitants du quartier ont moins de vingt ans (contre 19% pour Paris). L'importance du taux de fécondité des femmes du quartier, la livraison de grands appartements durant la dernière décennie qui a contribué à attirer des familles nombreuses et la sous représentation des plus de soixante ans (13,8% contre 19,6% à Paris) expliquent cette surreprésentation des jeunes. La population de la Goutte d'Or porte également, encore, la trace de l'histoire des flux migratoires – l'afflux massif d'hommes seuls venus travailler en France après la seconde guerre mondiale -, puisque l'on y mesure une très nette surreprésentation des hommes âgés de 30 à 64 ans par rapport aux femmes du même âge.

Ce constat démographique masque cependant de fortes disparités spatiales. Le sud du quartier, où sont surreprésentés les grands ménages, est celui qui connaît la plus forte proportion de jeunes non actifs (33%), avec le moins de retraités mais aussi la plus faible part de jeunes actifs (20-34 ans). Sa partie centrale, est celle qui concentre les personnes âgées (dans une proportion comparable à celle du 18ème arrondissement dans son ensemble). Le nord du quartier, à l'inverse, est caractérisé par le poids relatif des adultes en âge de travailler (c'est la tranche des 20-34 ans qui est surtout surreprésentée) ; on y trouve également la plus forte proportion de ménages isolés.

La population de la Goutte d'Or est « pauvre » et la tendance est à l'appauvrissement. La part des allocataires du revenu minimum d'insertion est en progression (12,4% des ménages du quartier étaient allocataires du RMI en 2004 contre 5,4% à Paris). Plus de la moitié (52,3% en 2002) des foyers fiscaux sont non imposables, presque un quart (23,6% en 2002) des allocataires de la CAF sont des familles à faible quotient familial (moins de 500 euros) – contre 17,7% dans le 18ème arrondissement et 11,9% à Paris à la même date -, près d'un tiers des locataires de l'OPAC ont une dette locative (14%, en 2003, avaient une dette supérieure à 2 mois de loyer), 74,2% des élèves sont boursiers à l'entrée en 6ème (2003-2004) contre 22% sur l'ensemble de l'Académie de Paris tandis que se multiplie le nombre de repas servis dans les cantines scolaires au tarif le plus bas. On pourrait multiplier ici les indicateurs – comme le fait que la part des bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH) dans la population totale ne cesse d'augmenter (2,31% en 2002 contre 1,69% sur l'ensemble du territoire parisien) ou encore la forte proportion (25,8% contre 12,7% à Paris) d'élèves en retard à l'école primaire – qui mesurent le degré de fragilisation de cette population.

Cette fragilité se mesure bien sûr au taux de chômage. Depuis la fin des années 1990, la situation de l'emploi (mesurée au nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE) s'est fortement dégradée : au 30 mars 2004, le quartier comptait 2577 demandeurs d'emploi, soit environ deux fois plus qu'en décembre 1998 pour une population active estimée quasi stable sur la période,

¹³ Chiffres tirés du Tableau de Bord de la Vie Sociale à la Goutte d'Or, 7^{ème} édition, mars 2005 publié par l'Observatoire de la Vie Locale du quartier de la Goutte d'Or

tandis que la part de l'emploi précaire (un quart des salariés) est nettement supérieure à la moyenne parisienne. Le taux de chômage, particulièrement important chez les plus jeunes, est double de celui mesuré sur l'ensemble de la ville de Paris. Les demandeurs d'emploi du quartier cumulent généralement les difficultés d'accès à l'emploi des populations les plus fragiles : freins liés aux savoirs, savoir-être et savoir-faire (non maîtrise de la langue, manque de qualifications ou d'expérience), freins liés à des discrimination sur le marché de l'emploi (discriminations liées à l'origine ethnique ou sociale, stigmatisation du quartier), freins liés à la relation au marché du travail (inadéquation du projet professionnel, difficulté à sortir du quartier), freins liés à des problèmes de marginalisation sociale (logement, titres de séjour, accès aux droits, adéquation entre vie de famille et emploi, précarité liée à l'addiction ou à des problèmes de santé mentale).

Compte tenu de l'histoire des migrations et des difficultés rencontrées par la population dont témoignent les indicateurs socio démographiques, on comprend qu'il y a une diversité de situations sociales qui génèrent un mode de vie particulier dans le quartier pouvant influencer les perceptions et les représentations des habitants de la Goutte d'Or.

Portraits d'habitants de la Goutte d'Or

Nous essayerons de décrire des profils d'habitants à partir des Professions et Catégories Socio-Professionnelles (PCS), et de matériaux plus qualitatifs issus d'un travail ethnographique dans le quartier¹⁴. Il ne s'agit pas là de décrire de manière exhaustive tous les types d'habitants du quartier mais d'identifier, à travers quelques portraits, des groupes.

La population active de la Goutte d'Or

En 1999, le quartier de la Goutte d'Or compte 11470 personnes actives au sens du recensement¹⁵, soit 64 % de la population âgée de 15 ans ou plus. 23,1% des actifs du quartier se déclarent au chômage. Au sein de cette population active nous retrouvons plusieurs groupes d'habitants à commencer par « les ouvriers et les employés ».

Les ouvriers et les employés

A la Goutte d'Or, les ouvriers et employés sont près de trois fois plus représentés dans la population active qu'à Paris (mais dans des proportions proches des moyennes nationales). Ils représentent plus de la moitié de la population active (58.2%) du quartier. La part des employés à la Goutte d'Or est plus importante qu'à Paris, en raison d'une proportion plus élevée de personnels des services directs aux particuliers (garde d'enfant, ménage, etc.). Nous décrirons parmi eux le groupe des « nounous ».

¹⁴ A partir des données tirées du recensement de 1999 transmises par l'APUR, du Tableau de Bord de la Vie Sociale, des entretiens réalisés par Amandine Payen, Stéphanie Rubi complétés par les entretiens et les observations anthropologiques de Fabienne Cossin (Observatoire de la Vie Locale de la Goutte d'Or).

¹⁵ Une personne est « active » si elle a plus de 15 ans, travaille, est au chômage ou est militaire du contingent.

• Les « nounous » du quartier

Dans le parcours de migration, de nombreuses femmes ont dû aller travailler à l'extérieur de la maison afin d'apporter un revenu supplémentaire à celui de leur mari, qui ne permettait pas de subvenir aux besoins de la vie en France. Bon nombre d'entre elles travaillent comme nourrices et assistantes maternelles en gardant des enfants à leur domicile. On les repère souvent au square Léon, à la sortie des écoles ou au marché Barbès le mercredi et le samedi matin. On les rencontre aussi, à la bibliothèque où elles ont l'habitude de se retrouver plusieurs fois par mois sur des plages horaires qui leurs sont réservées. Elles investissent beaucoup les espaces publics de la Goutte d'Or en journée qu'elles comparent au « bled ». Voilà ce que nous dit Fatima, marocaine de 51 ans, mère de famille, arrivée dans le quartier à l'âge de 22 ans, qui travaille comme nounou :

« Moi j'aime ce quartier parce qu'ici je suis chez moi comme au bled. Il y a une ambiance, les gens se parlent, entre voisins on se parle. Comme au pays, même à une heure du matin il y a des gens dans la rue ».

Au coté des employés, dont font partie les « nounous », nous trouvons de nombreux « commerçants et artisans ».

Les artisans, commerçants

La part des artisans et des commerçants à la Goutte d'Or est plus importante qu'à Paris et que dans le reste de l'arrondissement. En effet, 6.4 % de la population active exerce une activité de commerce ou d'artisanat (contre 5.2% dans le 18ème et 5% à Paris). Nombre d'habitants de la Goutte d'Or exercent leur activité dans le quartier.

867 locaux commerciaux sont recensés sur le quartier selon les données de l'Observatoire de la Vie Locale de 1999 et 757 selon la banque de données sur le commerce de 2001. On compte 22% de commerces alimentaires, 23% d'hôtels / restaurants/cafés et 31% de commerces non alimentaires (textile en particulier).

Nous dresserons en particulier le portrait des « commerçants originaires d'Afrique du Nord » dont les locaux sont situés plutôt au sud du quartier et des « commerçants asiatiques de produits africains » dont les locaux sont situés plutôt sur Château Rouge car ils occupent une place particulière dans le quartier.

• Les commerçants originaires d'Afrique du nord

Nombre des actifs originaires d'Afrique du nord sont des commerçants dont les activités sont souvent spécialisées dans le commerce de produits alimentaires ou pour une clientèle originaire du Maghreb (épicerie, boucherie ou charcuterie hallal, restaurant de spécialités maghrébines...). Les commerces sont implantés majoritairement dans la partie Sud du quartier. Ces personnes sont très attachées au quartier parce que c'est par lui que s'est construite toute la vie en France. C'est là qu'ils ont installé leur famille et fait grandir leur enfant et c'est aussi dans le quartier que s'est développé un réseau de sociabilité important. Khaled (père de famille) témoigne de cet attachement :

« On est enraciné dans le quartier, on fait partie des murs, on respire à travers le quartier et le quartier respire à travers nous.».

• Les commerçants asiatiques de produits Africains

C'est à partir des années 80 que les commerces d'alimentation africaine situés dans la partie Château Rouge et au Nord de la Goutte d'Or, commencent à être rachetés par des asiatiques (la plupart chinois et originaires de l'ex-Indochine). Le marché de l'alimentation asiatique étant saturé sur Paris, les asiatiques ont investi le secteur de l'alimentation africaine dans le quartier. Il y a une concentration des boutiques d'alimentation africaine à Château-rouge, qui contribue à en faire un des plus grand centre européen. Les commerçants ne font plus leur chiffre d'affaire avec la clientèle de proximité habitant le quartier. Un habitant explique :

« 90 pour cent des boutiques dans la rue des Poissonniers, ce sont des asiatiques. Les asiatiques qui tiennent des épiceries gagnent bien leur vie. Ils achètent en gros directement en Afrique et vendent en gros pour les petites boutiques. Des asiatiques qui se sont installés en Afrique font le lien pour acheter là-bas. Il y a des chaînes de gens qui s'associent, quand un commerce marche bien et rapporte de l'argent, ils rachètent une petite boutique à côté. Par exemple, il y a des frères qui ont acheté plusieurs boutiques dans le quartier. De nouvelles boutiques s'ouvrent. Tous les gens se connaissent, mais en règle générale, ils ne s'entendent pas bien, parce qu'ils sont concurrents et certains obligent les autres à vendre très peu cher. Ils ne gagnent pas beaucoup d'argent sur les légumes, car c'est périssable, mais sur le reste qu'ils vendent en gros. Les asiatiques s'installent sur le quartier même s'il y a des problèmes. Parce que le plus important c'est d'avoir un travail. Beaucoup d'asiatiques deviennent commerçants car comme ils ne parlent pas bien le français, ils ne peuvent pas avoir un métier comme les français. Commerçant c'est plus facile. On est sûr d'être fixé, d'avoir un travail, d'avoir un budget fixe tous les mois pour payer le loyer, les impôts. Avoir un revenu fixe et un travail, c'est ca le plus important. Et on se dit que si on gagne un euro aujourd'hui peut être demain ce sera dix. Mais on ne peut pas se permettre de lâcher le commerce pour chercher autre chose ».

En quelques années seulement, ce sont parfois des activités d'import-export au niveau international qui auraient supplanté certaines activités de commerce de proximité. Ces petits magasins sont pour certains devenus de véritables multinationales. Et l'apparent enchevêtrement désorganisé de marchandises exposées dans les boutiques au rez-de-chaussée contraste avec les bureaux aux étages, avec caméras de surveillance, bureaux spacieux et sièges en cuir, postes d'ordinateurs et téléphoniques. C'est ce dont témoigne Sungmi, une jeune laotienne de 25 ans ayant fait des études en France dans le commerce, qui a repris depuis deux ans le commerce acheté par ses parents rue des Poissonniers en 1985, ouvert par des africains en 1983 :

« Ça devient trop cher ici, c'est pas évident de faire de la marge. Ce qui nous permet de faire du volume, c'est la vente en gros. Ce qui nous fait survivre ici, c'est le marché à côté, quand il y a des gens au marché, il y a des gens ici. Le type de ces commerces de boutiques d'alimentation africaine exotique a beaucoup changé. Je vois rien qu'en deux ans. Avant c'était des petits épiciers du coin et ça s'arrêtait là. Maintenant, les boutiques n'ont l'air de rien, ne paient pas de mine, mais le business est beaucoup plus organisé. Il repose essentiellement sur l'import-export, et le rayon d'attraction est énorme. Du fait de la concurrence, on est obligé d'aller chercher l'argent à l'extérieur. On fait pas de communication. Le bouche à oreille fonctionne jusqu'à l'étranger. Il y a énormément de gens qui viennent le week-end, pour les fêtes. Tout le chiffre d'affaire, c'est en fait le

vendredi et le samedi. En début de semaine c'est très calme, tu vois là, par exemple, il y a un petit peu les gens du quartier qui viennent tous les jours. Ils sortent de chez eux, achètent un kilo d'oignons, et puis voilà. Beaucoup de gens viennent le week-end, soit de banlieue, soit de province, des particuliers qui viennent s'approvisionner pour les courses du mois, mais plus souvent des professionnels. Les professionnels viennent aussi beaucoup de l'étranger, on a la chance d'avoir une grande plate-forme à Rungis, avec une grande diversité de produits, et tous les jours; donc on a des clients d'Italie, d'Espagne, de Suisse ».

Ces quelques portraits mériteraient d'être complétés car il existe à la Goutte d'Or bien plus de groupes d'habitants issus des catégories de commerçants, artisans, employés. Aux cotés de cette population de milieu populaire qui compose l'essentiel de la population de la Goutte d'Or nous trouvons des professions intermédiaires, des cadres, des professions intellectuelles des chefs d'entreprises, et des professions libérales.

Les professions intermédiaires ; les cadres, professions intellectuelles ; les chefs d'entreprises, professions libérales

Les chiffres du recensement de 1999, montrent que la part des professions intermédiaires (19%) des cadres, professions intellectuelles (15.3%) chefs d'entreprises, professions libérales (1.1%) est très inférieure à la Goutte d'Or par rapport au reste de Paris (respectivement 23.3%, 31.7% et 5% à Paris).

Toutefois, depuis 1999, date du dernier recensement, on observe une augmentation du nombre de ménages issus des classes moyennes et supérieures qui occupent généralement des emplois appartenant aux professions et catégories socioprofessionnelles : « professions intermédiaires » ; « cadres, professions intellectuelles » et « chefs d'entreprises, professions libérales ». La part dans la population active de ces CSP est certainement plus importante maintenant.

Au sein des habitants de classes moyennes et supérieures qui vivent à la Goutte d'Or plusieurs profils d'habitants se dessinent. Le facteur discriminant semble être l'investissement dans la vie du quartier. En fonction de ce facteur nous pouvons distinguer : les « Bobos » les habitants que nous nommerons « engagés », les « militants associatifs » et les « revendicatifs ».

• Les "Bobos" (Bourgeois, Bohèmes)

Composés principalement de jeunes ménages, ils forment un groupe distinct avec un mode de vie qui diffère le plus souvent des autres groupes d'habitants. De plus en plus nombreux à la Goutte d'Or ils sont installés autour de l'Eglise Saint-Bernard, du coté de la rue Doudeauville. S'ils ont choisi d'habiter à la Goutte d'Or, c'est parce que le quartier a représenté pour eux une possibilité d'investir dans l'immobilier relativement moins chère qu'ailleurs dans Paris. Ils habitent à la Goutte d'Or mais l'essentiel de leur vie est construite à l'extérieur. La majorité d'entre eux travaille en dehors du quartier. Ces habitants vivent dans le quartier plutôt qu'ils ne vivent le quartier. Ce sont les « bobos » du quartier.

Peu investis dans la vie du quartier, leur réseau de sociabilité est construit surtout à l'extérieur. Dans le quartier ils ne fréquentent bien souvent que quelques habitants aux mêmes origines sociales et aux stratégies d'investissement identiques. Madame D. mère de famille qui habite le quartier depuis huit ans raconte :

« Les gens qu'on fréquente dans le quartier, il n'y a aucun africain, plus des européens au sens large. (...) Si on reste avec des français c'est parce qu'on a le même vécu du quartier, qu'on se dit les mêmes choses. Alors que c'est assez difficile de rencontrer d'autres personnes d'autres cultures. Avec les parents étrangers à l'école, on a pas de relations. Le quartier offre beaucoup de possibilités de rencontres assez importantes. Mais les européens se sélectionnent d'eux-mêmes. On a en commun rien que le fait de notre état d'esprit pour accepter de vivre les choses de ce quartier. Entre européens, on a plein de choses à se dire, on se rejoint. On a tous une certaine ouverture d'esprit. (...) ».

Mis à part la fréquentation de la bibliothèque, la plupart de leurs activités de loisirs ainsi que celles de leurs enfants ne se déroulent pas dans le quartier. Madame D. investi avec le reste de sa famille l'extérieur du quartier : Montmartre, La Villette etc. :

« C'est pas un quartier où on se promène ici, donc on va plus aller du côté de Montmartre. Parce qu'ici, il y a de l'herbe, mais c'est pas du gazon. On ne va pas trop dans les jardins, il y a des jeux, mais pas beaucoup de verdure. On va juste un peu dans celui devant l'église Saint Bernard. Le square de la Chapelle, il est plein de drogués, au square Léon, il n'y a pas de verdure, il faut aller loin pour en trouver à Paris, alors au va au square Villette. (...) On ne va jamais au square Léon. On y est allé une fois, ma fille c'est pris le ballon dans la tête, il y avait des tessons de verre partout, et puis à l'entrée c'était marqué « mort aux blancs » : on y a plus jamais remis les pieds. C'est dommage parce que c'est un grand parc, il est bien fichu, avec des bancs, différents espaces de jeux, mais on se sent agressé là-bas. Même la nounou tunisienne n'y va pas et emmène les enfants de l'autre côté du boulevard. (...) On fréquente en fait juste les écoles [privées] rue Stephenson et rue Saint Bruno, les enfants vont à la bibliothèque avec la nounou. ».

Comme Madame D., la plupart de ceux qui ont des enfants en âge d'être scolarisés, ne les scolarisent pas dans les écoles publiques de la Goutte d'Or. Patrick justifie sa fuite de l'école publique vers l'école privée par un « investissement » pour l'avenir de ses enfants :

« La question des écoles ici, c'est que bien qu'elles soient classées en Z.E.P., il y a 17 enfants par classes, et 16 sont de couleurs. Et puis avec l'école publique, on a eu des très mauvais contacts avec la directrice. Le problème, c'est qu'elle a (...) pas le temps de faire son boulot normal, c'est pas possible de mettre son enfant là-bas, avec les problèmes des autres, l'absence de disponibilité, le fait que ce n'est pas un endroit paisible et favorable en fait. (...) A l'école privée, ça s'est très bien passé avec la directrice au contraire. Et puis il y a une grande diversité d'origine et sociale dans cette école. Dans le public, tous les enfants sont africains, alors que dans l'école Sainte Marie, il y a une mixité qui se rapproche de la mixité parfaite. (...) On est très attaché à donner à nos enfants une scolarité normale, on sait bien que c'est la clé du reste. Au moins pour pouvoir choisir ensuite ce qu'on aime. On est pas du tout élitiste, on cherche pas le prestige, sinon on changerait de quartier, on cherche seulement ce que nous on a pu avoir dans l'école publique. Moi je trouve ça dégueulasse qu'il y ait une sélection par l'argent. Je suis pour l'école laïque, mais je suis obligé de mettre mes enfants dans le privé. Dans le public, il y a de la violence à l'école, verbale et physique, et puis 50 pour cent des parents ne parlent pas français (...) au moins dans l'école privée, il y a un souci d'éducation, c'est une école sûre, civique, avec un vrai programme pédagogique, une ouverture d'esprit, des activités, il y a un très bon niveau scolaire, elle ne sépare pas les différentes ethnies ».

Les « engagés »

Aux cotés de ce groupe d'habitants, on note la présence d'étudiants, de professionnels du spectacle, d'artistes, de travailleurs sociaux pour qui, l'installation dans le quartier résulte d'un choix qui paraît plus lié aux caractéristiques du quartier, qu'aux opportunités de placement immobilier. Ces habitants sont d'ailleurs encore souvent locataires. A ce propos, Nadia met en avant la richesse du quartier :

« Ce quartier est riche en émotions, riche en couleurs, riche en amitié, en amour aussi. On voit des amoureux : les noirs avec des blancs, des chinois et des noirs ».

Ils sont aussi très attachés au quartier, comme en témoigne Jean-Paul cet étudiant en histoire de 21 ans, fils d'enseignants, qui a grandi à la Goutte d'Or [et qui a été scolarisé dans le quartier jusqu'au Lycée]:

Comment tu trouves le quartier?

« Je l'aime, j'y suis très attaché. C'est un quartier village, tout le monde se connaît, c'est un quartier très animé... »

D'autre part, les « engagés » ne mettent pas en œuvre les mêmes stratégies d'investissement par rapport au quartier et c'est ce qui les distingue des « Bobos ». Leurs enfants, s'ils en ont, restent souvent et plus longtemps scolarisés à la Goutte d'Or. Ils n'évitent pas forcement les écoles publiques du quartier. Une partie de leur vie sociale se déroule dans le quartier. Ils sont nombreux à participer aux repas de rue, de quartier, à la fête de la Goutte d'Or etc. Alors qu'il existe une proximité socio-économique avec les « bobos », ils se distinguent de ce groupe de part leur fréquentation des bars (Omadis, Olympic, Shango, 3 frères...) et des espaces culturels (Lavoir Moderne Parisien par exemple), associatifs du quartier etc.

Ainsi, Volodia père d'un fils de 9 ans, de nationalité Serbe Monténégro, vit en France depuis 35 ans. Economiste « indépendant » Volodia travaille pour différents organismes tels que Médecin Sans Frontière. Il connaît le quartier depuis 30 ans mais y habite seulement depuis 1999, il fréquente de nombreux lieux du quartier :

« je vais à l'Olympic, au restaurant à la Halle Saint-Pierre, avec mon fils je vais à la bibliothèque : c'est une super bibliothèque, une vraie bibliothèque municipale, pas une bibliothèque de quartier... je vais aussi au square Léon »

- Tu vas au square Léon?

« oui, j'aime bien... surtout en été : on peut acheter des glaces... De ma fenêtre je vois le square : il peut y aller tout seul... »

Plus présents dans la vie du quartier que les « bobos », on les retrouve plus facilement comme bénévoles dans les associations du quartier, ou au conseil de quartier comme Volodia :

- Est-ce que tu es impliqué dans la vie associative du quartier ?
« je suis surtout impliqué dans le conseil de quartier mais on sent un tissu associatif très fort »

Ils ont été nombreux à s'investir comme bénévole en 2006 sur la fête de la Goutte d'Or.

• Les « revendicatifs »

Ayant le même profil que les habitants « engagés », ils sont nettement moins nombreux 16. Plus militants peut-être et plus âgés également, ils s'investissent au sein d'associations qui défendent le quartier ou de collectifs d'habitants (mobilisation autour du Marché Dejean, du Centre de Soins Spécialisés sur les Toxicomanies, Institut des Cultures Musulmanes...). C'est ce qui les distingue des « BoBos ». La plupart sont encore actifs mais quelques retraités composent ce groupe, comme Madame V. ancienne assistante sociale qui est arrivée sur le quartier en 1998. Elle milite au sein du collectif des habitants de la Goutte d'Or – Château Rouge :

« On a dit que je voulais faire de la spéculation sur mon appart... C'est pas du tout vrai, car je me plais ici, je compte bien mourir dans mon appart. Je n'ai rien à perdre, et j'ai plus rien à prouver! Qu'on nous lâche, je ne veux pas en faire un quartier BOBO... je ne veux pas des flics mais de l'éducation. Moi, j'ai vécu en Afrique et, ce que l'on fait avec les Africains ici, c'est les mépriser, c'est du colonialisme à l'envers!»

Ils ont une vie sociale construite dans le quartier. Madame V. poursuit en parlant de son groupe d'amis qui composent un des collectifs d'habitants :

« C'est une vraie vie de quartier, on se réunit souvent... c'est très informel parce qu'on ne veut pas se faire récupérer...On se voit dans le quartier mais aussi à l'extérieur : on est parti ensemble cet été retaper une maison de campagne... »

Mais ce qui les distingue des autres c'est leur positionnement par rapport aux politiques publiques, à la mairie du 18ème et aux associations du quartier : ils sont très vindicatifs à leurs égards. Monsieur P., d'origine algérienne et de nationalité française, habite le quartier depuis 20 ans. C'est un ancien officier de l'armée française à la retraite, il est le président d'une association à Château Rouge depuis 15 ans. :

- « La mairie elle ne fait rien, elle se sert des associations à qui elle donne des sous pour des questions électorales...mais ils servent à rien!!!! Les assos se posent en petit caids... Ils disent qu'ils peuvent calmer les gens : mais rien! » (...)
 - Est-ce que vous avez envie de quitter le quartier ?
- « Non... on a fait le choix de vivre à la Goutte d'Or : j'ai acheté dans ce que je trouvais être le bas Montmartre. On a fait un choix : on est bien obligé d'y rester : si on part on démissionne... Mais si on reste : c'est pour que les choses changent et redeviennent comme avant ! J'ai une lutte à mener... je vais rester jusqu'à ce que j'en puisse plus... La plupart des gens qui m'ont aidé, ils partent, ils démissionnent... Ils vont à coté : Jules Joffrin...» (...)
 - Et... est-ce que vous avez des idées, pour faire changer les choses?
- « Notre argent, ne doit pas passer à payer des gens qui travaillent dans des associations et qui font le travail que l'Etat devrait faire! Ce sont des associations institutionnelles... Ces gens dans ces associations n'ont qu'à passer des concours pour rentrer dans la fonction publique... mais ils en sont incapables! »

-

¹⁶ D'après nos observations, ce groupe comprendrait une quarantaine de personnes.

• Les militants associatifs

Habitant et travaillant à la Goutte d'Or au sein d'associations du quartier ils composent un type d'habitant à part. Très engagés dans la vie associative et dans la vie du quartier, ils sont toutefois assez peu nombreux. Ils ne se « séparent » pas des autres habitants et se « positionnent » sur leur capacité à faire du lien social. Généralement leurs enfants suivent leur scolarité à la Goutte d'Or. Leur vie sociale et professionnelle se déroule essentiellement dans le quartier. Paul directeur d'une structure, habitant le quartier depuis plus de 20 ans témoigne de cette expérience particulière :

« La Goutte d'Or est un quartier dans lequel on peut vivre sans jamais se dire que l'on est à Paris. On s'est battu pour que la Goutte d'Or soit un quartier parisien, que ce soit un quartier ouvert sur l'extérieur; ce fut un des premiers cheval de bataille, une de nos très fortes volontés pour que l'extérieur n'ait pas peur d'entrer dans le quartier et de rencontrer les personnes. Aujourd'hui le problème c'est que la population traverse le quartier mais sans s'y arrêter. On travaille donc au niveau associatif à repasser de cette cohabitation à du vivre ensemble, à remettre du lien, à partager des moments en commun, à faire en sorte que chacun ne reste pas dans son café. »

Aux cotés de ces « actifs » issus des milieux populaires, des classes moyennes ou supérieures on trouve une large population « inactive ».

La population inactive de la Goutte d'Or

Les inactifs représentent 36% de la population du quartier. Elle comprend notamment des retraités et des « jeunes » âgés de moins de 20 ans. En 1999, 13.8 % de la population a plus de 60 ans et 24.6% moins de 20 ans. Les « autres » inactifs, sont allocataires du RMI (10,4% des ménages sont allocataires du RMI), bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (2.3% de la population du quartier), au foyer etc.

Au sein de cette population inactive adulte on peut repérer plusieurs groupes d'habitants qui ont une vision, un mode de fonctionnement propre qu'il paraît important de décrire pour mieux appréhender leurs représentations. Nous nous attacherons à décrire certains d'entre eux comme : les « travailleurs clandestins », les « jeunes inactifs », les « prostituées », les « usagers de drogue », les « retraités ».

• Les travailleurs clandestins

La majeure partie de ces hommes ou femmes n'ont pas grandi dans le quartier. Arrivés de façon irrégulière en France, nombreux sont ceux qui ne disposent pas de papiers. Ils y habitent seulement depuis quelques mois ou années, bien souvent grâce à l'entraide communautaire qui leur permet d'être accueillis pendant quelques temps chez un compatriote.

Nombre de ces personnes nouvellement arrivées subissent un véritable parcours du combattant pour réussir à se loger dans des conditions acceptables, et c'est en terme d'années qu'il faut compter pour accéder à un logement « digne ». Outre des intoxications au plomb, « la maladie des taudis », se surajoutent souvent des situations de mal logement. Une récente enquête de la mission saturnisme (association URACA) montre

que dans le 18^{ème} 68% des familles touchées par le saturnisme sont des familles originaires d'Afrique Sub-sahariennes, 21% d'Afrique du Nord. Madame Diagana a trente ans. Depuis son arrivée en France sans-papiers il y a cinq ans, elle a été régularisée. Le père de ses deux enfants habite dans un appartement avec sa première épouse et leurs enfants, il ne peut donc l'accueillir. Elle nous décrit son expérience :

« J'habite depuis 2001 dans le quartier. J'habitais rue Charbonnière dans un squat, j'étais enceinte de la première petite, et le logement a brûlé 4 fois. En 2002, on s'est fait expulser, maintenant le squat est fermé, on a été dans un hôtel, mais on avait le droit de rester que trois jours. Je suis retournée chez mon compatriote dans le 19ème, et puis chez le père des enfants dans le quartier qui a accepté de les reconnaître mais comme il est déjà avec sa famille, on ne peut pas rester très longtemps. Il y a déjà des enfants et la famille, alors on peut pas rester très longtemps, parce qu'il n'y avait pas beaucoup de place. Maintenant j'habite avec les deux enfants rue Cavé, il y a beaucoup de problèmes, les enfants mangent de la peinture, il y a des rats, des odeurs, des problèmes d'humidité, je ne peux pas baigner les enfants dans la salle de bain, parce que le froid passe par les fenêtres. Je suis allée voir les assistantes sociales, la puéricultrice, la PMI, ils ont fait des prélèvements pour la peinture, mais comme le seuil n'est pas atteint, la mairie a dit qu'on allait être relogé, mais on ne sait toujours pas quand. Il faut que vous veniez voir, je suis au rez-de-chaussée, tout est en très mauvais état, les robinets, les toilettes. Les autres voisins habitent à 4 enfants dans une pièce ».

N'ayant pas d'autorisation de travail, ne sachant parfois pas parler français, l'économie souterraine joue un rôle important dans les stratégies mises en place par certaines familles pour s'en sortir. C'est auprès d'elles que l'on pourra se fournir en matériel téléphonique et électroménager par exemple. En contrepartie de l'argent envoyé au pays, l'on recevra d'autres biens. D'autres pratiques informelles touchant aux produits alimentaires, qui circulent entre les pays d'origines et le quartier, puis ensuite dans différentes cellules familiales sont très développées. Ce sont bien souvent les femmes qui participent à faire circuler ces marchandises alimentaires, mais aussi les textiles, les bijoux. Au-delà du facteur économique de « survivance », ces pratiques jouent un rôle pour la préservation du lien social avec les familles restées au pays, notamment en Afrique de l'Ouest ou Afrique Centrale.

Au sein de ce groupe de travailleurs clandestins, on distingue ceux que les habitants nomment les « clandés » et qui organisent une partie du trafic (le long du boulevard de la Chapelle on trouve les cigarettes, la marijuana rue Caplat, et les téléphones portables rue des Islettes...). Ce sont souvent des hommes âgés de 20 à 30 ans. Si ces hommes aiment le quartier et décrivent l'ambiance du bled, ils s'y sentent bien souvent en danger du fait de leur situation irrégulière et de leurs activités de trafic. Ainsi, Karim, jeune homme algérien d'environ 30 ans, arrivé en France depuis presque trois ans, décrit cette ambiance si particulière :

« La première fois que je suis arrivé ici, et j'ai toujours la même impression aujourd'hui, je me suis dit : on est au bled ici, pas en France. Ce qui se vend dans les magasins ici, ça se vend au bled, des gâteaux, les habits pour le ramadan. Il y a les vieux dans la rue qui tendent la main, qui font la mendicité, des filles dans la rue qui portent le foulard, et puis surtout, tu entends que parler arabe ici, tu entends que ça. T'entends pas le français. Parfois on rigole parce qu'on connaît des gens, ça fait trois ans qu'ils vivent ici, mais ils ne parlent toujours pas français ».

Il poursuit en expliquant ses peurs quotidiennes :

« Si j'avais un travail je ne remettrai plus jamais les pieds ici, je suis pas bien ici, avant j'avais peur, je suis toujours en danger parce que je risque à chaque moment de me faire arrêter, je sais que ce que je fais est illégal, mais je suis obligé ».

• Les jeunes « inactifs »

Aux cotés de ces hommes et de ces femmes qui ne sont pas nés en France, qui bien souvent n'ont pas de papier et qui travaillent de manière clandestine et/ou illégale pour s'en sortir, on trouve une population souvent plus jeune dont la majorité des membres disposent de papier mais qui ne travaillent pas et ne bénéficient pas des allocations de chômage. Inactifs, ces jeunes se regroupent souvent en fonction de leurs affinités sur les espaces publics du quartier comme l'explique Djimmy:

« Les jeunes du quartier se connaissent tous. Enfin, c'est pas tellement vrai, il y en a aussi qu'on ne connaît pas. Mais chacun va plus souvent dans un groupe. Des jeunes sont rue Myrha, ça dépend. Même si les jeunes ne se connaissent pas toujours, ils vont se serrer la main, si c'est pas personnellement, il y aura toujours quelqu'un d'un groupe qui connaîtra quelqu'un d'un autre groupe, qui fera un lien. Y'a pas de problème de bande, si y'a des embrouilles, c'est plus de personne à personne. Les groupes se forment parce que les jeunes vont à l'école ensemble, mais c'est aussi le fait de sortir dans le square, et puis en fonction de ce que chacun fait : du rap, des grafs. Les jeunes restent souvent entre eux en fonction de ce qu'ils font : y'a des groupes où y'a des gens qui font du sport, d'autres de l'argent, des grafs. Mais les groupes se font de plus en plus jeune. Le fait par exemple que quand t'es petit, ça commence toujours parce que l'été tu vas aller au square, tu commences à rester dehors, tu va jouer au foot ensemble, y'a de la solidarité entre les jeunes. Si y'a des embrouilles c'est parce qu'untel t'aura insulté, ou pour des histoires d'argent de business. Mais y'a toujours un grand respect, une reconnaissance de l'autre ».

Faute d'emploi salarié, par manque de qualification, d'expérience beaucoup trouvent des revenus dans l'économie de la rue : le trafic et les « combines »... Les jeunes parlent de l' « inadaptation » des structures à comprendre et à résoudre leurs problématiques. Ainsi, Moussa explique :

« Il faut aller chercher sa chance. Les associations du quartier, c'est bien beau, mais elles servent à rien. Elles sont pas adaptées aux jeunes. Tu y vas, et y'a un documentaliste qui te demande ce que tu veux faire, mais comme tout le monde on sait pas trop. Alors il remplit un dossier et nous dit de revenir quand on saura quoi faire. A la mission locale, c'est pas compliqué, on te propose plombier, peintre et électricité : que du manuel. Mais les jeunes, on sait ce qu'on veut faire, on sait tous un peu, on a des idées, mais on arrive pas à l'exprimer. A force d'être dans la rue, on sait plus parler que comme ça. Alors devant les gens des associations, on se sent inférieur, on se sent bas, moi je bégaye. Mais il faut aussi nous donner les moyens. Quand on nous voit, on nous catalogue, et on nous propose rien. C'est pour ça aussi qu'on se retrouve dehors. Les associations du quartier, la plupart c'est du bleuf, on nous propose des jeux, on nous fout devant la télé, et c'est fini, c'est que de l'occupation, et après on nous fout dehors. On nous maintient aussi dans nos conditions pour qu'on ne se révolte pas. Elles nous poussent à pas évoluer. Et puis c'est aussi parce que t'as rien à faire que tu deviens délinquant. Les jeunes ils ont des idées, y'a des bons dessinateurs, des bons musiciens, des sportifs dans le quartier, mais il faut de l'argent aussi pour faire des choses, si on t'aide pas, tu voles pour avoir cet argent. Et quand tu deales, tu gagnes pas mal ».

Cette situation de certains jeunes adultes de la Goutte d'Or est très préoccupante, et semble être au centre des inquiétudes de nombreux parents. Malika expose la peine des mamans du quartier :

« Quand on se retrouve, les mamans, on ne parle maintenant presque que des problèmes des jeunes. Maintenant, ce sont les mamans qui sont obligées de travailler pour les enfants. Alors que ce sont les enfants qui devraient ramener de l'argent. Les jeunes, ils imitent leurs copains. Ils voient des jeunes qui ne vont plus à l'école, ils vendent de la drogue. Alors ils ont de l'argent, ils montrent : « regarde, moi j'ai acheté ci, j'ai acheté ça ». Après, les autres ils font pareil. Il faudrait que l'on fasse quelque chose pour ces jeunes. Les jeunes, ils passent leur temps à fumer de la drogue, devant tous les adultes en plus. Moi mes deux grands enfants, ils ont fait des études, ils travaillent, mais le plus jeune de 19 ans, il a décidé de ne plus aller à l'école. Le soir je vais dans la rue, je vais le chercher, je vais parler avec eux, pour leur dire de chercher du travail. Mais ils me répondent tout le temps, on a pas de travail, on ne nous donne pas d'argent de poche. Tous les parents du quartier souffrent ici. Ils ne peuvent rien faire pour leurs enfants. On ne peut pas taper les enfants, quand ils sont majeurs, ils disent qu'ils ont le droit de faire ce qu'ils veulent. Mais en tout cas, c'est pas parce qu'ils traînent dans la rue qu'il faut les mettre en prison. Il faudrait que quelqu'un s'occupe d'eux, parle avec eux »

Principalement composés de garçons, ils ont généralement grandi à la Goutte d'Or. Ils ont un fort attachement à leur quartier et comme les « clandés » le trouvent paradoxalement dangereux. C'est ce que décrit Fofana (23 ans) qui « traîne » du coté de la rue Léon :

- Comment tu trouves le quartier?
- « C'est un beau quartier : t'es au calme quand tu vis ici... Il n'y a que ce quartier là qui est comme ça dans Paris. On se connaît tous... Dans le $11^{\text{ème}}$ ou le $13^{\text{ème}}$, je sais pas si tout le monde se connaît ? Et puis c'est un mélange : y'a pas que des arabes et des noirs... Il y a des italiens, des espagnols... On trouve de tous les pays dans le quartier et c'est ça qui est bien ! Moi je suis bien à la Goutte d'Or, c'est un bon quartier, je suis bien chez moi ... C'est vrai ce quartier il est bien... il n'y a pas la même ambiance que dans tout le reste de Paris... C'est un quartier calme, mais très dangereux!»
 - C'est-à-dire?
- « il peut partir en couille vite fait !... La police, ça met de la tension... »

Tous sans exception parlent de leur rapport avec la police, comme Demba qui dénonce les agissements de la police en les comparant à ceux que l'on peut voir dans les fictions cinématographiques. Elle dénonce une atteinte aux droits de l'homme :

« Barbès c'est devenu le western. Les keufs ont tous les droits. On est dans le far West, il n'y a pas que dans les films que tu vois ça un jeune qui se fait tirer dessus. Le problème c'est les flics, ils t'arrêtent parce que tu es arabe ou noir, ils te fouillent dans la rue, ils te déshabillent dans la rue, faut enlever les chaussures, les chaussettes alors qu'il fait super froid. C'est pas normal, en tant qu'être humain, c'est interdit. En quatre ans, il y a déjà eu trois morts ».

Pour Brahim, c'est une véritable chasse à l'homme, une lutte jusqu'à la mort qui est déclarée entre les jeunes du quartier et la police :

« Les flics, ils veulent tous nous buter. Mais ils pourront pas tous nous tuer. On sera toujours là. On s'en fout, nous on a rien à perdre ».

Halim dénonce un disfonctionnement du système à un niveau plus global, orchestré par des choix politiques :

« On dit souvent que les jeunes c'est l'avenir. Mais les jeunes du quartier, il y en a la moitié en prison. Et puis quand ils vont sortir, ils vont revenir, et puis rien sera changé, ce sera comme avant. Depuis Sarkozy, on a que des cars de CRS partout. Tous mes potes sont partis au placard. Alors maintenant je m'intéresse à la politique parce que ça joue sur ma vie. Pourquoi j'ai 25 ans, je fais pleins de trucs, mais ça marche pas? ».

• Les prostituées

Des femmes, mais des hommes également, de toutes nationalités se prostituent dans le quartier. Comoriennes, Malgaches, Capverdiennes, Antillaises, filles de l'Europe de l'Est s'y retrouvent également contraintes. Les femmes Africaines sont peut être les plus visibles, notamment rue Myrha et à l'angle de la rue Léon dès les premières heures de la matinée. De très jeunes chinoises, originaires des provinces du Nord, sont présentes dans le quartier depuis environ un an ou deux. On les aperçoit la plupart du temps le long du boulevard Barbès à partir du début de soirée. Des mères de familles, maghrébines, se prostituent également. Elles sont beaucoup moins visibles que d'autres femmes pour la simple raison qu'elles ne stagnent pas à un endroit précis, elles déambulent, la plus fréquemment à proximité du boulevard de la Chapelle.

Outre les problèmes de santé, d'accès au droit, aux soins, de violences physiques parfois, de précarité, ces femmes sont en grande détresse psychique. Certaines sont mères de familles et habitent dans le foyer familial, d'autres se prostituent pour subvenir à leurs besoins les plus immédiats : s'acheter à manger, louer une chambre d'hôtel. Beaucoup se partagent ces chambres pour réduire les frais, et les relations avec d'autres filles de la même origine se prostituant sont source de réconfort. Ainsi, il n'est pas rare de rencontrer des groupes de filles qui s'accordent une pause dans les petits restaurants et bars de la rue Myrha.

Une grande proportion d'hommes et de femmes qui se prostituent sont également usagers de drogues. Ce sont des personnes en grande détresse morale, souvent désocialisées depuis longtemps, confrontées aux problèmes de santé liés à la consommation de drogues, qui vivent dans une grande précarité. Elles trouvent refuge dans des hôtels du quartier, squats, sont parfois hébergées chez des habitants en contrepartie de relations sexuelles...

Les usagers de drogue

La présence de toxicomanes dans le quartier est visible, elle est liée à la présence « historique » de lieux de deal et de consommation. Les usagers de drogue investissent l'espace public de la Goutte d'Or, dans lequel ils ne font pas que consommer, ils y dorment, mangent, vivent également. Il existe plusieurs catégories d'usagers dans le quartier :

- Les vieux consommateurs : ce sont des personnes qui consomment depuis longtemps, des poly-toxicomanes qui consomment crack, cannabis, alcool, produits de substitution... Ils habitent dans le quartier dans des hôtels, des appartements ou dans la rue. S'ils sortent de la Goutte d'Or, ils restent en grande partie dans le 18ème arrondissement. Ils ont une vie sociale construite de la rue, ils ont l'habitude des « scènes de drogue » 17 et de

¹⁷ Les « scènes de drogue », terme usité dans le domaine de la réduction des risques, désigne les lieux associés directement ou indirectement aux drogues : lieux de vente, de consommation, de prostitution.

s'afficher dans la rue. Souvent désocialisés, la honte est un sentiment exacerbé que l'on rencontre très fréquemment chez ces personnes. Les relations de sociabilité sont caractérisées par des relations qui tournent autour des petites embrouilles, des petites magouilles. Les premières violences subies par ces usagers viennent d'autres usagers : insultes verbales, menaces parfois mises à exécutions. Les usagers décrivent ces violences comme quotidiennes. Les femmes ressentent encore plus fortement cette violence, elles éprouvent plus de difficultés à s'affirmer dans l'espace de sociabilité des usagers, souvent contraintes à la prostitution, victimes de viols et reniées par leurs familles.

- Les nouveaux consommateurs: ils n'ont pas d'âge précis, ne sont pas encore désocialisés. Ils sont moins présents sur le quartier, ils viennent dans le quartier parce c'est un endroit où l'on sait, dans toute la France, qu'il est possible de s'approvisionner facilement. Le quartier est un lieu où ils passent, entre deux festivals par exemple. Certains d'entre eux ne se considèrent pas du tout comme des toxicomanes, on peut entendre dans leurs discours par exemple « moi, j'arrête quand je veux ». Beaucoup en viendront à vendre un jour ou l'autre simplement par nécessité, pour financer leur propre usage. Ces usagers qui viennent de l'extérieur du quartier ne sont pas ceux qui posent le plus de problèmes. Ce sont des gens qui viennent, achètent et repartent. Ils n'ont pas une grande visibilité, il n'y a pas de plaintes contre eux puisqu'ils ne génèrent pas de nuisances directes.
- Les jeunes consommateurs : ils débutent dans la consommation, ne se mélangent pas avec les autres. S'ils peuvent consommer plusieurs drogues, ils sont plus centrés sur un produit en particulier. Ils habitent souvent le quartier, dans des hôtels, des squats, chez d'autres usagers. Ils ont très souvent recours à des activités illicites parallèles pour se procurer de l'argent. Ils sont assez mobiles. Il existe un phénomène relativement occulté en ce qui concerne cette population des jeunes consommateurs : certains jeunes du quartier passent de la vente à la consommation. Ce phénomène est voilé d'une part par les jeunes euxmêmes, car producteur d'une grande honte aux yeux des semblables, et par les associations qui seraient obligés d'admettre dans ce cas qu'elles ont failli quelque part à empêcher ce phénomène. Alors que l'usage du cannabis est perçu par les jeunes comme une pratique respectable, habituelle, et présentée sous un jour favorable, le crack, lui, jouit de l'image opposée.

Les retraités

Ce groupe d'habitants est très hétérogène et au sein des « retraités » on peut distinguer le groupe des « vieux maghrébins ».

De nombreux immigrés sont venus travailler en France où ils ont vécu une existence assez rude centrée sur le travail et sentent peu de reconnaissance de la part de la France, comme en témoigne Monsieur Mamoudi (algérien d'environ 65 ans):

« Moi je suis venu ici pour travailler en France quand l'Algérie était encore française. Maintenant je suis en retraite. J'ai toujours travaillé. Le travail, dormir, le travail, dormir, le travail. Je suis obligé de refaire mes papiers tous les dix ans. Moi je demande rien ».

Si certains de ces hommes âgés vivent encore seuls dans le quartier, dans de petits appartements, hôtels ou meublés, la plupart ont fait venir leurs femmes et leurs enfants de leur pays d'origine ou ont donné naissance à des enfants sur le sol français.

L'essentiel de leurs relations semble entretenu avec des personnes de la communauté maghrébine. Quand ils sont arrivés dans le quartier, c'est auprès d'autres hommes du même pays, de la même région, voire de la même ville ou zone rurale qu'ils se regroupaient pour recevoir les premiers conseils et l'entraide nécessaire aux moyens de subsistance du quotidien. Aujourd'hui encore, au sein de ce groupe d'habitant, chacun semble capable de discerner l'origine nationale et régionale d'une autre personne, en fonction de son dialecte et accent particulier, des nuances de la couleur de sa peau, de la façon spécifique dont sont préparés certains plats traditionnels...

Le quotidien de ces hommes se partage entre la vie familiale à la maison, la vie religieuse, les courses au marché de Barbès et chez les commerçants maghrébins (grossistes, bouchers...), et les moments de rencontre avec d'autres hommes dans des cafés, dans les rues aux alentours de celle de la Goutte d'Or ou au square Léon (jeux de dame). Ainsi, si ces hommes sont particulièrement visibles à partir de dix heures du matin dans les espaces publics de la Goutte d'Or, notamment les samedis et dimanches matins où règne une grande effervescence dans tout le sud du quartier, il en est tout autrement pour leurs femmes.

Beaucoup sont venues habiter en France au moment du regroupement familial. Si l'arrivée en France a permis à certaines femmes, de poursuivre leurs études, la plupart ont mené une vie de mère au foyer. Pour elles aussi, la plupart des relations sont intracommunautaires. Aller faire ses courses au marché de Barbès, laver du linge à la laverie automatique, aller discuter entre amies chez l'une ou l'autre ou dans les squares Léon et Saint-Bernard sont quasiment les seules sorties en dehors de l'appartement familial.

Suite à une ascension sociale, aux opérations de réhabilitation, des familles sont parties s'installer en banlieue. Mais pour certains hommes de ces familles, le quartier est resté un lieu de sociabilité important dans lequel ils se rendent de façon quasi-quotidienne. Ils se retrouvent dans la rue de la Goutte d'Or en bas de la rue des Gardes, ou à l'angle de la rue Charbonnière et de la Rue de Chartre. Nouredine, un homme algérien à la retraite qui habite en banlieue, mais qui se rend quotidiennement dans le quartier raconte :

« Nous on vient ici, pour voir ceux qui sont restés. C'est un centre arabe ici. Et puis on aime bien aussi parce qu'ici, il y a des commerces qui sont ouverts jusqu'à 10 heures le soir, les boulangeries ».

Aux cotés de ces vieux maghrébins on trouve un groupe d'« immigrés isolés ».

On compte parmi eux d'anciens soldats originaires du Maghreb ou des colonies, qui ont combattu aux cotés de l'armée Française, se retrouvant sur le territoire français avec une pension de guerre dérisoire. On compte également des personnes qui sont venus travailler en France, seules, et qui n'ont jamais fait venir leur famille vivre avec eux. Ces hommes âgés vivent seuls dans une assez grande précarité dans le quartier, dans de petits appartements, hôtels ou meublés. Les principales difficultés qu'ils éprouvent sont celles à faire valoir leur retraite, leur pension de guerre, les problèmes de santé liés à des conditions de travail dures ou à leur âge grandissant.

Ils ressentent un sentiment de solitude. Les temps d'achats alimentaires dans les commerces, de fréquentation des lieux de culte, les rencontres dans la rue et les bars constituent leurs relations sociales. Ils ne sortent pas la plupart du temps de leur communauté d'origine Le quartier, bien souvent à l'échelle de quelques rues, est l'unique endroit investi.

Leur rapport à la France, est relativement ambivalent. Voici ce que dit Monsieur Cissoko, un vieil homme malien à propos de son histoire personnelle, très liée à celle de l'histoire française :

« Mon père et mon grand-père sont venus faire la guerre ici. A l'école dans mon pays, on apprend aux enfants à parler français, on vient ici, et on a rien, on perd notre culture. On vient travailler ici, et on est pas respecté».

L'histoire coloniale de la France pèse encore lourdement pour ces habitants du quartier. Les rapports de domination, d'exploitation du "blanc employeur" envers le noir africain façonnent encore les représentations.

Et parmi la population âgée du quartier on trouve aussi un groupe de « retraités insécurisés » :

Composé majoritairement de personnes retraitées d'origine européenne, ces habitants vivent depuis des décennies à la Goutte d'Or, parfois plus de 60 ans. Certains sont propriétaires de leur appartement. Contrairement aux groupes précédents, ces personnes sont assez peu visibles sur le quartier en dehors de moments particuliers de la journée et dans certains lieux du quartier (les matinées à proximité des supermarchés par exemple), ils vivent souvent seuls, repliés sur leur appartement et sortent peu dans le quartier, comme le raconte cette habitante du quartier depuis plus de 50 ans :

« Il faut avoir du courage pour une femme et blanche pour sortir ici, il n'y a que des hommes noirs et arabes. »

Ils ont souvent le sentiment d'avoir été dépossédés du quartier. Une dépossession subie suite à des stratagèmes mis en place par toutes les personnes d'origine étrangère :

« C'est nous les étrangers dans le quartier, parce que les français blancs, il n'y en pas. Les seuls sont vieux parce que les jeunes ils veulent pas venir ici. Le vendredi tous les arabes sont dans la rue devant la mosquée jusqu'au boulevard Barbès et dans la rue des Poissonniers pour la prière, on ne peut plus circuler : vous vous rendez-compte si tout le monde faisait ça pour prier, est-ce que les gens envahissent la rue de l'église pour la messe ? non. »

Cependant, aux cotés de ces groupes on trouve dans la plupart des associations du quartier des retraités « militants associatifs » qui s'investissent dans les conseils d'administration et/ou auprès de la population la plus démunis du quartier sur des activités d'accompagnement à la scolarité, d'alphabétisation.

Ils vivent souvent à la Goutte d'Or depuis longtemps et sont « hyper investis » dans le quartier. La vie associative et militante de la Goutte d'Or ne pourrait exister sans leur investissement quotidien depuis des années. Ils ont une vision positive du quartier empreinte de nostalgie des différentes luttes passées à le défendre. Bruno vit dans le quartier depuis 1979, il est président de plusieurs associations et témoigne des différentes luttes aux moments des opérations de rénovation :

« La mobilisation s'est très vite cristallisée autour du 33 rue Polonceau qui était évacué ; des poches de résistance sont apparues. Lors de la déclaration de Chirac sur le bruit et l'odeur caractéristiques du quartier, cela a été l'explosion dans le quartier. Une manifestation spontanée s'est dirigée vers la mairie du 18ème poussée par la volonté de savoir quels étaient exactement les projets de rénovation. »

La population de la Goutte d'Or se caractérise donc par son hétérogénéité que nous avons essayé de décrire à travers des portraits types définissant autant de style de vie dans le quartier et construisant de représentations sur la Goutte d'Or.

Aussi, après avoir analysé la composition de notre échantillon d'habitants, nous étudierons à travers l'analyse des résultats du sondage les perceptions et les représentations des habitants.

Ce qu'il faut retenir...

- La Goutte d'Or à travers son histoire, a conservé certaines caractéristiques liées à la composition de sa population. C'est un quartier populaire qui a, en outre, une fonction d'accueil des populations migrantes.
- Le sous-sol de la Goutte d'Or est très poreux, car situé sur les anciennes carrières de gypse servant à fabriquer du plâtre.
- Ces deux éléments, ont eu une influence importante sur le type et la qualité de l'habitat qui s'est développé sur le territoire. Beaucoup de petits logements ont été construits (pour accueillir des hommes seuls) sur un sol poreux, avec des matériaux peu « nobles » (déchets des carrières de gypse).
- Les logements se sont rapidement dégradés, et ont nécessité de lourdes opérations de rénovation qui ont démarré au Sud dans les années 1980. Si la rénovation de cette partie du quartier est quasiment achevée, les opérations commencent juste sur le Nord du quartier tandis que la partie centrale (Château Rouge) est à un stade intermédiaire. Ces évolutions du bâti ont des incidences sur la vie de quartier, les rapports entre les habitants et les représentations des habitants sur le quartier.
- La population de la Goutte d'Or est pauvre, et la tendance est à l'appauvrissement. Toutefois c'est l'hétérogénéité qui prédomine.
- On dénombre près de 45 nationalités différentes qui composent les différentes communautés et groupes d'habitants du quartier.
- La population active du quartier compose 64% de la population âgées de 15 ans ou plus, et 23.1% sont au chômage. Le chômage des jeunes de moins de 25 ans est particulièrement important en raison de leur faible niveau de qualification.
- Les ouvriers et les employés totalisent 58.2% de la population active du quartier.
- Une problématique importante se rapporte aux écoles: baisse des effectifs, « turnover » des enseignants, mixité sociale... De nombreux parents, issus des classes moyennes et supérieures, mais aussi les parents les plus favorisés des milieux populaires, choisissent de contourner la carte scolaire. Ces stratégies qui existent pour certains enfants dès la maternelle se renforcent au moment de l'entrée à l'école élémentaire et au collège.
- Plusieurs groupes de personnes âgées sont isolés et se sentent parfois dans une grande insécurité dans le quartier.
- La part des cadres, des professions intellectuelles, des chefs d'entreprise et des professions libérales composant les classes moyennes et supérieures est en augmentation dans le quartier. Aux cotés des BoBos (Bourgeois, Bohèmes) jeunes propriétaires qui « habitent le quartier sans y vivre » on trouve un groupe d'habitants « engagés » (artistes, travailleurs sociaux, étudiants...) qui ont choisi le quartier pour d'autres raisons que des opportunités de placement immobilier. Parfois bénévoles dans les associations du quartier ou au conseil de quartier, c'est une population « ressource » pour le quartier prête à s'investir et à participer à la vie du quartier.

Références bibliographiques

- Mairie de Paris, Politique de la Ville. Observatoire des quartiers parisiens rapport 2006, janvier 2006
- Mairie de Paris, Secteur en ZUS. La Goutte d'Or 18ème arrondissement, Dossier de demande de financement à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, Mise à jour Avril 2005
- Observatoire de la Vie Locale de la Goutte d'Or (Association Salle Saint-Bruno) avec la Collaboration de l'APUR, *La Goutte d'Or 20 ans d'évolutions 1982 1999*, 2002
- Observatoire de la Vie Locale de la Goutte d'Or (Association Salle Saint-Bruno), Tableau de Bord de la Vie Sociale à la Goutte d'Or, septième édition, mars 2005
- Pinçon, M., Pinçon-Charlot, M., *Sociologie de Paris*, 2004, Repères, éd. La Découverte
- Rapport 2005 de l'Observatoire Nationale des Zones Urbaines Sensibles, Edition de la DIV, décembre 2005
- Rapport 2005 de l'Observatoire national des ZUS décembre 2005 http://www.ville.gouv.fr/pdf/editions/observatoire-ZUS-rapport-2005.pdf (pdf - 298 pages www.ville.gouv.fr/infos/dossiers/observatoire-des-zus.html - 34k
- Toubon, J.C. Messamah, M., *Centralité immigrée, le quartier de la Goutte d'Or*, Tome 1 et Tome 2, 1990 Edition L'Harmattan / C.I.E.M.
- www.apur.org
- www.lagouttedor.net
- www.ville.gouv.fr
- www.paris.fr
- www.semavip.fr (puis cliquer sur Château Rouge)
- http://www.mairie18.paris.fr/mairie18/ (puis cliquer sur Emile Duployé)

Description de notre échantillon

Nous avons fait passer notre questionnaire auprès de 200 personnes dans les espaces publics du quartier entre le mois de février et le mois de juillet 2006. 90% de notre échantillon est composé d'habitants du quartier. Nous avons fait le choix, au cas par cas, d'intégrer des personnes (10% de notre échantillon) qui ne sont plus domiciliées dans le quartier, mais qui y ont habité longtemps et se sentent toujours « habitant » de la Goutte d'Or comme cette personne qui déclare : « *J'y ai habité 20 ans et maintenant j'y travaille toujours. Je le connais depuis 30 ans »*. Nous avons aussi intégré quelques personnes sans domicile fixe qui se considèrent « habitantes » du quartier car en définitive, elles ne sortent pratiquement jamais de la Goutte d'Or.

Notre échantillon est composé de 53 % d'hommes et 47% de femmes, et :

- 21% ont moins de 19 ans ;
- 31% ont de 20 à 34 ans :
- 36% ont de 35 à 59 ans :
- 12% sont âgés de plus de 60 ans.

41 % des personnes rencontrées sont mariées ou vivent maritalement. Les autres sont célibataires, veufs, divorcés, séparés. Et 45 % ont des enfants.

Nous avons interrogé des personnes vivant sur le périmètre politique de la ville de la Goutte d'Or, l'ensemble du territoire est représenté dans notre enquête car :

- 40% des individus habitent le secteur « sud » du quartier (qui comprend l'espace compris entre le boulevard de la Chapelle, le boulevard Barbès, la rue Richomme, la rue Cavé et la rue Stéphenson);
- 19% vivent à « Château Rouge » (secteur compris entre la Rue Myrha, le Boulevard Barbès, la rue Poulet, la rue de Panama, la rue Laghouat et la rue Stéphenson);
- 36% vivent au « Nord » du Quartier (territoire allant de la Rue Doudeauville à la rue Ordener et bordée par le boulevard Barbès et la rue Stéphenson).

Nous constatons que du point de vue de l'habitat notre échantillon est représentatif de la diversité des situations de logement. En effet, si 97% des personnes interrogées déclarent avoir un logement :

- 68 % sont locataires;
- 23 % d'entre elles sont propriétaires ;
- 4 % vivent en squat ou dans un hôtel.

Au niveau de la population féminine interrogée :

- 2% exerce une activité d'artisan ou de commerçant ;
- 10% sont cadre ou chef d'entreprise;
- 9% exerce une profession intermédiaire ;
- 21 % sont employées;
- 4 % ouvrière ;
- 6 % retraité ;
- 48 % sont inactives ou au chômage

Au niveau de la population masculine interrogée:

- 10 % sont artisan ou commerçant;
- 6 % sont cadre ou chef d'entreprise;
- 22 % sont employés;
- 9% sont ouvriers;
- 8 sont retraités ;
- 46 % sont inactif ou au chômage;

Si du point de vue du taux d'activité, notre échantillon est représentatif, 61% des personnes interrogées sont « actives » (64% à la Goutte d'Or / données du recensement 1999) notre échantillon comporte quelques faiblesses. Une comparaison de la répartition selon les PCS de la population active féminine (et qui travaille) présente dans notre échantillon, avec les données de l'APUR datant de 1999, montre :

- que nous n'avons pas interrogé de femmes exerçant une « profession intermédiaire » ou de femme « artisan commerçant » sur le secteur de Château Rouge ;
- qu'il y a une surreprésentation du nombre de femmes travaillant comme « employées » et de femmes « inactives » (en proportion trop d'inactives dans le sud par rapport à Château Rouge où il n'y en a pas assez);
- une sous représentation du nombre de femmes retraitées et presque toutes les retraitées habitent le nord du quartier.

L'analyse de la population masculine du quartier par rapport aux données de l'APUR basées sur le recensement de 1999, montre :

- une surreprésentation du nombre d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise ;
- une surreprésentation des inactifs hommes, en particulier dans le Nord du quartier et un seul retraité habitant à Château Rouge;
- une sous représentation du nombre d'ouvriers ;
- une absence de profession intermédiaire.

Ces faiblesses sont toutefois à « relativiser » car depuis 1999, la population active du quartier a évolué et d'autre part, nous ne connaissons pas les PCS des « chômeurs » que nous avons interrogées.

35% des personnes interrogées qui travaillent, exercent leur profession à la Goutte d'Or.

Plus de la moitié (51%) des personnes interrogées se déclarent sans position politique et 38 % plutôt à gauche (30% à « gauche » ; 8% « très à gauche »).

Si 89% des individus qui composent notre échantillon parlent français, la plupart parlent également une autre langue : 37 % parle une langue originaire d'Afrique du Nord, 12 % une langue d'Afrique de l'Ouest et 10 % une autre langue comme : le créole, polonais, flamand, anglais, tchèque, espagnol, italien, portugais, pakistanais, allemand, chinois, yougoslave.

D'autre part, 51% des personnes interrogées sont de confession où se sentent proche de la religion musulmane (18% de « catholiques déclarés »). Ces informations sur les opinions politiques, la religion, la(les) langue(s) parlée(s) à la maison montrent que notre échantillon reflète la diversité les composantes ethniques, politiques, culturelles et religieuse du quartier.

Aussi, malgré quelques imperfections notre échantillon est plutôt représentatif de la population du quartier, permettant d'avoir une vision assez objective des perceptions et des représentations des habitants sur la Goutte d'Or.

Perceptions et représentations des habitants sur la vie dans le quartier de la Goutte d'or

Fabienne Cossin, Observatoire de la Vie Locale de la Goutte d'Or

Les personnes rencontrées lors de la phase d'enquête par questionnaire, sont installées dans le quartier depuis longtemps : 42% des personnes interrogées y vivent depuis plus de 11 ans (les « nouveaux » habitants, vivant à la Goutte d'Or depuis moins de deux ans sont minoritaires dans notre échantillon:14%).

I - Attachement au quartier

Les habitants sont très attachés à leur quartier. En effet, à la question fermée à échelle « Votre quartier vous l'aimez... » les habitants se positionnent très nettement sur des valeurs positives (83% de réponses positives, avec 62% des habitants qui choisissent « beaucoup » et 21 % « un peu ») et cela quelque soit le secteur d'habitation. Seuls, 10% des habitants ne l'aiment pas du tout.

Secteur	Non réponse	Château-Rouge	Nord	Sud	TOTAL
Attachement					
Non réponse	8% (1)	0% (0)	1% (1)	1% (1)	2% (3)
beaucoup	58% (7)	62% (23)	61% (44)	62% (49)	62% (123)
un peu	25% (3)	16% (6)	19% (14)	23% (18)	21% (41)
pas tellement	8% (1)	3% (1)	8% (6)	6% (5)	7% (13)
pas du tout	0% (0)	19% (7)	10% (7)	8% (6)	10% (20)
TOTAL	100% (12)	100% (37)	100% (72)	100% (79)	100% (200)

Leur attachement au quartier se construit au travers différentes modalités : des lieux, des styles de vie, des « climats », des réseaux de sociabilité.

Sentiment d'appartenance et habitude de vie dans le quartier

Le sentiment d'appartenance et l'habitude de vie dans le quartier semblent être deux facteurs déterminants construisant l'attachement au quartier.

- Spontanément, les habitants, qui déclarent à la question fermée aimer « beaucoup » le quartier, expriment un sentiment d'appartenance fort à la Goutte d'Or qui se traduit dans les explications suivantes : « j'habite ici depuis que je suis toute petite, c'est mon quartier, je l'aime » ; « Car c'est mon quartier, je suis bien ici, on est solidaire avec les habitants et les commerçants (ils nous font crédit...) » ; « j'habite ici depuis que je suis toute petite, je connais tout le monde et je connais bien le quartier. je me sens bien ici. » ; « j'y suis né et j'y ai passé toute ma vie. » ; « logique, c'est mon quartier! »...
- Dans les explications données « librement » par les habitants qui aiment « beaucoup » le quartier on trouve des arguments liés aux habitudes de vie dans le quartier. Ainsi, ils citent

par exemple « j'ai grandi ici, et je m'y suis habitué » ; « je me suis habitué à vivre ici, j'ai des copains, et je n'ai jamais eu envie de partir... au contraire » ; « car j'y vis et je l'aime car c'est un vrai quartier, on y a ses habitudes, il est différent des autres et populaire » ; « J'y suis habitué, je connais les gens, j'y ai mes habitudes »...

Le sentiment d'appartenance, les habitudes de vie sont des éléments importants dans l'attachement des habitants à la Goutte d'Or, qui s'expriment aussi au travers de lieux aimés dans le quartier.

Les lieux aimés

Les lieux que les habitants aiment le plus fréquenter sont le square Léon, la rue de la Goutte d'Or et le boulevard Barbès¹⁸.

- En effet, après avoir colorié sur le plan du quartier les lieux qu'ils aimaient fréquenter en dehors de leur domicile, nous leur demandions de nous expliquer leur choix et parmi les raisons mises en avant par les habitants (32%) qui citent **le square Léon** le lieu préféré des habitants de la Goutte d'Or nous trouvons plusieurs types d'argumentation. Les principaux attraits tiennent à sa centralité dans le quartier et à la « sociabilité » du lieu « C'est le coeur du quartier, c'est là où il y a tout le monde et tout le mouvement. », à la présence de jeux pour les enfants « j'aime bien y aller pour que mes frères et soeurs puissent jouer », à son esthétique et sa tranquillité « C'est plus joli et plus calme »...
- La Rue de la Goutte d'Or avec 27% de citations est l'un des lieux préférés des habitants de la Goutte d'Or. Cette rue est appréciée pour différentes raisons. La présence de commerces est souvent mise en avant et d'autre part, c'est un lieu de sociabilité important : « mes copines habitent dans ce coin et j'y vais aussi pour les magasins » ; « j'aime bien la place de la goutte d'or pour retrouver mes amis, c'est calme et tranquille » ...
- C'est ensuite **le Boulevard Barbès** (27% de citations) qui est mentionné parmi les lieux favoris du quartier, essentiellement pour la présence des commerces, et l'animation de la rue : « il y a le Virgin ; c'est là où il y a les commerces que j'aime » ; « il y a un magasin qui s'appelle chez Malik (on peut acheter des glaces barbapapa et tout ce qu'on veut) » ; « C'est là où c'est le plus vivant au niveau des commerces et de gens »...

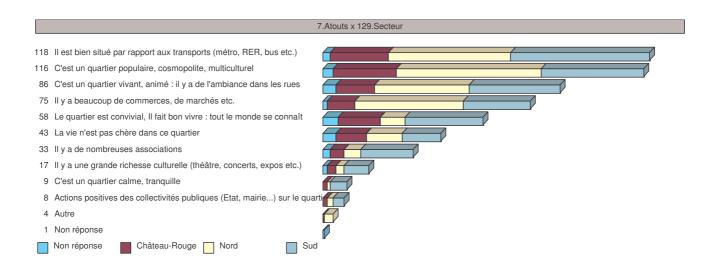
Au travers des explications mises en avant par les habitants on note l'importance de critères de sociabilité, qui transparaissent dans les réponses faites, tant dans la question ouverte qui permet le recueil d'informations qualitatives pour expliquer le fait qu'ils aiment « beaucoup » le quartier, que dans la question fermée à choix multiples où les habitants doivent choisir parmi une liste de 10 propositions les 3 principaux points positifs du quartier.

¹⁸ La différence avec la répartition de référence est très significative. chi2 = 374, ddl = 29, 1-p = >99%. Le chi2 est calculé avec des effectifs théoriques égaux pour chaque modalité.

39

Les atouts du quartier

Ainsi lorsque nous leur demandons « Quelles sont les trois principales qualités de votre quartier ? », les réponses à cette question se répartissent de la manière suivante :



Leurs choix se portent de manière très significative sur deux propositions (cf tableau en annexe). Ils pensent qu'il est avant tout « bien situé par rapport aux transports » et que « c'est un quartier, populaire, cosmopolite et multiculturel ». Le schéma ci-dessus nous permet de voir que si le principal atout du quartier est lié à sa situation par rapport aux transports en commun les habitants, en particulier ceux qui vivent dans le Nord, pensent aussi que le tissu commercial du quartier est une force.

La situation par rapport au réseau de transport en commun

La situation par rapport au réseau de transport en commun est le principal atout du quartier (59% de réponses - très significatif). Notons que cette thématique n'est pas abordée spontanément par les habitants qui aiment « beaucoup » le quartier : ils évoquent avant tout les critères de sociabilité, l'activité commerciale est aussi parfois mise en avant.

Le tissu commercial

L'activité commerciale, les « **commerces** » sont aussi cités spontanément des habitants qui aiment « beaucoup » le quartier : « *j'ai toujours connu ce quartier ; il est vivant et animé, il y a beaucoup de commerces et des commerces pour nous [Africains] ; j'ai beaucoup d'amis ici, je m'y sens bien ». C'est le 4^{ème} atout du quartier avec 38% de réponses sur cette modalité.*

La sociabilité dans le quartier

Les composantes humaines du quartier jouent un rôle important dans l'attachement que les habitants ressentent à l'égard du quartier :

- Ce qui est mis en avant, avec 58% de réponse sur cette modalité (très significatif), c'est le caractère « **populaire, cosmopolite, multiculturel** » du quartier. Cet atout est largement cité par les personnes qui se sont positionnées sur l'échelon « beaucoup » de la question « Votre quartier vous l'aimez... ». Les habitants expliquent : « C'est cosmopolite, j'aime la population » ; « J'aime la diversité des individus. C'est un quartier humain même s'il y a beaucoup de problèmes de drogue, d'alcool » ; « mélange des populations, c'est un vrai quartier » ; « je l'aime beaucoup car j'ai toujours habité ici et c'est pas un quartier comme les autres. il est vivant, il y a que des immigrés, on est tous dans le même sac et exclus. c'est un quartier populaire » ; « il y a une grande diversité culturelle et de populations qui est riche et intéressante »...
- Un autre atout du quartier relève du climat entre les habitants, de l'ambiance, de l'animation du quartier (43%), thématique qui est aussi très souvent associée librement aux explications des habitants qui aiment « beaucoup » le quartier : « malgré les problèmes c'est un quartier pas comme les autres il est vivant et il y a beaucoup de monde dehors, dans les rues, il est toujours animé et c'est ça que j'aime. » ; « c'est un quartier animé où il y a beaucoup de monde. la population est mélangée et tu trouves du tout ici. c'est un quartier vivant par rapport au 16ème » ; « j'y suis attachée maintenant, j'aime bien mes voisines et le square. J'y ai mes commerces et c'est un quartier animé et vivant. »...
- Si la **convivialité** (avec 29% de réponse) arrive en 5ème position des atouts du quartier derrière les propositions suivantes : « il est bien situé par rapport aux transports (métro, RER, bus etc.) » (59%), « C'est un quartier cosmopolite, multiculturel » (58%), « c'est un quartier vivant, animé : il y a de l'ambiance dans les rues » (43%), « il y a beaucoup de commerces et de marchés » (38%) ; cette thématique est néanmoins la première a être associée spontanément par les habitants qui aiment « beaucoup » la Goutte d'Or... : « je l'aime beaucoup car j'ai grandi ici et je le connais très bien. je connais beaucoup de monde et je pense que c'est un quartier différent des autres car les habitants se parlent beaucoup entre eux mais il y a beaucoup trop de problèmes. » ; « pour la diversité de la population, la chaleur humaine qu'on trouve pas ailleurs. c'est familial » ; « car il y a une population très variée, cosmopolite et influence de l'Afrique du Nord qui rend le quartier très convivial, familial et animé » ; « c'est convivial, il y a de l'ambiance »... Notons que la convivialité comme atout du quartier est plus souvent mis en avant par les habitants de Château Rouge ou du Sud du quartier.

Même si la situation par rapport aux transports et l'offre commerciale sont deux atouts importants, au regard du tableau présenté plus haut, et des réponses libres effectuées les caractéristiques humaines et de sociabilité du quartier semblent essentielles. C'est pourquoi nous aborderons maintenant les questions relatives à la vie associative dans le quartier, associations qui contribuent à animer la vie sociale du quartier.

II - La vie associative à la Goutte d'Or

Le tissu associatif à la Goutte d'Or¹⁹

La Goutte d'Or a fait l'objet au début des années 1980 d'une opération de rénovation urbaine et d'une convention de développement social de quartier, dans le cadre de la politique nationale de développement social urbain, aujourd'hui appelée politique de la ville. Les habitants se sont très fortement mobilisés autour des projets initiés par les pouvoirs publics. Souvent réunis en association, ils ont pu obtenir des pouvoirs publics qu'ils respectent un certain nombre de principes lors des opérations d'aménagement :

- droit au relogement sur place y compris pour les habitants dits de « bonne foi », c'est-àdire occupant leur logement régulièrement sans toutefois avoir un bail en bonne et due forme ;
- respect du tracé viaire et des formes architecturales : conservation de l'identité faubourienne du quartier dans la forme et la taille des bâtiments ;
- apport d'équipements publics.

Une quarantaine d'associations agissent aujourd'hui dans le cadre du développement social urbain de la Goutte d'Or. Elles interviennent en matière de :

- qualité de vie (des associations de défense des habitants comme Paris Goutte d'Or, Droit au calme, Vivre à Château Rouge...);
- culture (Atelier des trois tambours, Compagnie Graines de soleil, L'onde et Cybèle, le Lavoir Moderne Parisien etc.);
- accompagnement social et intégration (le centre social Accueil Goutte d'Or, Accueil Laghouat, Association de solidarité des femmes immigrées...);
- périscolaire, Sports et loisirs (Les Enfants de la Goutte d'Or, Espace Jeunes Goutte d'Or, ADOS, etc.)
- emploi et insertion par l'économique (Clair et net, Salle Saint-Bruno...);
- toxicomanies (EGO, CT)
- mise à disposition de locaux, services aux habitants et aux associations, développement social (Salle Saint-Bruno)

Ces associations sont très différentes par leur taille, leur rayonnement et leur mode de fonctionnement. Certaines ne fonctionnent qu'avec des bénévoles (c'est le cas de Accueil Laghouat qui a une seule salariée), d'autres peuvent avoir parfois une trentaine de salariés (par exemple EGO), plusieurs locaux. Elles fonctionnent grâce à des subventions publiques et parfois privées. La Goutte d'Or étant un quartier prioritaire dans le cadre de la politique de la ville, les associations peuvent prétendre à des fonds publics réservés à ce type de quartier. Les principaux financeurs sont la Ville de Paris, la Préfecture, la Région, la CAF, l'Union européenne et le FASILD.

La fréquentation des associations

Les associations ont une large place dans l'animation de la vie du quartier. C'est la Salle Saint-Bruno avec 55% de citations, suivie par les Enfants de la Goutte d'Or (42%), ADOS (40%), Accueil Goutte d'Or (33%), Accueil Laghouat (32%), EGO (30%), Espace Jeune (28%) et ADCLJC (26%) qui sont les associations les plus connues des habitants.

¹⁹ A partir de la synthèse rédigée par Maud Berthier, stagiaire à la SSB

Remarque: Le hasard a fait que nous ayons interrogé 15 habitants salariés et/ou membres du CA d'une association du quartier (soit uniquement 8% de notre échantillon), parmi lesquelles: Compagnie Transatlantic, Espace Jeune Goutte d'Or, ADCLJC, association des Créateurs, ASFI, EGO, Un toit pour tous, Goutte d'ordinateur, avenir 18, URACA, CARGO 21, repetika, Accueil Laghouat. En conséquence nos résultats quant à la fréquentation des associations du quartier ne sont pas biaisés et donc fiables.

Parmi la liste suivante, quels a	associations	ou servic	es publics,	connaissez	vous?
Secteur	Non réponse	Château-Rouge	Nord	Sud	TOTAL
Association champ social					
Non réponse	42% (5)	19% (7)	18% (13)	10% (8)	17% (33)
Les Enfants de la Goutte d'Or (EGDO)	42% (5)	38% (14)	26% (19)	58% (46)	<mark>4</mark> 2% (84)
ADOS	33% (4)	41% (15)	15% (11)	63% (50)	4 0% (80)
Droit au Calme	0% (0)	14% (5)	8% (6)	9% (7)	9% (18)
Paris Goutte d'Or (PGO)	8% (1)	16% (6)	11% (8)	18% (14)	14% (29)
CPAM (Sécurité sociale)	33% (4)	62% (23)	63% (45)	44% (35)	54% (107)
Accueil Laghouat	17% (2)	35% (13)	19% (14)	<mark>4</mark> 3% (34)	32% (63)
Habiter au quotidien	8% (1)	8% (3)	1% (1)	3% (2)	4% (7)
Accueil Goutte d'Or (AGO)	25% (3)	35% (13)	17% (12)	<mark>48</mark> % (38)	33% (66)
ASFI	0% (0)	3% (1)	11% (8)	5% (4)	7% (13)
Vivre à Chateau-Rouge	0% (0)	8% (3)	4% (3)	11% (9)	8% (15)
ADCLJC	33% (4)	27% (10)	11% (8)	38% (30)	26% (52)
Association des Commerçants et des Riverains (ACR)	8% (1)	14% (5)	11% (8)	3% (2)	8% (16)
Espace Jeune Goutte d'Or/LAGO	25% (3)	24% (9)	17% (12)	39% (31)	28% (55)
EGO/STEP	42% (5)	32% (12)	28% (20)	29% (23)	30% (60)
Pôle Santé Goutte d'Or	33% (4)	24% (9)	11% (8)	<mark>47</mark> % (37)	29% (58)
Coordination Toxicomanies 18 (CT18)	17% (2)	30% (11)	11% (8)	16% (13)	17% (34)
l'Arbre Bleu	17% (2)	19% (7)	4% (3)	25% (20)	16% (32)
URACA	8% (1)	14% (5)	6% (4)	13% (10)	10% (20)
Point d'Accès aux Droits	8% (1)	22% (8)	8% (6)	13% (10)	13% (25)
Salle Saint-Bruno	58 % (7)	<mark>4</mark> 3% (16)	33% (24)	78% (62)	55% (109)
TOTAL	100% (55)	100% (195)	100% (241)	100% (485)	100% (976)

La dépendance est très significative. chi2 = 98, ddl = 60, 1-p = >99%.

Les cases encadrées en bleu (rose) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique. Attention, 33 (39.3%) cases ont un effectif théorique inférieur à 5, les règles du chi2 ne sont pas réellement applicables. Le chi2 est calculé sur le tableau des citations (effectifs marginaux égaux à la somme des effectifs lignes/colonnes). Les valeurs du tableau sont les pourcentages en colonne établis sur 200 observations.

Si les habitants ont une bonne connaissance des structures associatives, ils ne sont que 16% à personnellement ou un membre de leur famille - les fréquenter (sans y être personnellement impliqué). Les associations les plus fréquentées de la Goutte d'Or sont (les chiffres des répartitions sont très significatifs): EGDO (34% de citations) et ADOS (25% de citations) qui s'adressent au enfants et au adolescents du quartier en leur proposant des activités d'accompagnement à la scolarité, de loisirs.

Notons que ce « taux » de fréquentation des associations du quartier, qui peut paraître assez faible compte tenu des difficultés rencontrées par la population, est à relativiser car :

- seulement 23% des habitants déclarent pratiquer une activité de loisir (dans une association, un club sportif ou un centre culturel) et,
- et 10 % participent à un autre groupement, dans le quartier ou à l'extérieur, du type : amicale des locataires, mouvement culturel/philosophique, association de parents d'élève, association sportive etc.).

D'autre part, si 17 % de notre échantillon trouvent que la présence des associations est un des trois points positifs du quartier de la Goutte d'Or : les habitants du Nord sont nettement moins

nombreux à le penser (8%, la différence des répartitions est très significative) ; alors que ce sont près d'un quart des habitants du sud du quartier (24%) qui le repère comme atout pour la Goutte d'Or.

Seulement deux habitants du Nord (3% de notre échantillon), fréquentent une association contre 30% des habitants du sud (il y a des différences significatives dans les répartitions).

Fréquentez-vous, vous-même ou un membre de votre famille une association qui s'occupe du

quartier sans y être personnellement impliqué?

1 1					
Secteur	Non réponse	Château-Rouge	Nord	Sud	TOTAL
Association/fréquentation					
Non réponse	8% (1)	0% (0)	3% (2)	0% (0)	2% (3)
oui	17% (2)	11% (4)	3% (2)	30% (24)	16% (32)
non	75% (9)	89% (33)	94% (68)	70% (55)	83% (165)
TOTAL	100% (12)	100% (37)	100% (72)	100% (79)	100% (200)

La dépendance est très significative. chi2 = 28, ddl = 6, 1-p = >99%.

Les cases encadrées en bleu (rose) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique. Attention, 5 (41.7%) cases ont un effectif théorique inférieur à 5, les règles du chi2 ne sont pas réellement applicables.

Les valeurs du tableau sont les pourcentages en colonne établis sur 200 observations.

La différence des répartitions entre 'Château-Rouge' et 'Sud' est très significative.

(chi2 = 10, 1-p = >99%)

La différence des répartitions entre 'Nord' et 'Sud' est significative.

(chi2=6, 1-p = 98%)

Ces données mettent en évidence un problème sur le secteur Nord du quartier : les habitants du Nord semblent moins touchés par l'action associative, qui peut s'expliquer par le fait que la plupart des associations sont localisées dans la partie sud du quartier même si elles ont vocation à travailler avec l'ensemble du territoire politique de la ville.

III – Evolution et problèmes du quartier

Perception des changements

La plupart des personnes interrogées (70%) trouvent que le quartier a changé depuis qu'elles y habitent et cela quelque soit le secteur d'habitation. L'analyse des textes des réponses montre que 60 % d'entre elles perçoivent des facteurs d'évolution positive et 46% notent des changements négatifs.

Ce qui est très largement mis en avant par les habitants concerne une amélioration du quartier au niveau de l'**habitat** (68% de citations chez les personnes qui perçoivent un changement) : « Des immeubles ont été démolis et rénovés, c'est mieux. On détruit les hôtels de passe, c'est bien. Le quartier est mieux surtout au niveau du logement ».

Toutefois, malgré cette nette amélioration du bâti en raison des différentes opérations de rénovation et de réhabilitation du quartier, les habitants soulignent des transformations au niveau de la **sociabilité** dans le quartier. La plupart des habitants ressentent une baisse du niveau de convivialité, de solidarité dans le quartier : « Il a un peu changé, ça c'est calmé pour les trafics et la délinquance. Mais c'est aussi moins convivial qu'avant, les gens ne se parlent plus.». Parmi les évolutions négatives du quartier, les habitants mentionnent spontanément en deuxième position « la drogue » avec un quart de citation: « Le quartier a changé, depuis la fermeture du squat Saint Denis il y a beaucoup plus de toxico dans la rue » ; « trop de drogues, de violence par rapport à avant ». C'est aussi la principale problématique identifiée par les habitants du quartier avec 59% de citations.

Déménagement

S'ils aiment beaucoup leur quartier, qu'ils perçoivent des transformations positives, qu'ils semblent s'y sentir bien, près de la moitié des habitants (42%) souhaitent déménager. Parmi eux (les habitants qui souhaitent déménager) une minorité (17%) expriment le fait qu'ils veulent rester dans le quartier. Les autres veulent aller principalement :

- dans d'autres arrondissements (22%, très significatif)
- ou à Paris en général (6%) dans le $18^{\text{ème}}$ (13%) en banlieue (16%).

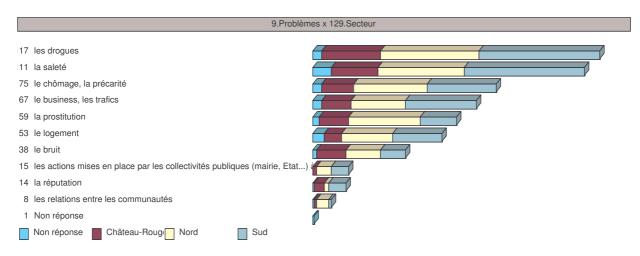
Une analyse du verbatim utilisé pour justifier leur souhait de déménager montre que leur choix est lié en premier à la **taille des logements**. Ils mentionnent par exemple « *j'habite chez mon père avec mes deux frères et faudrait que j'emménage ailleurs pour qu'ils aient plus de place* ».

Le second type d'argumentation renvoie à travers des expressions comme « je n'aime pas le quartier il est trop dangereux pour les enfants », « pour la sécurité de mes enfants, qu'ils ne vivent pas ce que j'ai vécu et qu'ils grandissent dans un meilleur environnement, qu'ils aient une meilleure éducation. Et je m'entendrais mieux avec ma femme, » à la thématique l'insécurité sur laquelle nous reviendrons plus en détail.

En troisième lieu les habitants mentionnent des questions relatives au phénomène de la t**oxicomanie** dans le quartier : « j'aime pas là-bas il y a des drogués qui se cachent et qui peuvent voler des enfants et il y a des drogués qui pissent et qui vendent de la drogue » ; « beaucoup trop de toxicos. peur pour ma famille ».

Le 4^{ème} type d'argumentation se rapporte à la **propreté** du quartier : « *je n'aime pas ce quartier il est sale, nous ça fait 5 ans que j'ai fait une demande »*. Ces deux derniers arguments ressortent de manière très significative (cf annexe) des problématiques mises en avant parmi une liste de dix propositions. En effet, plus de la moitié des habitants parlent de la saleté du quartier (56%) et 59% de problème liés aux drogues.

Les problématiques du quartier



A la question « Choisissez parmi la liste suivante les trois principaux problèmes du quartier » les principaux items relevés par les habitants et de manière très significative, quelque soit le secteur d'habitation, portent les phénomènes liés aux « drogues » (59%) et à la « saleté » (56%). Remarquons que ce sont les deux thématiques qui ressortent de manière significative des propositions des habitants pour améliorer la vie du quartier.

Pour les habitants du quartier, c'est ensuite : « le chômage, la précarité » (38%) qui posent problème suivie par « le business, les trafics » (34%), la « prostitution » (30%), le « logement » (27%), le « bruit » (19%), les « actions mises en place par les collectivités publiques » (8%), la réputation (7%) et les relations entre les communautés (4%).

Les propositions des habitants pour améliorer la vie du quartier de la Goutte d'Or

Les réponses données par les habitants à la question « quelles propositions feriez-vous pour améliorer la vie du quartier ? », ont été recodées au sein de différentes catégories en fonction de la ou des thématiques abordée(s) : « drogue » ; « propreté », « logement », « aménagement –sauf les espaces verts », « police », « prévention », « prostitution », « espaces verts », les « associations », les « pouvoirs publics », la « sécurité », la « circulation », les « commerces », l' « école », la « culture » et enfin une catégorie « autre » proposition. Les réponses se répartissent de la manière suivante :

VARIABLE_132	Nb. cit.	Fréq.
autre	79	40%
drogue	55	28%
propreté	44	22%
logement	41	21%
aménagement (sauf espace vert)	33	17%
police	23	12%
prévention	22	11%
Non réponse	18	9%
prostitution	14	7%
espace vert	14	7%
associations	12	6%
pouvoirs publics	11	6%
sécurité	10	5%
circulation	8	4%
commerces	8	4%
école	5	3%
culture	4	2%
aucune	2	1%
TOTAL OBS.	200	

La différence avec la répartition de référence est très significative. chi2 = 322, ddl = 18, 1-p = >99%. Le chi2 est calculé avec des effectifs théoriques égaux pour chaque modalité. Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (20 au maximum).

Après la catégorie « autre » qui regroupe diverses propositions comme:

- « Ce n'est pas possible de le rendre meilleur car la mairie ne veut rien faire. »;
- « Il faut organiser plus de fête dehors pour que les habitants soient ensemble dehors dans le quartier » ;
- o « mettre davantage la bibliothèque en valeur, mieux l'indiquer, mieux informer sur son existence » ;
- « que les SDF aient des maisons » ;
- o « donner du travail aux habitants du quartier et surtout aux jeunes. »

les catégories les plus citées et de manière significatives sur l'ensemble du quartier sont celles qui se rapportent à la « drogue » et à la « propreté » sur lesquelles nous nous pencherons avant d'aborder l'étude des autres propositions qui ne sont significatives que sur une partie du territoire. Enfin nous traiterons les propositions souvent citées par les habitants sans pour autant être représentative de l'ensemble de la population.

Proposition n° 1 : Amélioration des situations liées aux drogues

En premier lieu, les habitants du quartier de la Goutte d'Or souhaitent et de manière très significative qu'une amélioration soit apportée aux situations liées aux drogues : (28%). Remarquons qu'il n'y a pas de différence significative selon le secteur d'habitation.

Plusieurs thématiques et plusieurs positionnements sont abordés par les habitants. Dans les mêmes proportions on trouve des « propositions générales » ; des propositions qui mettent en avant « l'accès au soin et aux structures » ou des propositions qui déplacent « le problème vers l'extérieur du quartier » sur lesquelles nous reviendrons dans la partie consacrée à l'analyse des phénomènes liés à la toxicomanie.

En terme de propositions générales qui visent à trouver des solutions pour résoudre le problème de la toxicomanie on trouve des expressions comme :

- « Régler concrètement le problème de la drogue. Y mettre fin pour ne plus voir les toxicos mourir à petit feu. Mais d'un côté il y a trop de répression injuste, la police met tout le monde dans le même sac. Il faut faire plus de choses pour les jeunes et pour le travail. »;
- « Traiter sérieusement le problème de la toxicomanie et des gens en errance.
 Davantage réurbaniser le quartier : refaire les logements, les rues (en fait tout est à refaire). »;
- « Plus de mixité sociale à l'école publique. Plus de mélange et que l'on arrête l'école privée. Plus de mixité dans les commerces. Moins de drogue »...

A coté de ces propositions générales d'autres portent sur une aide à apporter aux toxicomanes (soins, structures etc.) par exemple, les habitants nous disent :

- « surtout aider et sensibiliser davantage les toxicomanes avec les associations. les soigner avec le sport ou d'autres activités » ;
- « agrandir le square ; faire plus d'espaces pour les enfants. faire plus de logements, plus modernes. Aider davantage les usagers de drogues pour qu'ils arrêtent de traîner dans la rue. donner du travail à tout le monde. » ;
- o « un endroit pour soigner les drogués. » ;
- o « mettre en place des structures d'accueil pour les drogués et les prostituées. logement : réaménagement pour les gens du quartier »...

Le troisième volet concerne des propositions qui visent à « enlever » les toxicomanes du quartier et/ou les structures qui travaillent auprès de ce public :

- o « virer les toxicomanes »;
- o « enlever les drogués : il faut les soigner, les aider » ;
- « renforcer patrouille de police. Nettoyer : virer les toxicos du quartier, les mettre dans des centres spécialisés » ;
- « éviter trop la police changer les emplacements des locaux pour les poubelles. enlever les toxicos et les prostituées : les interner (thérapies...). Les prostituées doivent être encadrées » ;
- « impression de vivre dans un quartier poubelle. Impression de ne pas être un parisien à part entière. Il faudrait plus « barbesiser » Paris et « parisianiser » Barbès. Virer les structures (EGO, STEP...) pour virer les toxicos. Mixité dans les écoles »...

Proposition n°2: Amélioration de la propreté du quartier

L'autre proposition qui ressort de manière significative (22%) dans les réponses apportées par les habitants à la question ouverte « Quelles propositions feriez-vous pour améliorer la vie du quartier ? » est une amélioration de la propreté, s'exprimant à travers les extraits suivants :

- o « Plus de personnel pour la propreté du square et des rues» ;
- o « Un quartier plus propres (crottes de chien)»;
- o « problème de la saleté : le plus frappant, les nettoyeurs passent souvent mais incivilité derrière » ;
- « faire prendre conscience aux habitants qu'ils retireraient à prendre soin de leur environnement. Impliquer les habitants. Par exemple : respecter le tri sélectif dans les espaces ordures des immeubles.» ...

S'il n'y a pas de différences significatives suivant les secteurs d'habitation sur la question des drogues et de la propreté du quartier, en revanche sur les propositions relatives à la prostitution et à l'aménagement du quartier on note des différences :

NORD / Proposition n°3: Agir autour de la prostitution

Ainsi, en ce qui concerne les thématiques liées à **la prostitution** (7% de citations) qui est plus souvent cité par les habitants du Nord du quartier à travers des thématiques comme :

- « mettre en place plus de structures pour les drogués et des habitations pour les prostituées : réinsertion »;
- « améliorer le logement ; lutter contre l'insalubrité et la spéculation immobilière ;
 lLutter contre les trafics (drogue, prostitution ; pas contre les prostituées !) ;
 légaliser les sans-papiers pour qu'ils puissent travailler, ils ne demandent que ça !
 planter des arbres » ;
- « trouver des solutions aux problèmes de logement ; travail ; structures pour les drogués et les prostituées » ;
- o « nettoyer et faire quelque chose pour la prostitution »...

SUD / Proposition n°4: Aménagement du quartier

Autre point de différence significative concerne l'aménagement du quartier (17% de citation), et les habitants du Sud sont significativement plus nombreux à en parler. Ils mentionnent tout particulièrement le square Léon dont la rénovation au moment de la passation des questionnaires était en cours ou allait commencer (on peut supposer que cela a eu une influence sur les réponses données à la question ouverte) :

- « Une meilleure gestion et un meilleur contrôle de la distribution des HLM. Un square plus grand et mieux aménagé. Plus d'activités pour les enfants. » ;
- « Moins de saleté, plus de logements neufs. Un plus grand square et plus d'endroits pour se retrouver entre amis »;
- « plus de sécurité pour protéger les habitants et surtout les enfants ; plus de place pour le square et des aires de jeux pour les enfants ».
- o « agrandir les rues pour que les enfants puissent jouer ; mieux aménager le square Léon ; plus de nouveaux logements.
- o « refaire le square Léon en mieux »

Les autres propositions :

Les autres sujets abordés par grand nombre d'habitants (sans que le calcul du Chi permette de dégager une significativité pour l'ensemble du quartier) sont relatifs au « logement » (21%) ; à la « police » (12%) ; et aux actions de « prévention » (11%).

Voici ci-dessous, quelques exemples de propositions d'habitants abordant la thématique du logement :

- « moins de police corrompue et injuste, moins de discrimination, plus de logement et beaucoup plus grands »
- o « Résoudre enfin les problèmes de logement et de drogue, se sont les 2 problèmes prioritaires. Le niveau scolaire est trop faible de l'école primaire au collège ».
- o « Eviter d'augmenter les loyers ».
- « Le maire doit être plus efficace et plus actif pour le quartier. Faire davantage pour le logement. Lutter contre la pauvreté et l'insalubrité. Aider davantage les personnes âgées ».
- « Une meilleure gestion et un meilleur contrôle de la distribution des HLM. Un square plus grand et mieux aménagé. Plus d'activités pour les enfants ».

Autre thématique : **la police.** Seulement quelques propositions vont vers une demande de présence policière accrue, par exemple « *plus de police, surtout près du square. changer la population* ». Les autres propositions sont critiques vis-à-vis de l'action policière dans le quartier. Voici quelques extraits de réponse.

- « moins de police corrompue et injuste, moins de discrimination, plus de logement et beaucoup plus grands » ;
- « Les associations doivent faire davantage, le maximum et surtout pour tout le monde. Enlever le commissariat et créer une vraie police afin que la police respecte la loi et évite les bavures »;
- « il y a un gros problème avec la police ; ce sont tous des pourris et des racistes, ils arrêtent pas de m'emmerder, on peut pas vivre tranquille ; donner plus d'argent pour le quartier au lieu de le laisser à l'abandon ; mais tout le monde s'en fout car il y a que des immigrés et des usagers de drogues ici. » ;
- « la police contrôle énormément mais pour rien (on fait rien et ils nous contrôlent): essayer de stopper les trafics. »;
- « accorder les violons entre police et structures, exemple : doseurs distribués par les associations mais cassés par la police ; mais flics plus cools qu'il y a quelques années ; ouvrir des foyers et des appartements pour les SDF » ...

Enfin un nombre important d'habitants aborde dans les propositions qu'ils énoncent, les questions liées à la prévention, et notamment la prévention de la délinquance :

- « Aménagement des espaces publics. Action sur la propreté. Réflexion sur l'école, l'éducation et la lutte contre l'école ghetto (délinquance). »;
- « débloquer des fonds financiers pour l'hygiène et la santé. Il faudrait plus de structures culturelles pour tout le monde et surtout pour les adolescents. »;
- « Que les nouveaux commerces emploient davantage les habitants du quartier. Plus de structures pour aider les jeunes. Plus d'argent pour les associations. »
- « proposer plus de choses pour les jeunes du quartier ; les associations et l'ANPE aussi car les jeunes font rien de la journée ».

- « plus d'intervenants pour communiquer avec les jeunes et pas forcément des policiers. »
- « + d'éléments de proximité. + de médiateurs (effet très positif). + de prévention (c'est ce qui marche! »)
- o « mettre plus d'éducateurs que de policiers = plus de prévention et moins de répression »
- « s'occuper des gens : les écouter, considérer ce qu'ils ont à dire ; problème de logement. »

Tant dans les problèmes repérés par les habitants que dans les propositions des habitants pour améliorer la vie du quartier nous trouvons des éléments qui s'intéressent au sentiment d'insécurité, aux victimations à la délinquance mais aussi aux situations liées aux drogues. C'est pourquoi, nous nous intéresserons dans les parties suivantes, à la compréhension de ces phénomènes, avant de proposer des pistes d'action pour améliorer la vie du quartier de la Goutte d'Or.

Ce qu'il faut retenir...

- Les habitants sont très attachés à la Goutte d'Or (83% de sentiments positifs à son égard) en raison d'un fort sentiment d'appartenance et d'une habitude de vie dans le quartier.
- Ils aiment aller au Square Léon (le lieu favori des habitants), Rue de la Goutte d'Or et sur le Boulevard Barbès.
- Les principaux atouts du quartier de la Goutte d'Or sont sa situation par rapport au réseau de transports en commun, son tissu commercial et la qualité des rapports sociaux.
- La vie associative à la Goutte d'Or est très riche : plus de 40 associations présentes sur le quartier, principalement installées sur la partie Sud du territoire.
- Les habitants du Nord sont nettement moins touchés par l'action associative.
- Si les habitants ont une bonne connaissance des structures associatives, ils ne sont que 16% à les fréquenter personnellement ou à déclarer qu'un membre de leur famille les fréquente.
- Si les habitants aiment beaucoup leur quartier, qu'ils perçoivent des facteurs d'évolution positifs, près de la moitié d'entre eux (42%) souhaite déménager. Et parmi les habitants qui souhaitent déménager seule une petite minorité (17%) déclare vouloir rester dans le quartier. La première raison est liée à la taille des logements, puis vient l'insécurité et les phénomènes liés aux drogues.
- Les deux principaux problèmes identifiés par les habitants se rapportent aux situations liées aux drogues (59%) et à la saleté (56%). C'est aussi les deux thématiques essentielles qui ressortent des propositions des habitants.

Sentiment d'insécurité, victimations et délinquance

Stéphanie Rubi, Maître de Conférence en Sciences de l'Education, Université de Nancy II

I - La délinquance

• Qu'en est-il des déclarations des personnes interrogées sur les actes délictueux qu'elles identifient dans leur quartier ? Quelles sont les problématiques qu'elles relèvent ?

« le business, les trafics » est une modalité fréquemment citée dans les trois principaux problèmes du quartier (4ème position après « les drogues » ; « la saleté » ; « le chômage, la précarité » et précédant « la prostitution »). 9,5% des personnes ayant répondu au questionnaire classent ce « business et trafics » en premier rang des problèmes du quartier ; 8,5% citent en premier « la prostitution » et 21% « les drogues ». Des actes délictueux sont ainsi cités comme problème principal par 39% des répondants.

Ces items sont certes proposés dans la liste de réponse ; cependant il est pertinent de noter que ces mêmes items ressortent spontanément dans une question précédente demandant aux interviewés d'expliquer les changements du quartier qu'ils perçoivent. Les uns relèvent une baisse significative des « trafics », de « la délinquance », des « toxicos » ou des « prostituées » ; les autres à l'inverse perçoivent une hausse. De même, si 41,5% (soit 83 personnes) disent vouloir déménager, trois expliquent ce souhait du fait de « l'insécurité » du quartier, onze invoquent les « trafics », « la drogue », « la délinquance », la « violence » ou la « prostitution » comme raison à ce départ, et six présentent ce déménagement comme un moyen de protéger leurs enfants : « Je n'aime pas le quartier, il est trop dangereux pour les enfants »; « il y a des drogués qui se cachent et qui peuvent voler les enfants » ; « pour l'avenir des enfants. Je suis inquiète pour leur sécurité ». Il est établi par les chercheurs travaillant la construction personnelle du sentiment d'insécurité - que l'on peut renommer de façon plus neutre le sentiment de bien être ou de mal être -, que la peur, ou les inquiétudes, pour les enfants constituent l'un des facteurs faisant varier ce sentiment de mal être. L'extrait d'entretien ci-dessous illustre et précise les stratégies parentales que certains mettent en place lorsqu'ils peuvent avoir ce type de recours. Tout est alors fait pour être le moins possible en contact avec le quartier et ses « problématiques » :

« (...) mais ça fait 10 ans que je n'habite plus ici, et j'étais jamais dehors, je vivais audessus de la pharmacie et j'avais un escalier intérieur. Je ne serai jamais venue ici si j'avais dû scolariser mes enfants dans les écoles du quartier. Ils sont allés en écoles privées; on les amenait et on les récupérait le soir... en terminale ils prenaient le métro. Ils n'ont pas eu de copains dans le quartier. Les parents disons « normaux », bon c'est pas très sympa comme appellation mais bon... bref ils maintiennent les enfants dans les maisons et les mettent en écoles privées ou s'ils sont à l'école laïque les parents s'impliquent dans les associations de parents d'élèves et essayent d'œuvrer pour que ça aille mieux. C'est ça, soit ils restent en canalisant leurs enfants, soit ils partent. Comme un qui est aujourd'hui au gouvernement, il a habité dans le quartier et a fini par revendre son appartement.» Mme H., pharmacienne.

Or, ce sentiment de ne pas être en sécurité pour soi-même ou pour ses enfants et/ou la dénonciation d'actes délictueux perçus dans le quartier motivent pour 24% le souhait de déménager (soit 20 personnes sur les 83 désirant déménager). Certes, ce mal être perceptible n'est pas exprimé par de nombreuses personnes. Cependant, il n'est ni à minorer, ni à ignorer et se fonde bel et bien sur le sentiment et la proximité quotidienne d'un certain nombre de faits délictueux avérés. Ce sentiment de vivre dans un quartier particulier du fait de ses « fréquentations » ou des délits présents n'est pas non plus l'apanage des plus grands ou des plus âgés ; le sentiment d'exclusion ou de discrimination territoriale se construit tôt : « Pour l'instant je vis avec mes parents et eux veulent rester ici car ils ne peuvent pas avoir mieux ailleurs. Je suis bien ici, j'ai tous mes amis et j'aime bien mon collège, mais c'est sûr que plus tard j'irai ailleurs, je veux pas construire ma famille ici et je veux vivre dans un meilleur endroit plus propre et mieux fréquenté ».

Du côté des rencontres réalisées avec diverses personnes vivant ou travaillant dans le quartier, plusieurs délits sont communément cités, connus. Les personnes rencontrées, bien souvent, font part de faits délictueux récents qui leur ont été contés dans les mois précédents la rencontre. Néanmoins, ces délits sont toujours rapportés au cours de l'entretien comme étant des corollaires à la présence d'usagers de drogue :

« Il y a des plaintes plusieurs fois par jour : soit ils se font agresser et s'en plaignent ; ils se font voler les papiers... Les immeubles sont invivables. Il y a des crackers dans tout le quartier, dans toutes les rues. Il y a 10-15 ans, les crackers étaient à certains endroits, maintenant on les croise dans toutes les rues du quartier, partout, tout le temps ; dans les ascenseurs, dans les entrées d'immeubles, c'est inimaginable, et le pire c'est qu'on est en train de s'y habituer. Des choses qui vous mettaient par terre avant, maintenant on s'y habitue.

(...) Depuis 10 ans ça change pas ; aujourd'hui entre Château Rouge et la rue Myrrha j'ai croisé trois types avec des sacs plein de morphine... Le quartier se dégrade. Ils ne vendent pas que de la drogue, il y a aussi des montres, du trafic... C'est toute la vie sociale du quartier qui est... c'est inqualifiable ce qu'il se passe, c'est hors la loi. Les commerçants sont contents, ils ont des loyers modérés ; il n'y a pas de plaintes partout... c'est deux sur une centaine de commerçants... un a été tabassé, ligoté, séquestré, heureusement la police l'a su, ils l'ont délivré, il était quasi mort. Une femme qui tenait un commerce de téléphone était attendue à la sortie, ils lui ont pris 2 millions. Moi j'ai la trouille, j'ai un copain qui s'est fait casser la gueule à Barbès. Je crois pas que les commerçants soient plus visés que d'autres. Typiquement visée c'est la petite mémé qui revient de la poste. Plusieurs en sont mortes. Elles ne peuvent plus dormir, leur immeuble est cassé, elles se font dévalisées et font un infarctus. C'est indirect... on peut même pas dire, mais elles ont pas eu la protection minimale à laquelle chacun a droit... Le nombre de délinquant est inimaginable. ». M. V., médecin.

De nouveau, la fuite du quartier est présentée comme solution pour retrouver un environnement plus paisible. Le médecin explique que pour ceux qui ne peuvent partir du quartier, la fuite physique est alors substituée par une fuite mentale : le recours médicamenteux.

« Ils mangent du Stilnox pour pouvoir dormir. Beaucoup sont coincés: ils ont acheté car c'était pas cher, et depuis les événements du Congo, ils sont coincés. Mais le côté positif est que beaucoup de gens tiennent bien le coup; à la fois ils restent, à la fois ils bouffent des calmants et du Stilnox. Moi je suis parti du quartier, j'étais rue Léon très longtemps. La première fois où on est rentrés de vacances, il était tard, trop tard pour décharger la voiture, mais le lendemain matin elle avait été déchargée pour nous. Les cambriolages, tout le monde en parle; moi je l'ai été plusieurs fois, trois ou quatre fois, je ne me rappelle plus. On ne peut pas habiter le quartier sans y penser. ». M. V., médecin.

Toutefois cet extrait d'entretien est pondéré par les résultats du questionnaire (voir tableau cidessous). A la question « Au cours des 12 derniers mois, dans le quartier, avez-vous été victime – vous-même ou l'un de vos proches (enfants, parents...) de menaces, injures, insultes répétées ; agression(s) physique(s) ; cambriolage ; vol à l'arraché ; vol de vélo, de scooter, de moto ; vol de voiture ; dégradation dans l'immeuble ; autre ; aucun problème », les cambriolages ne sont que très peu fréquemment cité (2%). 65,5% des personnes interrogées déclarent n'avoir eu « aucun problème » et 8,5% ne répondent pas. Cinquante deux personnes (26% de l'échantillon) ont été victimes dans les douze derniers mois des incidents proposés. Premier item cité par dix-neuf personnes, les « dégradations dans l'immeuble » suivi par les « menaces, injures, insultes répétées » cité par seize personnes. L'item « autre » dont la fréquence vient en troisième position (cité par quatorze personnes) regroupe particulièrement les dégradations de véhicule (quatre personnes), les dégradations dans le commerce (trois personnes) ou fait état de problèmes (« vive altercation » ou « présence dans / derrière l'immeuble ou dans les caves ») avec « des toxicomanes » (cité par deux personnes).

Victimation Au cours des 12 derniers mois, dans le quartier, avez-vous été victime -vous même ou l'un de vos proches (enfants, parents...)- de :

victimation	Nb. cit.	Fréq.
menaces, injures, insultes répétées	16	7,8%
agression(s) physique(s)	9	4,4%
cambriolage	4	2,0%
vol à l'arraché	5	2,5%
vol de vélo, de scooter, de moto	6	2,9%
dégradation dans l'immeuble	19	9,3%
autre	14	6,9%
aucun problème	131	64,2%
TOTAL CIT.	204	100%

Le tableau est construit sur 200 observations.

Les pourcentages sont calculés par rapport au nombre de citations.

Les résultats du questionnaire vont donc dans le sens des thématiques émergentes des entretiens : les problèmes délictueux identifiés dans le quartier se rapportent pour la majeure partie à la présence des « toxicomanes ». Ainsi, demandant à la présidente de l'une des associations du quartier quels étaient les problèmes qui lui étaient présentés par les habitants et/ou membres de son association, elle expliquait :

« Des squats dans les caves (y compris dans l'immeuble actuellement); des agressions dans les halls d'immeubles, des agressions physiques, des bagarres, le bruit, les dévastations dans les halls d'immeubles, les agressions au cutter, pas trop de vols qui sont plutôt du côté de Montmartre. Les personnes âgées, elles ne descendent que le matin car elles savent qu'ils dorment encore, qu'elles ne les croiseront pas; passé une certaine heure, elles ne descendent plus, d'abord parce qu'il y a du monde et que dans cette foule il y a des toxicomanes. Moi je vois dans le tronçon rue Myrha /boulevard Barbès, quand je sors du métro pour venir chez moi, je croise jusqu'à 15 toxicomanes. » Mme D. présidente d'une association et habitante.

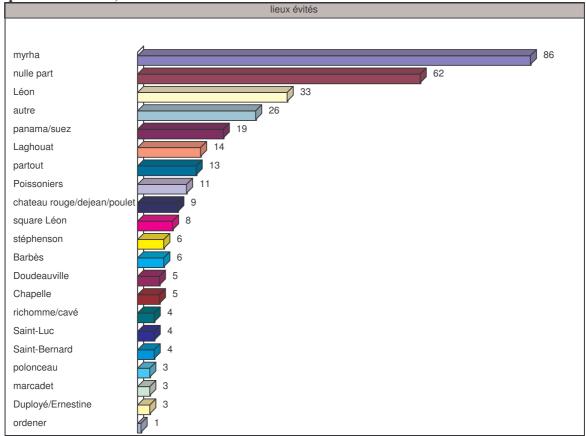
Cette connaissance et ce constat quotidien d'actes délictueux qui semblent immuables questionnent certains habitants sur les raisons politiques, voire électorales à laisser cet état de fait, cette « zone de non droit » :

« C'est l'impression d'une politique cynique qui concentre la toxicomanie sur un quartier dont la population est immigrée ou issue de l'immigration. Ce quartier est le coin de France où il v a le plus d'enfants au kilomètre carré. Pourquoi on met les structures ici? On a l'impression d'être un mouroir pour des toxicomanes qui sont vraiment très mal en point (...) Bref, on nous les parque ici car on a abandonné toute volonté de les sortir d'affaire, alors on les met ici, il y a un parc, des terrains vagues et des pauvres qui ne diront rien. En plus il y a la police qui est chargée de les rabattre et de les maintenir dans le quartier ; ils assurent les frontières (...) c'est très coûteux d'où le probable désengagement de l'état. « l'injonction thérapeutique ne fonctionne pas » ca c'est le discours qui légitime le désengagement de l'état (...) C'est vécu comme une humiliation par les africains ou les maghrébins, comme si on envoyait sur le quartier les ratés de notre société (...) Mais pour les familles les plus désireuses de s'insérer, c'est vécu comme une humiliation sociale Moi je vis ça comme une politique cynique car j'ai le recul pour ne pas le vivre comme une humiliation sociale. Je sais aussi qu'il y a un phénomène de déplacement et un jour il n'y aura peut-être plus rien dans paris intra muros, le problème aura été déplacé... (...) Cela dit j'aime beaucoup mon quartier; il est vivant, il y a encore autre chose que des vieilles bourgeoises; c'est pas comme dans le 7ème... » Mme A., enseignante du secondaire, et habitante.

II - Les lieux évités

Nous l'avons vu précédemment, le questionnaire proposé aux habitants comportait un plan du quartier leur demandant de noter leur lieu de domiciliation ainsi que les lieux qu'ils apprécient et ceux qu'ils n'aiment pas et évitent. Il leur était demandé d'expliquer leur désaffection et appréciation de ces lieux. Ce type de question permet ainsi de reconstituer les perceptions de chacun en terme de géographie urbaine mentale et de lire, au travers des déplacements déclarés, les points de cristallisation spatiale des peurs ou à l'inverse les espaces de sociabilité.

Lieux évités Y a-t-il des lieux où vous évitez de passer? Pourquoi? (Sur la carte coloriez en bleu les lieux que vous évitez...)



Le graphique est construit sur 200 observations.

Les pourcentages sont calculés par rapport au nombre de citations.

A la lecture globale des résultats concernant les lieux évités, arrive en tête de liste la rue Myrha citée à hauteur de 43%. Suit la rue Léon (16,5%), la rubrique « autre » (13%) contient particulièrement des rues ou endroits situés dans le sud du quartier – dont la rue de la Goutte d'Or citée par neuf personnes comme lieu « de trafics », de « drogue », de « mauvaises fréquentations » ou de « vente à la sauvette »-. Notons que les rues Panama-Suez (9,5%) arrivent en quatrième position devant la rue Laghouat (7%). Premier constat : malgré la possibilité de réponses multiples à cette question, les lieux évités cités sont principalement situés dans le secteur « **Château Rouge** » et particulièrement regroupés autour de la rue Myrha. De plus, 6,5% des personnes (N = treize) disent éviter la totalité du quartier, mais au vu des raisons qu'ils mentionnent : « en dessous de Doudeauville (sud) », c'est de nouveau « le sud » ou le « bas » du quartier – regroupant le secteur « Château Rouge » et le secteur sud - qui est incriminé par neuf de

ces treize personnes. La lecture du verbatim indique que cet évitement du quartier est lié à la présence « de drogues, de trafics, de violence » car « c'est là où il y a la toxicomanie, les personnes non fréquentables (dealers, toxicos, prostituées) ».

Cependant, le contrepoids de cette première lecture tient aux soixante deux personnes, soit 31% de l'échantillon qui déclarent n'éviter aucun endroit du quartier car il n'y a « pas de raison » à contourner certains lieux, car il n'y a « pas de réel danger, que des toxicos dans la rue et ils ne sont pas agressifs ou violents », car « je me sens bien ici et je vais partout », car « il n'y a rien de méchant, ce sont des préjugés de gens qui n'habitent pas le quartier ». Pour conclure cette première phase analytique, il ressort qu'un tiers des personnes interrogées demeure confiant et serein, n'évitant pas particulièrement certaines rues ou territoires. 6% des personnes ne répondent pas à cette question, il reste donc cent vingt six personnes (soit 63%) qui déclarent éviter certains lieux. Au sein de ce groupe, treize personnes disent éviter la totalité du quartier (6,5% de l'échantillon total) et semblent donc être très inquiètes et sont vraisemblablement dans des stratégies d'évitement ou de contournement du quartier. Les cent treize personnes restantes (56,5% de l'échantillon total) identifient diverses rues ou espaces évités sans rejeter la totalité du quartier.

Une lecture plus fine de ces réponses permet de constater des différences significatives, pour certains lieux, selon le sexe des déclarants. Premier point, le fait d'être un homme est relié au fait de déclarer n'éviter aucun lieu. Les femmes répondent significativement moins souvent que les hommes ne contourner aucun endroit du quartier. Toutefois, l'appartenance sexuée ne fait pas varier le fait de déclarer éviter le quartier dans son ensemble : les personnes affirmant l'évitement du "secteur Goutte d'Or" appartiennent tout autant à l'un ou l'autre sexe. Cette variation sexuée dans les stratégies de contournement est développée par les travaux de chercheur(e)s sur les peurs exprimées par les femmes et les implications de ces peurs sur leur mobilité. Si la peur du viol limite les déplacements des femmes (Susan Griffin, 1977; Jalna Hanmer, 1977), elles opèrent aussi des stratagèmes pour concilier sentiment de peur et, néanmoins, déplacements (Margaret T. Gordon et Stéphanie Riger, 1989) : « L'ensemble des femmes interrogées ont des manières de faire fortement similaires. Elles prennent des précautions pour tenter d'éviter les agressions à leur encontre dans les espaces publics (Riger et al., 1978 ; Gardner, 1995). De fait, elles élaborent des stratégies d'évitement ou d'auto-exclusion face aux espaces publics dans une proportion bien plus importante que les hommes. » (Stéphanie Condon, Marylène Lieber, Florence Maillochon, 2005, p.267-268).

Il est établi que le sentiment d'insécurité comporte au moins deux dimensions, l'une qualifiée de plus "objective" par rapport à l'autre plus "subjective": l'appréhension de problèmes sociaux généraux et la peur pour soi ou ses proches. Ces deux dimensions sont présentes dans les raisons invoquées par les personnes interrogées pour expliquer les contournements qu'elles opèrent dans le quartier. Toutefois, c'est massivement la première dimension qui est présente dans le verbatim, ce, tous lieux évités confondus : « C'est un territoire approprié pour les trafics, la violence, l'illégalité en tous genres » (rue Myrha) ; « trop de trafic » (rue Stephenson) ; « pour le trafic et la drogue » (rue Polonceau) ; « surtout la nuit à cause de la drogue et des fréquentations » (rue Richomme/Cavé); « c'est là où il y a les usagers de drogue, c'est là où c'est le plus sale et où il y a le plus de merde » (rue des Poissonniers); « c'est là où il y a les drogués, les trafics et la prostitution » (rue Léon); « j'aime pas y aller tout seul, il y a que des délinquants » (rue Doudeauville); « c'est là où il y a le plus de crackers » (boulevard Barbès), etc. L'illustration faite ci-dessus n'atteste pour autant pas de la véracité des faits, mais souhaite rendre compte des motivations et perceptions exprimées par les personnes sur ces lieux. L'analyse sociologique n'a pas à porter de jugement dans l'un ou l'autre sens. Ce qui est pertinent quant à cette énumération est de constater que ces évitements sont prioritairement justifiés par les personnes du fait de problèmes sociaux connus et reconnus.

Les craintes personnelles sont elles aussi un recours explicatif invoqué pour motiver les évitements de certaines rues mais cela est moins fréquent : « je suis pas le bienvenu, les grands m'insultent » (rue Laghouat) ; « trop de monde, de bousculade et de trafic » (Chapelle) ; « trop de monde pour marcher dans la rue, sécurité précaire, les gens sont agressifs et voleurs » (rue Panama/Suez); « Trafic de drogue, agressions, pas de présence policière » (rue Duployé/Ernestine). Que conclure de ces résultats? Nous ne pouvons que constater la convergence des explications quasi unanimes qui portent en motif numéro un des contournements effectués, la présence d'usagers de drogue et divers corollaires que les personnes identifient de cette présence : « trafics », « délinquance », « prostitution », « violence ». Cependant, s'il est relevé par les personnes la présence d'usagers de drogue que les interviewés associent à divers délits, cela ne signifie pas pour autant que les personnes sont en grande insécurité et s'enferment dans leur domicile. La perception de la présence du phénomène toxicomanie les amène à mettre en place des stratégies d'évitement de certains lieux ; nous verrons par la suite en quoi cela joue ou non sur le sentiment de bien être dans le quartier et sur la mobilité spatiale des personnes. Les motifs expliquant les évitements de rue(s) ressortent donc en premier lieu de la dimension "objective": l'appréhension de problèmes sociaux, ici en l'occurrence pour les interviewés, le problème de la toxicomanie. Ces explications sont indifféremment rapportées par les femmes et par les hommes.

Mais, lorsque l'on détaille les autres motifs légitimant pour les unes et pour les autres les contournements effectués, des différences émergent. Seules les femmes, à une exception masculine près, motivent l'évitement de certaines rues du fait du mauvais éclairage, de la pénombre ou en fonction d'une certaine heure. C'est bien là, la dimension sociale de la nuit qui les incite à éviter certaines rues : passé une certaine heure, les femmes ont à l'esprit que leurs probables déambulations ne sont plus socialement acceptées, et « de nombreuses brimades leur rappellent, en quelque sorte, qu'elles transgressent les normes sexuées en se promenant seules dans les espaces publics après une certaine heure (Gardner, 1995) », Condon, Lieber, Maillochon, 2005, p.269.

L'incorporation de ces comportements de genre, de ces normes sexuées les invitant à ne pas se promener et se montrer seule, particulièrement la nuit a pour le moins deux effets : un sentiment de vulnérabilité plus fort pour les femmes et une mobilité spatiale qui va, de fait, prendre en compte ces normes et faire appel à de nombreuses tactiques (déplacements à plusieurs, contournements de certains endroits, horaires calculés pour le retour des sorties, choix du mode de transport ou possibilité de se faire raccompagner ou de dormir sur place, choix de la tenue vestimentaire — asexuée ou sportive permettant de courir -, recours au téléphone portable en téléphonant réellement ou en faisant semblant d'être "en contact" avec quelqu'un, allure vive pour les déplacements, évitement des regards, vigilance constante). Les auteures citées ci-dessus précisent que « Les femmes apparaissent comme le groupe le plus touché par l'insécurité urbaine parce qu'elles se sentent vulnérables aux violences sexuelles qui à leurs yeux constituent des faits graves, ce que Ferraro (1996) nomme l'effet « shadow » : la peur du crime sexuel a une influence sur tous les aspects de leur vie. ».

Ce sentiment de vulnérabilité transparaît au travers des craintes personnelles émises dans le verbatim suivant les lieux évités : elles sont dix à recourir aux motifs des peurs pour soi alors qu'ils ne sont que quatre hommes à faire de même. Elles disent ne pas vouloir « prendre le risque », avoir « peur », parlent de « jeunes dehors qui errent et qui peuvent parfois t'embêter ou t'injurier », « beaucoup d'hommes qui se sont appropriés les lieux », « de gens qui nous cherchent », de « bousculades », « trop de monde pour marcher dans la rue, sécurité précaire ». Du côté des hommes, les craintes personnelles rarement exprimées (quatre personnes) le sont souvent sous un mode impersonnel – seul le dernier extrait exprime explicitement une peur pour

soi -: « c'est dangereux », « trop d'insécurité », « agressions », « je suis pas le bienvenu, les grands m'insultent ».

Si 63% des personnes interrogées témoignent de l'évitement de certains endroits, il nous faut à présent examiner si ces contournements liés à la perception de problèmes sociaux ou de peurs personnelles influent sur le sentiment de bien être livré par les interviewés.

III - Le sentiment d'insécurité

« Il n'est pas facile de mesurer un « sentiment » tant celui-ci peut varier en fonction de nombreux facteurs sociaux (Zauberman et Robert, 1995 ; Lagrange et Roché, 1997-1998). » Condon, Lieber, Maillochon, 2005, p.269. Nous allons cependant tenter de mesurer ce sentiment en fonction des déclarations émises par les personnes interrogées et d'appréhender les facteurs et processus facilitant ou freinant le sentiment de bien être.

A la question « Avez-vous peur dans le quartier ? », les 194 personnes ayant répondu se distribuent selon les items « jamais » : 55,5% soit cent onze personnes ; « rarement » : 23,5% soit quarante sept personnes ; « assez souvent » : 14% soit vingt huit personnes et « tout le temps » : 4% soit huit personnes. Premier constat, si 18% des répondants sont fréquemment inquiets, plus de la moitié de l'échantillon se sentent tout à fait à l'aise dans le quartier.

Autres résultats indiquant le sentiment de bien être ou de mal être dans le quartier : l'attachement au quartier et le souhait de déménager. 41,5% souhaitent déménager. Un tiers motive ce souhait du fait de la taille ou de l'état du logement, parfois du fait de l'accessibilité, de la saleté ou du bruit du quartier. Un tiers présente diverses raisons personnelles (lieu de travail, envie de voir un autre quartier parisien, rapprochement auprès des enfants, etc.). Un tiers enfin avance des motifs tenant à l'insécurité perçue. Une lecture plus fine permet de constater qu'au sein de ce dernier groupe constitué de vingt six personnes, deux appartiennent au groupe des « insécures » (soit 25% de la totalité des huit personnes déclarant avoir tout le temps peur), six appartiennent au groupe des « prudents » (soit 12,76% des quarante sept personnes ayant déclaré avoir rarement peur), sept personnes sont du groupe des « confiants » (soit 6,30% des cent onze personnes n'ayant jamais peur) et onze personnes sont du groupe des « inquiets » (soit 39,28% des vingt-huit personnes ayant assez souvent peur). Ainsi, plus on est mal à l'aise dans le quartier, plus on souhaitera déménager en invoquant des raisons liées à la perception de la dangerosité du quartier.

61,5% des personnes disent aimer « beaucoup » leur quartier, 20,5% l'aiment « un peu », 6,5% déclarent l'aimer « pas tellement » et 10% ne l'aiment « pas du tout ». Or cet attachement au quartier est l'une des variables qui, significativement, semble faire varier le degré de peur déclaré.

Attachement x peur : « Votre quartier vous l'aimez... » X « Avez-vous peur dans le quartier? »

Peur	jamais	rarement	assez souvent	tout le temps	TOTAL
Attachement			ussez souvent	tout ie temps	
Beaucoup	39,5% (79)	12,5% (25)	7,0% (14)	1,5% (3)	60,5% (121)
un peu	9,5% (19)	7,5% (15)	1,5% (3)	1,0% (2)	19,5% (39)
pas tellement	3,0% (6)	1,0% (2)	2,0% (4)	0,0% (0)	6,0% (12)
pas du tout	3,5% (7)	1,5% (3)	3,5% (7)	1,5% (3)	10,0% (20)
TOTAL	55,5% (111)	22,5% (45)	14,0% (28)	4,0% (8)	

La dépendance est très significative. chi2 = 26,33, ddl = 9, 1-p = 99,82%.

Les cases soulignées sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique. Attention, 7 (43.8%) cases ont un effectif théorique inférieur à 5, les règles du chi2 ne sont pas réellement applicables. Les valeurs du tableau sont les pourcentages au total établis sur 200 observations.

La lecture du tableau indique que lorsque l'on aime « un peu » son quartier, il est significativement probable que l'on aura « rarement » peur dans le quartier, alors que si l'on aime « pas tellement » ou « pas du tout » son quartier, il est significativement probable que l'on aura « assez souvent » peur. Enfin, il semble aussi que la réponse déclarant « ne pas aimer du tout » son quartier est significativement reliée avec le fait de déclarer avoir « tout le temps » peur.

Comment illustrer ces quatre groupes de personnes? Nous allons à présent examiner comment se dessinent en termes de profils les groupe des « confiants », « prudents », « inquiets » ou « insécures ». Quelles sont les variables influant ou non sur ce sentiment de peur déclaré? Premier constat, les grands invariants classiques (sexe, âge, implication dans des réseaux associatifs) ne font pas varier ce sentiment pour les personnes interrogées. Le fait d'être une femme ou un homme, d'être jeune ou plus âgé, de fréquenter et/ou d'être investi dans des associations n'influe pas sur le fait de ressentir tout le temps, assez souvent, rarement ou jamais de la peur dans le quartier. De même, le fait d'avoir un ou des enfants, la situation familiale ou l'activité professionnelle (CSP) n'ont pas non plus d'influence sur les réponses données au sentiment de peur. Ces variables sont pourtant bien souvent en corrélation ou en liaison étroite avec le sentiment de peur ou de vulnérabilité²⁰ mais pas à la Goutte d'Or. De même, la pratique d'une religion ou la position politique²¹ ne présentent aucune variation notable avec le sentiment de peur. Quelles sont donc les variables qui influent ? Il y en a peu.

Ne pas avoir été victime au cours des douze derniers mois de l'un des items proposés (cf. tableau ci-dessous) se lie avec le fait de déclarer ne « jamais » avoir peur alors que les personnes ayant été victimes de « menaces, injures, insultes répétées » déclareront préférentiellement avoir « assez souvent » ou « tout le temps » peur. Enfin, les personnes qui disent avoir été victimes d'agressions physiques déclareront significativement plus souvent avoir « tout le temps peur ».

-

²⁰ Zauberman et Robert, 1995 ; Lagrange et Roché, 1997-1998

²¹ En ce qui concerne cette question, la formulation et le moment choisis pour la poser au sein du questionnaire n'étaient peut-être pas adaptés. Nous émettons donc des réserves sur la fiabilité des réponses, les personnes interrogées s'étant peut-être repliées sur l'item « sans position politique » du fait de leur incompréhension du sens de cette question par rapport à l'ensemble du questionnaire.

victimation x peur : « Au cours des 12 derniers mois, dans le quartier, avez-vous été victime -vous même ou l'un de vos proches (enfants, parents...) - de :... » X « Avez-vous peur dans le quartier? »

peur	jamais	rarement	Assez souvent	Tout le temps	TOTAL
victimation					
Menaces, injures, insultes répétées	1,5% (3)	2,0% (4)	3,0% (6)	1,5% (3)	8,0%(16)
Agressions physiques	2,0% (4)	1,0% (2)	0,5% (1)	1,0% (2)	4,5%(9)
Cambriolage	1,5% (3)	0,0% (0)	0,5% (1)	0,0% (0)	2,0%(4)
Vol à l'arraché	0,0% (0)	1,5% (3)	0,5% (1)	0,5% (1)	2,5%(5)
Vol de vélo, de scooter, de moto	0,5% (1)	2,0% (4)	0,5% (1)	0,0% (0)	3,0%(6)
Dégradation dans l'immeuble	4,0% (8)	3,0% (6)	1,5% (3)	1,0% (2)	9,5%(19)
Autre	3,5% (7)	1,0% (2)	2,0% (4)	0,5% (1)	7,0%(14)
Aucun problème	41,5% (83)	14,0% (28)	7,0% (14)	1,0% (2)	63,5% (127)
TOTAL	- (109)	- (49)	- (31)	- (11)	

La dépendance est très significative. chi2 = 46,33, ddl = 21, 1-p = 99,88%.

Les cases encadrées en bleu (rose) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique.

Attention, 25 (78.1%) cases ont un effectif théorique inférieur à 5, les règles du chi2 ne sont pas réellement applicables.

Le chi2 est calculé sur le tableau des citations (effectifs marginaux égaux à la somme des effectifs lignes/colonnes). Les valeurs du tableau sont les pourcentages au total établis sur 200 observations.

Les victimations dont le caractère est personnalisé semblent donc influer plus sur le sentiment de vulnérabilité ou de peur que les victimations non personnalisées telles les dégradations voire les vols de vélo, scooter ou moto. Les premières victimations mettent en péril l'individu dans sa construction personnelle tandis que les secondes victimations peuvent toujours être interprétées comme un « coup du sort » qui ne vise pas particulièrement la personne. Les victimations personnalisées du fait de leur caractère traumatique peuvent amener l'individu à se demander – à tort - quelle a été sa part de responsabilité dans la situation victimaire. Ces formes de victimations - qui pour certaines personnes n'auront pas de conséquences trop graves - ne doivent pas être déconsidérées du fait qu'elles peuvent toucher aux fondements identitaires de la personne et alimenter un fort sentiment de vulnérabilité et de mal être.

Le fait d'avoir eu connaissance dans les trente derniers jours de faits relatifs aux drogues sur le quartier de la Goutte d'Or fait aussi varier le fait de déclarer avoir peur « tout le temps ». Cela ne signifie pas que si l'on a eu connaissance d'un fait de la sorte on déclarera automatiquement avoir « tout le temps peur » mais que les personnes déclarant cela ont automatiquement eu connaissance d'un fait relatif aux drogues. Ainsi, trente sept personnes disent avoir eu connaissance de ce type de fait et, pour autant, disent ne « jamais » avoir peur, mais les huit personnes déclarant avoir « tout le temps » peur disent avoir été informées récemment d'une situation rapportée aux drogues. Toutefois, on serait tenté de croiser ce sentiment d'inquiétude avec les victimations personnelles et de supposer qu'il y a une corrélation. Or, le fait d'avoir ou non été, au cours des trente derniers jours, confronté à une ou plusieurs situation(s) liée(s) aux drogues dans le quartier n'influe ni sur les déclarations quant au sentiment de sécurité, ni sur l'attachement porté à la Goutte d'Or. Les processus de construction du sentiment de bien être ou de mal être sont certes complexes et l'on est là face à la démonstration de cette complexité.

Autre variable corrélée au sentiment de peur déclaré, les langues parlées au domicile qui permettent d'avoir une idée de l'origine ou du parcours migratoire des personnes interrogées. Les résultats croisant ces deux variables montrent que significativement les personnes déclarant parler au domicile une langue d'Afrique du Nord répondent plus fréquemment ne « jamais » avoir peur tandis que les personnes parlant une langue d'Afrique de l'Ouest disent plus souvent avoir « tout le temps » peur. L'interprétation ici est sensible et ne doit pas réduire ces résultats à des analyses culturalistes. L'histoire et le passé migratoire des habitants de la Goutte d'Or offre, semble-t-il, une explication adéquate : les personnes « allochtones » ²² ayant eu un parcours migratoire et originaire de l'Afrique du Nord résident à la Goutte d'Or depuis bien plus longtemps que les personnes « allochtones » originaires de l'Afrique de l'Ouest. L'insertion professionnelle des premiers du fait de leur installation antérieure, les conditions de logement, de scolarisation des enfants jouent probablement sur ce sentiment de vulnérabilité.

• Quelles sont donc les variables écran ? Quels sont les facteurs qui vont être assez forts pour contrer dans le cadre du territoire de la Goutte d'Or nombre d'invariants du sentiment d'insécurité ? Il nous faut examiner les réponses à la question ouverte demandant aux personnes interrogées d'expliquer les raisons de leur sentiment de sécurité ou d'insécurité dans le quartier.

Les explications des personnes regroupées dans le groupe des « insécures », c'est à dire les répondants ayant déclaré avoir « tout le temps » peur dans le quartier, se portent majoritairement vers des raisons invoquant la possibilité d'une victimation personnalisée – portant directement atteinte à leur personne -; victimation en lien avec « les drogués » (quatre personnes) ou la délinquance (deux personnes): « Il y a des cris dans la rue. On se fait insulter pour rien. Les jeunes ne respectent rien, ils vendent de la drogue devant les enfants. On ne peut pas dormir la nuit, ils font le bordel et salissent le quartier »; «j'ai peur pour mon commerce, de me faire agresser, qu'un usager de drogue me vole mon portefeuille ». Les répondants témoignant d'une peur en terme de crainte personnelle sont plus souvent des femmes que des hommes. Nous l'avons précisé antérieurement, le sentiment de vulnérabilité est souvent plus fort chez les femmes, non pas de façon naturelle, mais du fait que ce sentiment est co-construit sociétalement, notamment en s'appuyant sur ces craintes personnelles (dimension subjective du sentiment d'insécurité versus la dimension objective ayant trait aux problèmes sociaux, cf. supra). Une personne motive le fait d'avoir peur « tout le temps » « à cause de la police qui fait des bavures, tape les gens, abuse de son autorité, ne respecte pas les gens ». Ceci n'est pas anecdotique, d'autres personnes témoignent au cours des questions ouvertes du questionnaire de leur sentiment critique vis-à-vis de faits imputés à la police : des mères et autres habitants s'inquiètent de la vitesse des voitures de police « circulant à 60 km/h dans la rue de la Goutte d'Or », d'autres questionnent les « violences abusives » et/ ou attitudes discriminatoires des forces de police.

Les «inquiets» (dix huit personnes sur les vingt huit formant le groupe) présentent majoritairement leurs inquiétudes sous la dimension dite « objective » du sentiment d'insécurité : ils ont « assez souvent » peur du fait de la présence dans le quartiers de problèmes sociaux dont « la drogue », la « violence », « l'insécurité ». Ces inquiétudes présentées sous cet aspect sont réparties entre femmes (N : sept) et hommes (N : onze), tandis que l'on retrouve une proportion de femmes plus importante lorsque les raisons avancées sont des craintes personnelles (huit femmes et un homme). Une seule personne dans ce groupe, même si elle reconnaît avoir « assez souvent » peur explique « ça dépend où on se trouve et je connais du monde dans le quartier ». C'est la seule personne qui explicite des stratégies de mobilité spatiale et qui contrecarre ses inquiétudes

2

²²Pour reprendre la terminologie de Georges Felouzis, Françoise Liot et Joëlle Perroton *in L'Apartheid scolaire*. *Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèges*, Editions du Seuil, 2005.

par le recours au réseau de sociabilité. Nous verrons pour les groupes suivants que le réseau de sociabilité est un élément central.

Ou'en est-il du côté des « prudents » ? Une analyse différenciant les réponses selon le sexe est là pertinente; les unes mettant en avant des facteurs rassurants mais différents des éléments protecteurs pour les hommes. Du côté des femmes, une petite minorité reconnaît que le quartier connaît des problèmes, ceci concourant à ce qu'elles puissent parfois avoir peur. Les autres avancent qu'elles n'ont que « rarement » peur car elles n'ont « jamais eu de problèmes » ou car elles « font toujours attention » en particulier « le soir ». Et certaines développent des stratégies d'évitement : « j'ai assisté à plusieurs scènes avec des bagarres entre toxicomanes et j'essaie d'éviter ce genre de situation » ; « quand je monte chez moi, je ne redescends plus et j'habite près de la police » ; « tu te fais pas vraiment emmerder sinon par des jeunes (des gars) qui t'accostent et te saoulent et faut pas trop traîner le soir car il y a moins de gens s'il t'arrive quelque chose ». Enfin le réseau de sociabilité – « copains », connaissances – est mis en avant, tout comme le fait de savoir qu'il « y a du monde dans les rues ». Une personne note de façon très explicite en quoi « le monde » est un recours éventuel : « toujours du monde dans les rues, donc peu de possibilités d'agressions ». Du côté des hommes, notons qu'aucun ne présente son explication du sentiment de peur en la rapportant à l'éclairage ou à la nuit. Ils se déclarent « pas en danger » car n'ayant eu « aucun problème », mais à la différence des femmes ne disent jamais « faire attention » mais plutôt devoir « se méfier »... Pour les hommes cette nécessité de prudence semble appeler à une cause externe : ce sont les autres dont ils doivent « se méfier » quand les femmes internalisent la situation et s'imposent de « faire attention ». On constate ici le bon fonctionnement et la bonne incorporation des socialisations de genre reçues.

Les « confiants » pour un tiers justifie leur sentiment de bien être du fait de leur bonne connaissance du quartier, de ses habitants et la reconnaissance mutuelle qu'ils se portent est garante de leur sécurité : « je connais tout le monde ici, il ne peut rien m'arriver, même la nuit. Je me sens plus en sécurité ici qu'ailleurs » ; « car c'est un quartier tranquille où tout le monde se connaît, on se voit tous les jours; on est presque amis »; « j'habite ici depuis longtemps, je connais tout le monde, il ne peut rien m'arriver ». Ce sont donc trente sept personnes sur cent onze qui motivent leur sentiment de sécurité par cette reconnaissance réciproque ou par le fait que « c'est mon quartier ». Leur sentiment d'appartenance et l'identité de quartier étant suffisamment forts pour effacer toute crainte. De même, vingt cinq personnes avancent le fait qu'il n'y a « pas de problème » ou « pas de raison » pouvant susciter ces inquiétudes et huit affirment péremptoirement et simplement « il ne peut rien m'arriver ». Là aussi, l'attachement au quartier est si fort qu'il contre toute hypothétique inquiétude. Cette ferveur pour le quartier est un point fréquemment identifié comme force centrale par les personnes travaillant et vivant dans le quartier : « Cette solidarité qui peut être très communautaire est une des richesses du quartier. L'appartenance au quartier est très importante, on se connaît, « j'suis du quartier ; j'suis de la Goutte d'Or ». M. M., membre fondateur d'association et habitant du quartier.

Seules six personnes, dont cinq femmes modulent ce sentiment de bien être en précisant qu'elles sont « plus prudente[s] le soir et il faut éviter certaines rues ». Notons aussi des réponses féminines qui au cœur même de leurs propos expliquent comment elles peuvent dichotomiser le fait de connaître les problèmes sociaux du quartier et pour autant ne pas se sentir personnellement vulnérables : « il y a de la misère, de la violence, mais ce n'est qu'entre prostituées et drogués, mais concrètement il n'y a rien contre les habitants qui n'ont rien à voir avec ça » ; « car les toxicomanes sont des gens malades, et ils ne viennent pas faire de mal aux enfants » ; « je ne me sens pas en danger ou agressée ; il n'y a pas de violence mais des toxicos ».

Ce qu'il faut retenir...

- Les problèmes du quartier que les personnes identifient sont : les drogues, puis la saleté, le chômage et la précarité, le business et les trafics. Les actes délictueux relevés font suite, dans les représentations des habitants à la présence établie d'usagers de drogues. Les points de cristallisation dans les représentations sociales des habitants ne sont donc pas rapportés aux faits délictueux eux-mêmes mais plus au phénomène toxicomanie présent et à ses conséquences en terme de vie de quartier.
- Moins de la moitié des personnes interrogées souhaite déménager. Cependant parmi elles, un quart motive ce souhait en invoquant le climat délétère du quartier.
- Les délits cités et identifiés tant par rapport aux résultats du questionnaire que lors des entretiens sont presque toujours associés au phénomène toxicomanie. Cela entraîne selon les propos des interviewés et pour certains d'entre eux corpus non négligeable soit des stratégies de fuite ou de protection personnelle, des replis identitaires et/ou un recours médicamenteux, soit un questionnement critique et désenchanté interrogeant les volontés politiques laissant cet état de fait qualifié d'état de « non droit ».
- Du côté des victimations auto-reportées, plus de la moitié(65,5%) n'ont eu aucun problème. Les victimations les plus fréquentes étant 1. les dégradations dans l'immeuble; 2. les menaces, injures et insultes répétées.
- Les lieux dits évités sont principalement regroupés autour de la rue Myrha. Cependant un tiers des personnes questionnées n'évite aucun lieu. Les stratégies de contournement avouées semblent être plus fréquemment féminines que masculines. 6,5% de l'échantillon disent éviter l'ensemble du quartier.
- Les facteurs qui classiquement font varier le sentiment d'insécurité (sexe, âge, situation professionnelle, participation ou implication dans des réseaux associatifs, etc.) ne présentent aucune variation pour les résultats de la Goutte d'Or. Cette absence de variation s'explique du fait de variables écran très fortes qui pondèrent les effets de ces variables classiques : l'attachement ou le sentiment d'appartenance au quartier, les habitudes de vie dans le quartier.
- Du côté des personnes renommées les « insécures », leur sentiment de mal être repose sur 1. la dimension "objective" du sentiment d'insécurité c'est à dire la connaissance d'un problème social; à la Goutte d'Or, la toxicomanie et 2. la dimension "subjective" de ce sentiment, c'est à dire les peurs personnelles. Ce sentiment est alimenté par des cristallisations autour de lieux (les "scènes de drogue") et autour de groupes de personnes (principalement les usagers de drogue). Il est impossible de parler de fantasme d'insécurité à moins de nier la souffrance quotidienne dans laquelle vivent ces personnes. Leur perception repose bel et bien sur des faits avérés. Néanmoins, ce sentiment est aussi mis au jour du fait de victimations récemment vécues. Ces personnes ont été victimes plus spécifiquement de victimations personnalisées (menaces, injures, insultes répétées; agressions physiques) mais n'ont pas particulièrement été victimes de situations liées aux drogues.
- Les populations dont l'arrivée est relativement récente présentent elles aussi des risques plus importants à se sentir en insécurité dans le quartier. Les interprétations de ce sentiment différencié selon les populations migratoires doivent, il nous semble, prendre appui sur les conditions structurelles d'accueil de ces populations (logement, accompagnement professionnel, scolarisation des enfants, couverture sociale).
- Les éléments qui protègent les habitants de la Goutte d'Or, c'est à dire les facteurs qui malgré la connaissance des problèmes sociaux avérés du quartier font que les riverains ne se sentent pas en danger sont : 1. l'attachement au quartier ou le sentiment d'appartenance à ce quartier ; 2. le réseau de sociabilité développé au sein du quartier ; 3. la vie de quartier identifiée : perceptions déclarées d'un quartier cosmopolite, vivant, chaleureux.

Références bibliographiques

- Condon, S., Lieber, M., Maillochon, F. « Insécurité dans les espaces publics : comprendre les peurs féminines », *Revue Française de Sociologie*, 46-2, 2005, pp. 265-294.
- Ferraro, K. F., « Women's fear of victimization: shadow of sexual assault? », *Social forces*, 1996, 75, 2, pp. 667-690.
- Gardner, C. B., Passing by. Gender and public harassment, 1995, Berkeley, University of California Press.
- Gordon, M., T., Riger, S., *The female fear*, 1989, New York, The Free Press.
- Griffin, S., « Rape: the all-American crime" dans Chappell, D., Geis, R., Geis, G. (eds), Forcible rape: the crime, the victim, the offender, 1977, New York, Columbia University Press
- Hanmer, J., "Violence et contrôle social des femmes », Questions féministes, 1977, 1, pp. 69-88.
- Lagrange, H., Roché, S., Baby alone in Babylone, 1997-1998, Rapport au Ministère de l'Urbanisme et du Logement, Grenoble, CERAT.
- Rubi Stéphanie, Les « crapuleuses », ces adolescentes déviantes, Paris, PUF, 2005.
- Zauberman, R., Robert, P., Du côté des victimes, un autre regard sur la délinquance, 1995, Paris, L'Harmattan.

Vie de quartier et toxicomanie

Par Franck Lescroel, Chargé de Recherche, Coordination Toxicomanies

Le quartier de la Goutte d'Or est avant tout un espace géographique où cohabitent, travaillent, circulent, différentes populations parmi lesquelles des publics usagers de drogue. Cette partie intitulée vie de quartier et toxicomanie apporte des pistes de lecture et de réflexion pour connaître et comprendre les articulations de sens opérées entre, la toxicomanie, et les autres facteurs influant sur les modes de « vivre ensemble » dans le quartier.

Sur le plan de la méthodologie employée, l'étude porte sur la vie de quartier, et la question de la toxicomanie ne constitue que l'un des éléments de son appréhension. La compréhension de cette problématique a nécessité l'adoption d'une démarche sociologique qui met le sens des actions au centre de l'analyse. L'intérêt est ainsi porté aux significations que les différents groupes sociaux de la population du quartier de la Goutte d'Or donnent à la toxicomanie.

I. Les situations liées aux phénomènes de toxicomanie.

Le concept de situation liée aux drogues est entendu au sens d'un ensemble de faits sociaux attachés, au niveau des représentations sociales, à la toxicomanie. Ce concept permet d'ouvrir la question aux multiples perceptions individuelles portées sur ces phénomènes, des plus négatives aux plus empathiques.

A la question, « Vous diriez qu'à la Goutte d'Or, les situations liées aux drogues sont plutôt : » 87% des habitants répondent que les situations liées aux drogues sont « très fréquentes » ou « fréquentes ». Parmi eux, 51% des habitants (la différence de répartition est très significative) mentionnent qu'elles sont « très fréquentes » et cela quelque soit le secteur d'habitation.

fréquence situation	Nb. cit.	Fréq.
très fréquentes	101	51%
fréquentes	73	37%
rares	12	6%
très rares	3	2%
TOTAL OBS.	200	

La question est à réponse unique sur une échelle.

Les paramètres sont établis sur une notation de 1 (très fréquentes) à 4 (très rares).

Les calculs sont effectués sans tenir compte des non-réponses.

La différence avec la répartition de référence est très significative, chi2 = 143, ddl = 3, 1-p = >99%.

Le chi2 est calculé avec des effectifs théoriques égaux pour chaque modalité.

La somme des pourcentages est inférieure à 100% du fait des suppressions

Quels sont les faits relatifs aux drogues connus par les habitants ? Quels sont ceux auxquels les habitants ont été confrontés ? Et surtout quelle appréciation, quel sentiment les habitants portent-ils aux faits relatifs à la toxicomanie, connus et confrontés ? Bref il s'agit de comprendre les différentes combinaisons du « couple sémantique » habitant/faits liés aux drogues.

Comparons tout d'abord les réponses, entre les faits connus et les faits auxquels les habitants ont été confrontés, recueillies par le questionnaire.

Parmi l'ensemble des personnes interrogées sur le quartier, 56% (très significatif) des habitants déclarent ne pas avoir eu connaissance de faits relatifs aux drogues le mois précédent l'enquête.

Au cours des 30 derniers jours, avez-vous eu connaissance de faits relatifs aux drogues sur le quartier de la Goutte d'Or?

phénomènes	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	16	8%
oui	71	36%
non	113	56%
TOTAL OBS.	200	100%

La différence avec la répartition de référence est très significative. chi2 = 71, ddl = 2, 1-p = >99%. Le chi2 est calculé avec des effectifs théoriques égaux pour chaque modalité.

Ces résultats sont étonnants car par ailleurs, les habitants estiment que les situations liées aux drogues sont « très fréquentes » ou « fréquentes ».

Nous pensons, d'une part, que ces résultats mettent en avant une erreur dans la formulation de la question, car nous attendions la description de situations connues n'impliquant pas forcément la personne interrogée (histoires entendues autour de la toxicomanie). Au travers des réponses fournies nous voyons que la question a été comprise en terme d'implication personnelle. En effet, sur 38% des habitants (85 personnes qui répondent avoir eu connaissance de situations liées aux drogues) seul 3% (6 personnes) décrivent des faits relatés par un tiers, alors que 94% citent une observation directe.

D'autre part, nous savons que les situations liées aux drogues à la Goutte d'Or, sont très fréquentes et visibles. Ainsi, les habitants pourraient avoir tendance à ne pas déclarer des faits auxquels ils se sont habitués, dont ils seraient simplement des témoins visuels.

L'analyse textuelle des réponses faites par les habitants qui déclarent avoir eu connaissance de situations liées aux drogues montrent que la présence d'usagers de drogue dans les espaces publics pour des activités de deal ou de consommation, et les violences sur la scène publique mêlant les usagers de drogue (bagarres entre usagers et arrestations par la police), ressortent comme les éléments les plus marquants du vécu quotidien des habitants de la Goutte d'Or (respectivement pour 44 et 29 personnes de l'échantillon total).

Si oui lesquels?

connaissance faits drogue oui					
	Nb	% obs.			
Non réponse	131	65,5%	65,5%		
Présence UD/deal/consommation	44	22,0%	22,0%		
Altercation entre usagers	21	10,5%	10,5%		
Altercation usagers/police	8	4,0%	4,0%		
J'en ai entendu parler	6	3,0%	3,0%		
Interaction usager/habitant	3	1,5%	1,5%		
Intrusion espace privé	3	1,5%	1,5%		
Total	200				

• A la question « au cours des 30 derniers jours, avez-vous été confronté à une ou plusieurs situations liée(s) aux drogues à la Goutte d'Or, vous impliquant personnellement où l'un de vos proches (parents, enfants...)... » les habitants répondent :

victimation drogue perso	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	5	3%
oui	23	12%
non	172	86%
TOTAL OBS.	200	100%

La différence avec la répartition de référence est très significative. chi2 = 252, ddl = 2, 1-p = >99%. Le chi2 est calculé avec des effectifs théoriques égaux pour chaque modalité.

172 personnes soit 86% de l'échantillon (la différence des répartitions est très significative), répondent ne pas avoir été confrontées à une situation liées aux drogues les impliquant « personnellement ». La question de l'implication personnelle dans une situation liée aux drogues renvoie au niveau du vécu personnel objectif. Elle complète ainsi la question sur la connaissance des faits relatifs aux drogues qui concerne les discours et histoires tenus sur les questions liées à la drogue.

Parmi les habitants qui répondent avoir été confrontés a de telles situations les textes des réponses se répartissent comme suit :

confrontation drogue oui					
	Nb	% obs.			
Non réponse	177	88,5%	88,5%		
Présence UD/Deal/Consommation	12	6,0%	6,0%		
Altercation UD/Habitant	8	4,0%	4,0%		
Altercation UD/Police	2	1,0%	1,0%		
Altercation entre usagers	3	1,5%	1,5%		
Espaces privés	7	3,5%	3,5%		
Espaces publics	12	6,0%	6,0%		
matin	7	3,5%	13,5%		
après midi	6	3,0%	13,0%		
soirée	8	4,0%	4,0%		
nuit	6	3,0%	3,0%		
Individu seul	19	9,5%	9,5%		
Individu accompagné	4	2,0%	2,0%		
Total	200				

Seules 23 personnes ont répondu avoir été confrontées à une situation liée aux drogues le mois précédent l'enquête. La plupart d'entre elles décrivent la présence d'usagers de drogue sur les espaces publics, pour des activités de consommation ou de deal, sans distinction manifeste du moment de la journée.

Les déclarations d'altercations entre habitants et usagers de drogue ne représentent que 8 personnes sur les 200 interrogées. Ce résultat doit être pondéré par le mode de recueil de l'information utilisé, le questionnaire, et l'environnement de la passation (la personne est interrogée dans la rue, par un enquêteur inconnu), dont la combinaison permet difficilement l'expression des moments de vie vécus comme difficiles. Les habitants ont davantage mentionné les altercations avec des usagers de drogue dans le cadre des entretiens, mais se sont exprimés sur des faits marquants (victime d'agression physique: coup de cutter, projection d'acide...), faiblement renseignés au niveau du contexte, de la temporalité, etc. Ces faits semblent donc peu représentatifs, non des sentiments, de peur, de colère..., qu'ils suscitent, mais de leur quotidienneté. De plus, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, seules 2 personnes de l'échantillon ont déclaré avoir été victimes d'une agression physique le mois précédent l'enquête.

Les résultats se rapprochent sur la visibilité des consommateurs de drogue et des pratiques reliées à l'usage de drogue sur le territoire.

« On les voit tous les jours, elle (la drogue) a envahi le quartier. On voit les gens se droguer et vendre de la drogue » ; « Des jeunes qui fument du shit, des seringues, de la snifette, il y a de tout » ; « Ceux qui consomment et ceux qui dealent ».

Ils se distinguent sur la nature des altercations mentionnées, ce qui est explicable par le sens attribué aux termes de connaissance et de confrontation. Le terme de confrontation renvoie dans sa définition à une relation de face à face mais aussi partiellement à l'idée d'une opposition des modes de pensée. L'expression des habitants s'est focalisée sur les registres du négatif et de l'intime, c'est-à-dire les intrusions dans les espaces communs des habitations et sur les interactions verbales directes avec les usagers de drogues.

La question de la connaissance renvoie davantage l'idée d'une distanciation par rapport à l'objet, et ainsi les violences entre usagers de drogue dans la rue, observées sans y être personnellement impliqué, ont été exprimées de façon plus importante.

La drogue est donc un facteur particulièrement relevé sur ce quartier. Elle est associée à l'idée d'un ancrage territorial prégnant. La plupart des habitants de l'échantillon sont installés à la Goutte d'Or depuis longtemps (42% y vivent depuis plus de 10 ans). Pour la majorité d'entre eux, le quartier a changé positivement et le climat de vie général a gagné en indice de satisfaction. Cependant, la drogue inscrit une rupture dans ce sentiment positif. En effet, parmi ceux qui reconnaissent un changement au quartier, 12% trouvent que la toxicomanie est stable voire a augmenté:

« Le quartier a changé, depuis la fermeture du squat Saint Denis il y a beaucoup plus de toxico dans la rue » ; « Trop de drogue et de délinquance » ; « Trop de drogue et de violence par rapport à avant » ; « beaucoup plus de drogue et de présence des usagers, c'est devenu moins bien, il y a trop de toxicomanes et le quartier est devenu sale » ; « Les drogués le soir et les gens sont plus agressifs ... »,

Contre seulement 5% d'entre eux qui reconnaissent une diminution de la toxicomanie :

« Il y a des rafles pour virer les prostituées, ils essaient de nettoyer le quartier des drogués et des prostituées donc de l'améliorer » ; « les habitants ont un peu changé, il y a moins de

toxicos mais toujours du trafic, des arnaques, de la misère »; « il y a eu des rénovations d'immeubles et au niveau de la présence des drogues dans le quartier ça s'est calmé... ».

La mobilité territoriale des usagers de drogue, entendue au sens de la visibilité des activités liées à l'usage de drogue (deal, consommation, moyens de financement...), est la principale manifestation des nuisances posées par la toxicomanie.

II. La mobilité territoriale des usagers de drogue.

La mobilité des usagers de drogue s'organise dans l'espace autour de plusieurs activités reliées à la consommation de drogue qui se déroulent sur l'espace public et au sein d'espaces privés : trouver un lieu de consommation, la recherche des moyens de financement pour se procurer les produits, l'achat, l'accès au matériel et aux dispositifs de soutien social, sanitaire ou éducatif, etc.

Les itinéraires varient selon divers facteurs tels que la personne, les actions de rénovation urbaine (circulation et logement), l'action des forces de l'ordre, le moment de la journée, de l'année, etc. La mobilité des usagers de drogue et les rapports qui s'établissent entre cet usage des lieux et le reste de la population génère des conflits entre les publics. Cette mobilité transparaît sur la qualité de vie ressentie par la population du quartier.

Le découpage par secteur d'habitation montre que la perception de la mobilité des usagers de drogue et des nuisances qui lui sont attribuées diffère selon le lieu de résidence. Les résidents des secteurs Sud et Château-Rouge citent davantage l'item drogue en principal facteur de nuisance, que les résidents du secteur Nord. Ces secteurs (Sud et Château-Rouge) sont connus pour concentrer des activités liées à la toxicomanie. Ainsi là où se concentrent les activités liées à la consommation de drogue, se concentrent également la plupart des nuisances liées à la toxicomanie exprimées par les habitants. (Cf. Les problématiques du quartier).

Les rues citées et les précisions apportées par la population permettent de distinguer les principaux points d'ancrage perçus, des itinéraires des usagers de drogue dans le quartier. Les données ne permettent pas de différencier les types de déviances associées à la toxicomanie, telles que les pratiques de consommation, les activités de financement (prostitution, petite délinquance, deal, trafic...) qui ne donnent pas forcément lieu à des perceptions identiques des espaces.

L'analyse de contenu des raisons mentionnées à l'évitement de certains lieux (basée sur la citation des items « drogue, toxicomanie, et deal » (les termes de trafic et de prostitution seuls sont exclus de cette référenciation pour éviter les surinterprétations), décline une cartographie de la mobilité des usagers de drogue perçue sur le quartier, assez similaire à la cartographie des lieux évités quels qu'en soient les motifs (Cf *Lieux évités*).

Elle fait apparaître le fait que les principales rues associées à la présence d'usagers de drogue et aux activités reliées à la toxicomanie, sont les rues Myrha, Léon (partie secteur Château-Rouge) et Panama/Suez.

Ainsi la rue Myrha:

« j'évite ce coin car je connais trop, je suis saoulé de tout ça, le deal, les toxicos » ; « Trop de drogues, bagarres et disputes » ; « Les gens qui restent là bas, qui se prostituent, se droguent, se saoulent, ça me fait de la peine » ; « Il y a des gens bizarres et c'est là où il y a le plus de prostitution, business et drogue, c'est sale partout... »,

La rue Léon:

« C'est là où ça deal, où il y a les toxico, j'ai l'impression d'être malade quand je marche là bas » ; « C'est là où il y a les usagers de drogues, où c'est le plus sale et où il y a le plus de merde » ; « Les combines et les drogues... »

Et la rue de Panama/Suez:

« Ça dépend des heures, c'est surtout le soir à cause des drogues, des tensions » ; « Surtout la nuit à cause de la drogue et des fréquentations ; Concentration des drogues, trafics, prostitution... »,

Cumulent respectivement 40, 12 et 9 personnes de l'échantillon total.

Dans des proportions quantitatives plus faibles, voire anecdotiques, les habitants ont également cité les rues suivantes (classées par ordre décroissant) : la rue Laghouat (5 personnes), la rue des poissonniers (partie Château-Rouge) et la rue de la Goutte d'Or (4 personnes chacune), le Boulevard Barbès (4 personnes), le métro Château-Rouge et les rues Dejean/Poulet (3 personnes), les rues Richomme/Cavé (3 personnes) ; et enfin les rues Polonceau, Doudeauville, Marcadet, le square Léon et l'Avenue de la Chapelle (chacune 2 personnes), et les rues St Luc, Duployé/Ernestine, l'église St-Bernard, les environs proches de la Gare du Nord et la place des Islettes (chacune 1 personne).

Les activités reliées à la consommation de drogue sont donc principalement relevées sur le secteur Château-Rouge, 73 personnes, essentiellement rue Myrha et les rues adjacentes; et plus partiellement dans le secteur Sud du quartier, 20 personnes, essentiellement rue Richomme/Cavé et de la Goutte d'Or.

On ne retrouve pas parmi les motifs d'évitement des espaces publics, les interactions verbales imposées, entre habitants et usagers, motivées par diverses demandes (argent, cigarette, produit,...). Les rares interactions de ce type mentionnées, ont été renseignées par la question de la confrontation aux phénomènes de la toxicomanie, et concernaient toutes un environnement semi-privé (cage d'escalier, cour intérieure ou hall d'immeuble), et pour seulement 7 personnes au total.

Les explications des habitants sur le degré de pénalisation perçu, relativise la dimension négative autour de la toxicomanie car contrairement à d'autres facteurs de nuisance sur le quartier (bruit, saleté,...), sur lesquels les habitants prétendent ne pas pouvoir agir individuellement, des stratégies telles que le contournement des espaces, l'utilisation différentielle des lieux selon les moments de la journée, etc., peuvent être mobilisées.

• Malgré l'importance des nuisances attachées à la mobilité des usagers de drogue, on remarque également que les drogues interfèrent assez peu sur l'attachement au quartier. Que l'on aime « beaucoup », « un peu », « pas tellement » ou « pas du tout » le quartier, la drogue est citée comme le principal facteur de nuisance (58 %, calcul du Chi2, très significatif).

On peut donc à la fois aimer habiter ce quartier en lui reconnaissant ses difficultés (notamment la drogue et la saleté) et en même temps souhaiter qu'il évolue sur certaines questions problématiques (cf propositions des habitants). Sur les 116 personnes qui citent la drogue comme principal facteur de nuisance, notons que parmi elles 97 sont également attachées au quartier.

Attachement	beaucoup	un peu	pas tellement	pas du tout	TOTAL
Problèmes					
la saleté	30% (59)	14% (28)	4% (7)	8% (16)	55% (110)
le business, les trafics	19% (38)	7% (14)	3% (6)	4% (8)	33% (66)
la prostitution	21% (42)	4% (7)	2% (3)	3% (6)	29% (58)
les drogues	36% (71)	13% (26)	4% (8)	6% (11)	58% (116)
le bruit	7% (13)	6% (12)	2% (4)	5% (9)	19% (38)
la réputation	4% (8)	3% (5)	0% (0)	1% (1)	7% (14)
le logement	20% (40)	5% (9)	2% (3)	1% (1)	27% (53)
le chômage, la précarité	28% (57)	7% (13)	1% (2)	2% (3)	38% (75)
les relations entre les communautés	2% (3)	2% (3)	1% (2)	0% (0)	4% (8)
les actions mises en place par les collectivités publiques (mairie, Etat) à la Goutte d'Or	7% (13)	1% (1)	0% (0)	1% (1)	8% (15)
autre:	4% (7)	1% (2)	1% (2)	1% (1)	6% (12)
TOTAL	- (351)	- (120)	- (37)	- (57)	

La dépendance est très significative. chi2 = 52, ddl = 30, 1-p = 99%.

Les cases encadrées en bleu (rose) sont celles pour lesquelles l'effectif réel est nettement supérieur (inférieur) à l'effectif théorique. Attention, 19 (43.2%) cases ont un effectif théorique inférieur à 5, les règles du chi2 ne sont pas réellement applicables.

Le chi2 est calculé sur le tableau des citations (effectifs marginaux égaux à la somme des effectifs lignes/colonnes).

Ainsi malgré la confrontation régulière à un environnement hostile sur le plan social ou économique (chômage, précarité...) les individus, s'ils ne sont pas résignés à l'idée de changement ou d'évolution, ont la potentialité de développer des stratégies de résistance face aux conflits de l'environnement extérieur (c'est-à-dire trouver une juste composition entre cet environnement et leurs aspirations personnelles). Cette dimension est soulignée par les informations recueillies sur la vie de quartier en général qui montrent le poids que peuvent prendre les facteurs de bien être (réseau associatif, sociabilité, etc.) par rapport aux facteurs de nuisance.

III. Représentations et action habitante.

Le quartier est théoriquement un espace public, mais dans les faits chaque habitant développe avec son quartier une relation et un usage qui lui est propre. « Du fait de son usage quotidien, le quartier peut être considéré comme la privatisation progressive de l'espace public. C'est un dispositif pratique dont la fonction est d'assurer une solution de continuité entre ce qui est le plus intime (l'espace privé du logement) et ce qui est le plus inconnu (l'ensemble de la ville ou même, par extension, le reste du monde) ». Le quartier est en quelque sorte « un accroissement de l'habitacle ». Il offre à chaque individu qui en compose la population la possibilité « d'insinuer dans la ville une dissémination de trajectoires greffées sur la sphère privée » (Mayol, 1980).

Il existe donc une multitude de façons individuelles de vivre ce lien, propre à chaque habitant du quartier. Le critère de la profession par exemple, découpe des usages différenciés du quartier selon que la profession se situe dans le quartier et dans une dynamique de proximité

(commerces...) ou hors du quartier et qui en induit un usage dortoir (certaines professions intermédiaires).

Les problèmes se posent lorsque les pratiques d'un groupe dérangent celles d'un autre groupe. En sociologie urbaine, il est démontré que la croisée des itinéraires des publics en errance et du tissu urbain à l'échelle du quartier est un « espace carrefour où le monde de la rue et de la maison s'interpénètrent, et dont les lignes de partage entre les populations » génèrent des problèmes quotidiens tant pour les groupes en exclusion sociale que pour le reste de la population du quartier (Perreault, 1995).

La forte dépendance des usagers de drogue aux produits psychoactifs, notamment la dépendance associée à la consommation de crack²³, entraîne des difficultés dans l'accès de ces individus à un climat de vie « stable » (logement, emploi, etc.) et les exposent à une visibilité sur la scène sociale. Les activités de deal, de moyen de financement associées à la consommation de drogues (trafic, prostitution, revente...) suscitent le rejet de la part d'une grande partie des habitants mis mal à l'aise dans leur vie quotidienne aux travers les usages qui sont parfois faits des espaces publics (ex : scènes de shoot au square Léon devant les jeux des « petits », seringues usagées dans les hall d'immeubles, etc.) et sur le plan de leurs valeurs sociales (légales, morales, religieuses, communautaires, etc).

Dans la réalité, la précarité sociale, la prostitution, la petite délinquance, etc., sont reliées au mode de vie d'une grande partie des usagers de drogue en errance présents sur le quartier, notamment les individus usagers de crack dont la recherche de produit passe au premier rang des priorités. Mais il s'agit bien d'une association partielle et non exclusive. Le portait social du quartier décrit en début d'étude est un élément essentiel à considérer dans l'interprétation des réductions de sens opérées par la population entre certains problèmes du quartier, prostitution, trafic, etc., qui existent en dehors de la toxicomanie, et la consommation de drogue.

Les représentations sociales portées aux troubles du quartier associent l'ensemble des activités de trafic et de prostitution à la toxicomanie alors que d'autres motifs de ces activités sont pourtant objectivement reconnus et réfutent toute essentialisation des nuisances locales à la toxicomanie. Les faits reliés à la toxicomanie semblent servir de support à l'expression de nuisances générales : la précarité de la population, la précarité du logement (insalubrité, hôtels meublés, squats), les divers trafics alimentaires ou d'autres produits d'importation (tissus, etc.), les problèmes de réglementation commerciale notamment dans les lieux de restauration, les réseaux de prostitution, etc., bref l'ensemble des systèmes d'économie parallèle installés sur le quartier. Les représentations sociales des indésirables sociaux (publics précaires, jeunes en difficultés, usagers de drogues...) absorbent souvent dans une seule et même catégorie, plusieurs groupes sociaux (Perreault, 1995).

Les propositions formulées par les habitants (cf partie précédente) informent directement sur l'étiquetage et sur le traitement social des usagers de drogue. Sur l'ensemble des habitants interrogés, 57 personnes, soit plus qu'un quart de l'échantillon total, ont mentionné la drogue dans les préconisations proposées. L'analyse de texte de cette partie de l'échantillon affiche les catégories et la répartition suivante (ces catégories de découpage social sont confirmées par l'analyse des entretiens exploratoires):

-

²³- Cette catégorie définit les usagers de drogues qui consomment de multiples produits (polytoxicomanes) en déclarant le crack comme produit principalement consommé ou à défaut principalement recherché.

propositions habitants/toxicomanie							
	Nb	% obs.					
Repression	18	9,0%	9,0%				
Agir sur la drogue (sans précision)	15	7,5%	7,5%				
Aide au usagers de drogues (sans précision)	16	8,0%	8,0%				
Aide aux usagers de drogues, en dehors du quartier	4	2,0%					
Autres	1	0,5%	0,5%				
Total	200						

La catégorie « répression » concentre l'ensemble des discours qui demandent un départ des usagers de drogue du quartier et des problèmes associés (trafic, deal, prostitution). Cette catégorie associe la toxicomanie à une population responsable de son état et positionne la réponse répressive, c'est-à-dire des mesures d'interdiction, d'arrestation et de condamnation de l'usage non médical des substances psychoactives, qu'il s'agisse de possession, de trafic avec ou sans consommation, comme la solution adéquate. Ces habitants poursuivent la vision d'un monde libéré de tout usage non médical des drogues, qui appelle à la répression pour limiter l'offre et la consommation de ces produits.

Le groupe des usagers de drogue est donc exclu du paysage social par d'autres groupes sociaux qui se sont exprimés en ces termes :

« Liquider les dealers » ; « Nettoyer la racaille, la prostitution, la drogue » ; « Enlever les dealers » ; « Enlever les toxicos du quartier » ; « Virer les toxicos » ; « Envoyer toute cette racaille (dealer, prostitution) ailleurs, nettoyer les rues de toutes ces mauvaises fréquentations » ; « Virer les squatteurs drogués » ; « Arrêter les dealers et les mettre en prison » ; « Virer les toxicos ; Enlever les drogués, les dealers, les délinquants » ; « Virer les structures pour virer les toxicos, les ramasser et les mettre hors du quartier » ; « Enlever les drogués pour les enfants » ; « Les enlever, je m'en fous de l'endroit où on les met » ; « Il ne faut pas rajouter d'associations pour toxicos car il y a des gens biens et normaux qui habitent ici » ; « Etre radical, éliminer les toxicos, les disperser... ».

Parmi ces préconisations seulement deux personnes attribuent les nuisances liées à la toxicomanie à la présence des structures socio-éducatives dédiées aux usagers de drogues implantées localement, définies comme des zones d'attraction et de fixation des usagers et des pratiques associées à l'usage de drogue.

La mobilité des usagers de crack sur le territoire ne peut cependant, n'être que partiellement attribuée à ces structures (démarches sociales, éducatives, d'accès au soin, etc.) qui peuvent en renforcer la visibilité (débord de l'accueil sur la rue, point de rendez-vous entre usagers de drogues, « foule » aux heures d'ouverture et de fermeture, etc.). Le contexte urbain (logements désertés et faible investissement des propriétaires, locataires ou organismes gérant l'administration immobilière), la configuration de l'espace public, la proximité d'axes de deal importants soutenus par les grands boulevards, les gares ferroviaires et la proche banlieue sont autant d'éléments à considérer dans l'explication de la présence territoriale des usagers de drogue en errance. Enfin, la cartographie des lieux évités pour des motifs liés aux drogues ne mentionne qu'à trois reprises les rues où sont implantées ces structures (une personne cite la rue St Luc et deux, le Boulevard de la Chapelle).

La catégorie « aide aux usagers (sans précision + hors du quartier) » attribue aux usagers de drogue l'étiquette d'individus malades, victimes, souffrant de leur exclusion de la société, auprès desquels seules des mesures de soutien sanitaire, social ou éducatif constituent une réponse adaptée. Il s'agit d'une logique thérapeutique constituée par la symptomatologisation de la consommation de drogue. On appréhende l'usage de drogue comme un symptôme d'exclusion sociale, de troubles psychiques ou de pathologies biomédicales. La dimension de déresponsabilisation de l'usager de drogues entraîne la conception de modes d'action tournés vers la prise en charge médicosociale de ces publics :

« Aider et sensibiliser davantage les toxicomanes avec les associations, les soigner par le sport ou d'autres activités » ; « Aider davantage les UD pour qu'ils arrêtent de traîner dans la rue » ; « Aider les toxicomanes à se sortir de cette situation » ; « Un endroit pour soigner les drogués » ; « Ne plus voir les UD mourir à petit feu » ; « Lutter contre la drogue, pas contre les drogués » ; « Mettre en place des structures pour les drogués (réinsertion) » ; « Plus de coordination entre structures pour toxicomanes » ; « Proposer des choses sérieuses aux drogués (structures, soin) pas juste donner du Subutex, pas juste un autobus avec des seringues il faut du plus sérieux (réinsertion, soins, structures, accueil)... »

Seules quatre personnes précisent que l'intervention sociale et sanitaire auprès des usagers de drogue a vocation à permettre leur départ du quartier :

« Il faut soigner et aider les drogués mais ailleurs » ; « Les aider et les faire partir du quartier mais éviter la police » ; « Il faut les aider mais ailleurs » ; « Les aider et les mettre hors du quartier... »

• La catégorie « agir sur la drogue », ne fait à priori que souligner l'aspect problématique de la toxicomanie sur le quartier sans apporter de précision, tant sur les représentations sociales associées à la toxicomanie que sur les pratiques résolutives souhaitées par la population.

« Régler le problème de la drogue » ; « Résoudre le problème de la drogue » ; « Moins de deal » ; « Qu'il n'y ait plus de problèmes de drogues » ; « Trouver des solutions pour la drogue... » « Traiter sérieusement le problème de la toxicomanie » ; « Trouver des solutions pour la drogue... ».

Cette catégorie révèle cependant que les modèles de positionnement classiques autour d'actions répressives ou autour d'actions de soutien en direction des publics précaires sont pour certaines personnes dépassés. Ces personnes se sont alors constitué une nouvelle catégorie sociale aux contours plus souples que les précédentes, qui tient compte de l'ambivalence des représentations et des moyens d'action associés à la toxicomanie. Les entretiens exploratoires apportent quelques éléments explicatifs, de personnes qui sollicitent régulièrement l'intervention des forces de l'ordre, et qui en même temps, mènent individuellement des actions d'aide aux usagers (petite monnaie, dépannage alimentaire/vestimentaire...).

« Ce n'est pas un problème, ils ne dérangent pas, il faut les aider. Ils dérangent quand ils sont en manque et à la recherche du produit là ils deviennent dangereux »; « Des gens sont dans la critique et dans l'accusation du drogué, du système social et en même temps, ils peuvent aller leur porter des bouteilles d'alcool ou des cigarettes de temps en temps car l'usager fait partie du paysage et que finalement il n'embête pas tant que ça »; « Un commerçant s'engueulait avec les usagers, et le soir on les retrouvait à boire ensemble au café du coin ...».

Le concept de victime, tantôt attribué aux habitants, tantôt aux usagers de drogues de façon exclusive, trouve ici une configuration particulière, sans clivage, à la fois associé aux habitants et aux usagers de drogue.

Leur absence de propositions d'action est certainement révélatrice du manque de modèles sociaux pour se positionner et s'identifier socialement quant à la toxicomanie. On ne s'engage pas dans une proposition car aucune des réponses en cours (offre médicosociale ou offre répressive) n'offre de modèle d'action permettant l'adhésion.

Sur le plan quantitatif, aucune catégorie ne se détache vraiment des autres. Les habitants cristallisent trois catégories de définition de l'usager de drogue, et par là trois modes de représentation des politiques publiques en matière de drogues illicites :

- 1/3 de ce sous échantillon se situe au niveau de la réponse la plus simple pour enrayer les problèmes liés à la toxicomanie qui consiste à éliminer la source du problème, c'est-à-dire à entreprendre une approche répressive visant à déplacer le problème sur d'autres secteurs.
- 1/3 de ce sous échantillon pense qu'en aménageant des espaces d'accès au soin et à la réinsertion sociale, les usagers de drogue disparaîtront des quartiers car : soit leur problème d'addiction sera maîtrisé voire résolu ; soit l'extériorité de ces modes d'intervention délocalisera de fait une partie des usagers de drogue du quartier.
- 1/3 de ce sous échantillon pense que de nouveaux modèles d'action différents et novateurs, associant dans des combinaisons nouvelles les habitants, les usagers, les forces de l'ordre, les professionnels socio-sanitaires et les politiques publiques, sont à créer. L'absence actuelle de modèle cohérent ne leur permet pas de prendre clairement position quant au type d'action à entreprendre.

Les deux premiers groupes d'habitants apportent peu de nouveauté quant au type de représentation associée à la drogue, celles-ci étant fréquemment mises en avant par les études sur les représentations, les opinions et les perceptions sur la toxicomanie. Leur quantification locale, c'est-à-dire la production objective d'une répartition des habitants, apporte par contre une connaissance nouvelle.

Le troisième groupe d'habitants apporte quant à lui une richesse supplémentaire puisqu'il impose une remise en cause de la dimension binaire classique des modèles sociaux associés à la toxicomanie.

Une autre partie des habitants ne formalise pas directement des demandes à partir de la toxicomanie, mais l'y associe potentiellement. Les expressions sont par exemple :

« Il faut tout changer, il faut tout vider, il faut virer les miséreux, il faut nettoyer tout le quartier » ; « il faut enlever les gens qui salissent partout, ça pisse partout c'est dégueulasse... »

Ou encore:

« il faut rénover tout le quartier pour changer, amener de nouvelles populations moins pauvres » ; « continuer de raser les immeubles vétustes et faire de nouveaux logements à la place... »,

Peuvent faire référence aux usagers de drogue, mais ces données demeurent trop floues pour que l'on puisse les associer sur le plan analytique aux résultats précités.

La représentation sociale de la toxicomanie au sein de la Goutte d'Or, c'est-à-dire le sens commun porté par les habitants aux questions de toxicomanie, se distingue donc par un premier groupe d'individus pour lesquels il s'agit de trouver des mesures répressives qui conduisent au départ des usagers de drogue du quartier, un second définissant les usagers de drogue comme des individus avant tout malades dans leur corps ou de leurs liens à la société, et enfin un troisième groupe ambivalent, attaché/détaché tant au modèle répressif qu'au modèle de soutien social.

• Ce sont pourtant uniquement des structures offrant un support sanitaire, social ou éducatif qui ont été citées en réponse à la question de la connaissance de structures intervenant potentiellement sur les questions de toxicomanie. Presque la moitié de l'échantillon total, 43,7%, connaît au moins une structure pouvant intervenir sur un fait relatif aux drogues, et parmi cet échantillon, 65 personnes citent spontanément l'association EGO; 34 personnes, le programme d'échange de seringues STEP de l'association EGO, et 16 personnes l'association CT.

Les autres réponses se partagent de la façon suivante : le CSST « Sleep In » de l'association SOS Drogue International (trois personnes) ; l'accueil de jour de l'association Charonne dans le 18ème arrondissement, le bus Programme de Prévention en Milieu Urbain (PPMU) de l'association Médecins Du Monde (MDM) (deux personnes chacun) ; l'intersecteur psychiatrique La Terrasse, le centre d'information catholique, l'église de scientologie, l'association la Croix Rouge Française et l'association des narcotiques anonymes (une personne chacun). La population mentionne, faiblement, d'autres services aux publics en réponse aux actions entreprises face à la confrontation d'une situation liée aux drogues (la mairie d'arrondissement, les pompiers et la police, à la hauteur de une personne chacun).

Bien qu'une forte proportion d'habitants inscrive les modes de réponses répressifs et de soutien social, en premier ordre des actions à entreprendre par rapport aux questions liées à la toxicomanie, ils ne sont qu'une très faible proportion à citer la police comme moyen d'action potentiel ou mobilisé, ou encore à avoir mobilisé les dispositifs de soutien médico-sociaux. Il existe parfois un décalage entre les représentations et les pratiques sociales qui leurs sont rattachées, la logique des individus étant de ne pas forcément être en accord entre ce qui est fait et ce qui est dit...

On remarque enfin que la mobilisation des dispositifs par la population n'a lieu que face à des contextes spécifiques. Une ligne de partage virtuelle cloisonne d'une part les faits qui peuvent être l'objet d'une action de la part de la population du quartier, et d'autre part les faits qui ne donnent lieu à aucune action. La mobilisation concerne essentiellement les intrusions répétées dans les immeubles, et les altercations entre usagers et habitants. La mobilité des usagers de drogue sur le quartier, qui nous l'avons vu est pourtant le principal facteur associé à la toxicomanie, n'est que très faiblement l'objet de démarche de la population.

L'inaction est-elle associée à un mal être causé par un problème non solutionné, au sentiment de colère d'observer encore des problèmes de toxicomanie, ou encore à une passivité par rapport à la situation interprétée comme le quotidien de la vie de quartier à la Goutte d'Or ?

Les données issues du questionnaire sont incomplètes et on ne peut en tirer une exploitation quantitative. Parmi les douze situations décrites, la moitié des personnes n'a rien fait et ne renseigne pas les motifs de ce choix, trois sont restées dans l'inaction et citent avoir « mal pris la situation, mais je ne sais pas quoi faire et j'ai fui » ; « je ne sais pas quoi faire par ignorance alors je suis parti » ; « je passe mon chemin que faire d'autre ...». Les entretiens exploratoires

décrivent quant à eux de nombreuses interactions sociales usagers de drogue/habitants (mobilité des usagers de drogues à proximité des espaces fréquentés par les enfants et les jeunes (squares, écoles...); crainte pour les personnes âgées, etc.) associées à un sentiment de malaise et tentent à conforter l'hypothèse selon laquelle l'inaction par rapport à la mobilité des usagers de drogue est un vrai facteur de mal être sur le quartier autour duquel peu de solutions sont actuellement mises en œuvre.

Ce qu'il faut retenir...

- Les habitants estiment que les situations liées aux drogues sont « très fréquentes » (51%, très significatif) à la Goutte d'Or.
- Les effets visibles de la toxicomanie (consommation et activités reliées à l'usage de drogues) sont les plus grandes sources de désagréments reliées à la toxicomanie vécues par les habitants. La présence des usagers de drogues pour des activités d'achat ou de moyens financiers constitue la principale nuisance attribuée à la toxicomanie, bien avant les phénomènes d'intrusion dans les espaces privés du parc immobilier local. Au sein de cette mobilité problématique, les habitants ont notamment insisté sur les violences de rue entre les usagers de drogues, ou entre les usagers de drogues et la police; violences qui, même si les habitants ne sont que des spectateurs éloignés, fragilisent beaucoup la qualité de vie perçue.
- La perception des activités reliées à l'usage de drogues est territorialement significative. La zone dite de Château-Rouge est principalement relevée par les habitants comme l'espace du quartier le plus concerné par la circulation, le deal, les moyens de financement (revente, prostitution, petite délinquance...).
- La proximité entre les phénomènes associés à la consommation de drogues et les autres problématiques du quartier, notamment l'organisation d'une économie parallèle et la précarité d'une partie de la population, renforce à tort la visibilité et les nuisances associées à la présence d'usagers de drogue qui ne sont pourtant qu'un aspect du « dérèglement social» pour reprendre la formule de l'historien Cubero.
- Les représentations sociales associent la plupart des nuisances du quartier à l'usage de drogues. Il ne s'agit donc pas d'associations objectives et avérées sur un plan scientifique, mais considérées comme telles par les habitants, et c'est à titre qu'elles nous intéressent.
- En dehors des modèles binaires de représentations sociales associées à la toxicomanie, se dégage une autre catégorie de population aux contours beaucoup plus souples et d'aspect à priori contradictoire : les habitants qui développent des stratégies d'arrangement tant orientées vers le départ des usagers de drogue, que vers le soutien en direction de ces publics.

Références bibliographiques.

- BIBEAU G. et PERREAULT M., 1995. Dérives montréalaises à travers des itinéraires de toxicomanies dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Montréal : Boréal.
- CUBERO J., 1998. Histoire du vagabondage du moyen âge à nos jours. Paris : Imago.
- MAYOL P., 1980. « Habiter » In *L'invention du quotidien. 2. Habiter, cuisiner*. Sous la dir. de GIARD L. et MAYOL P., Paris : Union générale d'éditions, p. 11–146.

Préconisations et pistes d'action

Les facteurs protecteurs, les éléments induisant un sentiment de bien-être reposent sur l'attachement au quartier, les habitudes de vie dans le quartier, le réseau de sociabilité, les points forts de la vie de quartier :

« C'est un beau quartier : t'es au calme quand tu vis ici... Il n'y a que ce quartier là qui est comme ça dans Paris. On se connaît tous... Dans le $12^{\grave{e}me}$ ou le $13^{\grave{e}me}$, je sais pas si tout le monde se connaît ? Et puis c'est un mélange : y'a pas que des arabes et des noirs... Il y a des italiens, des espagnols... On trouve de tous les pays dans le quartier et c'est ça qui est bien ! Moi je suis bien à la Goutte d'Or, c'est un bon quartier, je suis bien chez moi ... C'est vrai ce quartier il est bien... il n'y a pas la même ambiance que dans tout le reste de Paris... » (Moussa, 24 ans)

A partir de là, comment faire pour renforcer ces éléments ? Différentes pistes d'actions découlent des résultats de notre enquête. Les axes de travail à privilégier sont :

Amélioration du cadre de vie des habitants de la Goutte d'Or

Propreté

- Est-ce que vous auriez des propositions à faire pour améliorer la vie du quartier ?
- « il faudrait sensibiliser les habitants sur le respect de leur immeuble, de leur environnement (...). Il faut faire des projets avec les jeunes, comme repeindre les halls avec eux, les cages d'escaliers, avec ceux qui le souhaitent... plutôt que de les laisser glander... Il faut monter des bons projets pour les ados qui souhaitent s'en sortir. » Monsieur H. (Gardien d'immeuble)

Si la saleté du quartier est fréquemment évoquée et dénoncée, il est là un aspect qui peut être endigué, notamment par :

- des passages des services municipaux d'entretien plus fréquents ;
- un travail avec le Conseil de Quartier, les bailleurs, les associations de locataires pour réaliser des actions d'information et / ou de formation citoyenne au niveau des immeubles;
- des actions d'éducation et de prévention passant par la mise en place au niveau local d'un projet partenarial impliquant les enfants et les jeunes de la Goutte d'Or (Ecoles, Centres de Loisirs municipaux et associatifs, Centre Social, associations de prévention et d'accompagnement à la scolarité, Espace Jeunes...). La fête de la Goutte d'Or pourrait être un des moments privilégiés pour parler des actions mises en place par, et, avec, les enfants et les jeunes du quartier de la Goutte d'Or;
- développement d'actions « citoyennes » et de sensibilisation à l'écologie au moment des fêtes de quartier par exemple (ramassage verres en plastique, etc.).

Aménagement

- Quelles propositions feriez-vous pour améliorer la vie du quartier?
- « Faire davantage pour les logements, plus grands et de meilleure qualité mais sans augmenter les loyers. Plus d'espaces verts, de square pour les enfants et où les habitants peuvent venir se promener et s'asseoir. Plus d'arbres, de verdure. (...) » (extrait d'un questionnaire)

L'amélioration du cadre de vie des habitants s'inscrit incontestablement dans la poursuite des opérations d'aménagement et de rénovation du quartier. Les habitants seront sensibles à la mise en place d'espaces verts et d'aires de jeux pour les enfants.

Commerces de proximité

« plus de commerces de proximité (...) un opticien par exemple, une charcuterie, une brasserie, un fleuriste, une librairie avec des quotidiens, des magazines, un bureau de tabacs... C'est vrai ça manque, moi je suis obligé d'aller Gare du Nord pour acheter mon journal. C'est super important les commerces pour la vie d'un quartier! » (Monsieur H., Gardien d'immeuble)

Les pouvoirs publics auront aussi l'opportunité de faciliter les habitudes de vie des habitants du quartier en privilégiant dans le cadre de la réhabilitation du quartier l'installation de commerces ou d'artisans qui peuvent faire défaut actuellement (cordonnier, fleuriste, presse,.).

Ecoles

« Réflexion sur l'école, l'éducation et la lutte contre l'école ghetto (délinquance) ». (extrait d'un questionnaire)

La question des écoles est importante à la Goutte d'Or. C'est d'abord au niveau politique qu'il faut avancer et notamment sur :

- la réforme du collège unique qui renforce les inégalités sociales :
- la formation des enseignants qui souvent sont « parachutés » dans les établissements sensibles en début de carrière sans avoir reçu la formation adéquate ;
- les mesures de discrimination positive qui devraient effectivement donner plus à ceux qui ont moins.

Ces éléments sont indispensables pour améliorer la réussite scolaire des élèves et « contrer » les stratégies de contournement de la carte scolaire mises en place par des parents « inquiets » pour l'avenir de leurs enfants.

Au niveau local, les actions partenariales (Education Nationale, associations qui opèrent dans le champ de l'accompagnement à la scolarité) doivent se poursuivre pour renforcer les liens et favoriser la réussite scolaire des enfants.

Police

« moins de police corrompue et injuste, moins de discrimination » (extrait d'un questionnaire)

La dénonciation dans le discours des habitants de la Goutte d'Or - pas seulement des plus jeunes - de problèmes rencontrés avec la police lors de contrôle d'identité, d'interpellation, de garde à vue... nous amène à penser qu'il faudrait travailler sur le positionnement de la police face à

certains groupe d'habitants du quartier, sur les difficultés relationnelles et incompréhensions mutuelles entre forces de l'ordre et jeunes habitants du quartier. Des actions de formation pourraient être mise en place afin de lutter contre les discriminations.

Favoriser l'insertion sociale et professionnelle

A souligner les besoins en termes d'accompagnement à l'insertion professionnelle et sociale, les besoins en termes d'aide à la personne tant pour les personnes les plus âgées, les personnes isolées ou celles nouvellement arrivées.

Actions en direction du public « jeune »

« Créer plus d'emploi pour les jeunes du quartier : qu'ils arrêtent de dealer. Plus de travail. » (Extrait d'un questionnaire)

Des études statistiques sur le chômage, des entretiens et des rencontres avec les « jeunes » du quartier il ressort d'importantes difficultés pour ce groupe à réaliser ses projets professionnels et/ou accéder à un emploi stable. C'est un des axes de travail prioritaire du quartier. Il paraît nécessaire, sinon indispensable de développer des actions visant cet objectif d'insertion sociale et professionnelle.

« Les associations du quartier, c'est bien beau, mais elles servent à rien. Elles sont pas adaptées aux jeunes. Tu y vas, et y'a un documentaliste qui te demande ce que tu veux faire, mais comme tout le monde on sait pas trop. Alors il remplit un dossier et nous dit de revenir quand on saura quoi faire. A la mission locale, c'est pas compliqué, on te propose plombier, peintre et électricité : que du manuel. (...)

Au début je suis venu voir les associations, je leur ai dit « aidez-moi », mais ils font rien pour toi. Maintenant ils m'appellent pour aller chanter à la fête de la Goutte d'Or, j'y vais pas. Mais ils ont fait quoi pour moi ? (...) ». (H., chanteur de rap, qui a déjà sorti plusieurs albums)

Si le manque de qualification et la discrimination ethnique jouent un rôle considérable, le positionnement de certaines associations et les représentations sociales de certains travailleurs sociaux à l'égard des « jeunes », tendent aussi à renforcer l'exclusion. Les jeunes soulignent parfois une certaine inadéquation entre leur projet et ce qui leur est proposé. Pour lutter contre ces discriminations, des actions de formation pourraient être engagées à l'égard des travailleurs sociaux qui rencontrent ce public.

Actions en direction des personnes âgées

Des travaux d'observations anthropologiques, il ressort que plusieurs groupes de personnes âgées vivent des situations d'isolement importantes dans le quartier. Il s'agit à la fois de certains vieux migrants mais aussi de personnes retraitées d'origine européennes qui sont terrorisées à l'idée de sortir dans le quartier. Des actions pourraient être élaborées dans leur direction.

Actions en direction des nouveaux habitants

Certains résultats, autour du sentiment d'insécurité par exemple, mettent en évidence une fragilité chez les nouveaux habitants. Les actions de type « Accueil des nouveaux habitants » organisées

avec les associations locales, l'Opac pour accueillir les nouveaux locataires, au cours desquelles on distribue un guide sur le quartier, se doivent d'être renforcées pour favoriser leur intégration – et leur bien-être - dans le quartier.

Renforcer le sentiment d'appartenance et le lien social

Animation de la vie du quartier

- Qu'est-ce que vous proposez, pour améliorer la vie du quartier?
- « Recréer du lien, comme on a recrée du lien dans l'immeuble après le départ de Marie [Une usagère de drogue]... Depuis on fait du lien : au travers de fête de l'immeuble...Pour moi il faut recréer du lien social »
- A travers quelles actions?
- « la fête de quartier ça y contribue... On devrait pouvoir entrer en contact culturellement, parce qu'on est des populations qui vivons à coté les unes des autres...» (Madame R., Retraitée, ancienne assistante sociale)

Les événementiels type fête de la Goutte d'Or, carnaval de la Goutte d'Or, Noël de la Goutte d'Or etc., jouent un rôle important, en tant que constructeur d'une identité collective et parce qu'ils créent une dynamique dans la vie locale.

Participation des habitants

- Quelles actions pourraient être mises en place pour améliorer la vie du quartier ?
- « des repas de rue, mais il faudrait pouvoir faire participer tout le monde, il y a un boulot de relais qui pourrait être fait avec les assos » (Mme K., artiste)

La participation croissante des habitants à la co-organisation des ces actions est importante pour renforcer les liens sociaux. Certains habitants comme le groupe des « engagés » (habitants de classe moyenne ou supérieure qui, à la différence des « Bobos » habitent et « vivent » le quartier (artistes, travailleurs sociaux, étudiants...)) peuvent être mobilisés davantage sur des actions ponctuelles ou sur du long terme au sein d'associations.

Pour favoriser les initiatives des habitants, la création d'un Fonds de Soutien aux Initiatives Habitantes permettrait de développer des actions renforçant le lien social.

Action associative

« Il y a beaucoup d'associations dans le quartier, mais il n'y a pas assez de communication avec les gens du quartier. On ne sait pas qui fait quoi, à quoi ça peut servir... Elles ne vont pas vers les gens de la rue. Et puis elles ne proposent pas non plus assez de diversité ». (Mariam, 24 ans)

Les associations devront poursuivre les démarches et actions de sensibilisation, d'information et de communication dites « hors les murs » et consistant à rencontrer les personnes non pas dans les murs de l'association mais dans le cadre de vie quotidienne des personnes.

D'autre part, les résultats ont mis en évidence un manque au niveau du Nord du territoire de la Goutte d'Or : les habitants sont très peu touchés par l'action associative. Les projets développés par les structures devront tenir compte de cette inégalité « géographique ».

<u>Poursuivre les actions adaptées à la résolution des nuisances générées par la toxicomanie,</u> tant vers les usagers que vers le reste de la population

Prise en compte des victimes

Une attention soutenue doit être apportée auprès des personnes ayant été victimes ou étant victimes de situations désarmantes ou parfois traumatiques liées aux drogues. Le partenariat institutionnel et associatif prend ici tout son sens afin que le moins de personnes possible riveraines du quartier soient laissées de côté. Lorsque ces conflits sont l'objet au minima d'une discussion (travail de la médiation sociale), le sentiment de mal être peut être apaisé. L'absence de reconnaissance de ces habitants comme « victime » de troubles liés à la toxicomanie est par contre génératrice d'un sentiment de mal être difficile à effacer et à dépasser. Différents modes de reconnaissance des troubles vécus réellement par les habitants, sont à poursuivre et à renforcer ou à diversifier. Nous pensons par exemple à la mise en place de « permanences pour les victimes » encadrées par des professionnels en victimologie (avocat, psychologue etc.).

Formation des intervenants en toxicomanie

Des observations de type anthropologique au sein des structures qui travaillent auprès des usagers de drogue et des entretiens réalisés avec les habitants, ressortent des difficultés de communication notamment à propos des éléments de définition associés à la catégorie sociale "usagers de drogue". Ainsi sont dénoncées par diverses personnes certaines représentations sociales des intervenants – notamment - en toxicomanie (notion de victime appliquée uniquement aux usagers de drogues ; réduction de l'identification sociale des familles des quartiers populaires au handicap socioculturel). Ces images incorporées dans la pratique professionnelle doivent être retravaillées à la lumière des constats produits par l'étude, sur la base des effets de rupture et de cloisonnement qu'elles peuvent construire entre les habitants et l'intervention en toxicomanie. Une forme d'échange et de discussion à partir de ces résultats doit être engagée avec ces professionnels, une telle initiative pouvant être définie comme une formation au sens d'un mode d'apprentissage qui permet de faire évoluer la pratique professionnelle.

Soutenir et renforcer l'intervention du dispositif de médiation sociale

« Dans la rue j'ai croisé des usagers de drogue, ils m'ont demandé des sous, des produits, j'ai mal pris la situation, mais je ne sais pas quoi faire et j'ai fuis ; je ne sais pas quoi faire par ignorance alors je suis parti ; je passe mon chemin que faire d'autre ...» (Extraits de questionnaires)

Les habitants semblent faire appel au dispositif de médiation sociale seulement lors des intrusions dans les immeubles. Il faut étendre les actions de médiation sociale à la prise en charge du mal être généré par la présence des usagers de drogue sur le territoire (et pas seulement dans les cas d'intrusion).

Il s'agit de renforcer la proximité entre médiateurs et habitants autour des situations de deal, prostitution, circulation etc. associées aux usagers de drogue. Cette action passe par un

renforcement des actions de communication auprès des habitants et un renforcement des équipes de médiateurs.

Mobilisation du secteur associatif local

« On travaille très peu ces questions là du fait de la présence d'EGO et de CT18 qui prennent en charge cette thématique...Ce que l'on entend le plus souvent ici se ce sont les difficultés pour les gens dans les immeubles quand il y a des usagers ou les difficultés qu'ils rencontrent s'ils sont parents d'usagers » (Direction d'une association intervenant dans le champ social)

Une partie du dispositif associatif intervenant sur la Goutte d'Or, le secteur de la jeunesse, de l'insertion sociale et professionnelle, doit être mobilisé sur son rôle à jouer dans des actions de soutien et de relais aux problèmes posés par la toxicomanie (comment parler aux familles, aux enfants qui expriment un mal être directement lié au trafic de drogue, à la consommation de rue, comment aider ces personnes autrement qu'en les orientant vers les dispositifs spécialisés en toxicomanie ?).

« On organise des rencontres publiques avec les habitants ou des soirées entre nous pour mieux connaître les produits, les pratiques, mieux comprendre les comportements. Ces soirées ont fait suite aux craintes des habitants par rapport à l'insécurité ou par rapport à des peurs pour les enfants » que peut on faire quand un drogué vient ? » (Direction d'une association d'habitants)

Ce type de soutien déjà en place par l'association Coordination Toxicomanies, ne peut reposer uniquement sur les épaules du service de médiation sociale, même avec un effectif renforcé des équipes. Les intervenants des dispositifs associatifs sont autant de personnes relais qui devront faire l'objet d'une sensibilisation aux questions de toxicomanie dans le quartier. Il ne s'agit pas d'en faire des experts mais, d'une part de réfléchir :

- aux problèmes de gestion posés lorsque par exemple une famille parle de difficultés relatives aux drogues;

et d'autre part :

- à leur rôle d'acteur ressource dans le lien social qu'ils construisent avec une partie de la population.

Il s'agit par là de créer de la compétence à agir selon les situations et de motiver les acteurs à l'évolution de leur rôle professionnel. Nous pensons donc qu'il serait pertinent de proposer des cycles de formation en direction de ce public.

Concertation et implication des habitants

Il est reconnu que la mise en place de dispositifs d'intervention dans le champ de la toxicomanie doit résulter de démarches citoyennes associant la population, les pouvoirs publics et le secteur associatif. A la Goutte d'Or, les habitants n'ont peut-être pas été suffisamment concertés sur la mise en place d'action s'inscrivant dans le champ de la toxicomanie.

« C'est un système que l'on combat, ce tant qu'il n'y a pas de repositionnement. On en veut pas personnellement à Lia Cavalcanti ou à EGO mais c'est la méthodologie qui est condamnable » (Monsieur C., habitant de la rue Saint-Jérôme).

Il paraît donc important que ce type de démarche passe par des phases effectives de concertation des habitants.

Il s'agit également d'impliquer davantage les usagers de drogue dans des "devoirs" ou responsabilités citoyens, dans la vie de quartier par des actions telles que les animations festives du quartier, la préservation de la propreté de l'environnement en proximité du lieu d'accueil de l'association EGO...